



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – novembre 2022

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 9 décembre 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Novembre 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le douzième cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 1^{er} novembre et le 28 novembre 2022 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – November 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4FF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

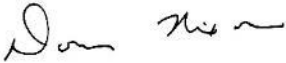
CP12-4E-PDF (rapport final, anglais)

2816-9379

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 9 décembre 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé.....	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, membres de la diaspora haïtienne du Québec, Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies).....	9
Économie (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)	11
Changements climatiques et environnement (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)	13
Ouragan Fiona (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard).....	16
Situation en Haïti (membres de la diaspora haïtienne du Québec)	16
Situation en Iran (Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto)	18
Immigration (membres de la diaspora haïtienne du Québec, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean)	19
Vaccins contre la COVID-19 et doses de rappel (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19).....	21
Services du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'Ouest canadien).....	22
Mot-symbole du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec).....	23
Mésinformation (jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, jeunes adultes de l'Ouest canadien).....	23
Enjeux postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario).....	24
Enjeux à l'approche de la retraite (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite)	25
Armes à feu (jeunes adultes de l'Ouest canadien)	26
Résultats détaillés.....	28
Chronologie des annonces en novembre.....	29
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	33

Liens avec l'Asie du Sud-Est (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, jeunes adultes de l'Ouest canadien, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean)	34
Priorités et performance du gouvernement du Canada (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, membres de la diaspora haïtienne du Québec, Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)	36
Soins de santé (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies).....	39
Études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario)	41
Économie (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)	41
Énoncé économique de l'automne (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec).....	42
Coût de la vie pour les parents (mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies).....	43
Changements climatiques et environnement (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)	46
Adaptation au changement climatique (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard).....	46
Système de tarification du carbone (mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)	47
Véhicules à zéro émission (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule).....	48
Ouragan Fiona (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard).....	50
Situation en Haïti (membres de la diaspora haïtienne du Québec)	52
Situation en Iran (Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto).....	53
Immigration (membres de la diaspora haïtienne du Québec, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean)	56
Vaccins contre la COVID-19 et doses de rappel (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19).....	59
Services du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'Ouest canadien)	61

Mot-symbole du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec).....	62
Mésinformation (jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, jeunes adultes de l'Ouest canadien).....	64
Enjeux postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario)	67
Enjeux à l'approche de la retraite (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite)	70
Armes à feu (jeunes adultes de l'Ouest canadien)	72
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	74
Questionnaire de recrutement, version anglaise	75
Questionnaire de recrutement, version française	88
Annexe B – Guides de discussion	98
Guide du modérateur, version anglaise.....	99
Guide du modérateur, version française	131
Annexe C – Concepts publicitaires.....	167
Mot-symbole du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec).....	168
Signature musicale du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec).....	168

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 1^{er} et le 28 novembre 2022 à différents endroits du pays, au Canada atlantique, au

Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a surtout porté sur les priorités du gouvernement du Canada et sa gestion d'enjeux fondamentaux tels que la santé et l'éducation postsecondaire. Les groupes qui ont exploré ce thème comprenaient des membres de la population générale de l'Île-du-Prince-Édouard et du Saguenay-Lac-Saint-Jean, des étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, des membres de la diaspora haïtienne du Québec, des Canadiens d'origine iranienne établis à Toronto, des Britanno-Colombiens proches de la retraite, des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, et des mères occupant un emploi dans de grandes villes et des villes de taille moyenne des Prairies. Tous les groupes ont fait un rapide tour de l'actualité au sujet du gouvernement fédéral et certains ont abordé les relations du Canada avec l'Asie du Sud-Est.

L'étude a également permis de s'intéresser de près à l'économie canadienne et à divers sujets connexes, par exemple l'Énoncé économique de l'automne de 2022 et le coût de la vie pour les parents, en particulier les mères qui travaillent. Plusieurs groupes ont parlé des changements climatiques et de l'environnement en général, en portant une attention particulière à l'adaptation aux changements climatiques, au système de tarification du carbone et aux véhicules à zéro émission. L'immigration et les efforts du gouvernement fédéral en la matière ont également fait l'objet de discussions dans plusieurs groupes. Les participants ont notamment été invités à donner leur opinion sur l'état actuel du système d'immigration et le taux d'immigration général au Canada. Ils ont aussi discuté des doses de rappel du vaccin contre la COVID-19, du mot-symbole du gouvernement du Canada et du phénomène de la désinformation.

Pour ce qui est des autres sujets couverts, il a été question de l'ouragan Fiona avec les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, de la situation en Haïti avec la diaspora haïtienne du Québec, de la situation en Iran avec les Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, ainsi que des services du gouvernement du Canada, des enjeux touchant les étudiants de niveau postsecondaire, des questions liées à la retraite, et des armes à feu.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.

- Le recrutement de certains groupes ciblait un segment précis de la population, par exemple les étudiants de niveau postsecondaire, les jeunes adultes (âgés de 25 à 30 ans, de 18 à 30 ans et de 18 à 24 ans), la diaspora haïtienne, les Canadiens d'origine iranienne, les personnes proches de la retraite, les personnes désirant acheter ou louer un véhicule, les personnes n'ayant pas reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, et les mères qui travaillent.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale de l'Île-du-Prince-Édouard et de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, au Québec.
- Les dix autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Étudiants de niveau postsecondaire;
 - Jeunes adultes âgés de 25 à 30 ans, de 18 à 30 ans et de 18 à 24 ans;
 - Membres de la diaspora haïtienne;
 - Canadiens d'origine iranienne;
 - Personnes proches de la retraite;
 - Personnes désirant acheter ou louer un véhicule;
 - Personnes n'ayant pas reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19;
 - Mères ayant un emploi.
- Trois groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 85 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Est de l'Ontario	1	Anglais	1 ^{er} novembre	18 h-20 h	Étudiants de niveau postsecondaire	7
Île-du-Prince-Édouard	2	Anglais	2 novembre	17 h-19 h	Population générale	7
Est du Canada (région de l'Atlantique et Ontario)	3	Anglais	8 novembre	18 h-20 h	Jeunes adultes de 25 à 30 ans	7
Québec	4	Français	9 novembre	18 h-20 h	Membres de la diaspora haïtienne	6

Toronto	5	Anglais	10 novembre	18 h-20 h	Canadiens d'origine iranienne	8
Colombie-Britannique	6	Anglais	15 novembre	21 h-23 h	Personnes proches de la retraite	6
Grandes villes et villes de taille moyenne de l'Alberta	7	Anglais	16 novembre	20 h-22 h	Personnes désirant acheter ou louer un véhicule	7
Mauricie et Centre-du-Québec	8	Français	17 novembre	18 h-20 h	Jeunes adultes de 18 à 30 ans	7
Metro Vancouver	9	Anglais	22 novembre	21 h-23 h	Personnes n'ayant pas reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19	8
Ouest du Canada (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba)	10	Anglais	23 novembre	20 h-22 h	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11	Français	24 novembre	18 h-20 h	Population générale	7
Grandes villes et villes de taille moyenne des Prairies	12	Anglais	28 novembre	20 h-22 h	Mères qui travaillent	8
Nombre total de participants						85

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une foule d'annonces et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, notamment : les mesures visant à pallier la pénurie générale de médicaments pédiatriques au Canada, le lancement de la Prestation dentaire canadienne, les efforts pour maîtriser l'inflation, y compris la décision de la Banque du Canada de hausser ses taux d'intérêt d'un autre demi-point de pourcentage, et l'autorisation de travailler hors campus plus de 20 heures par semaine accordée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) aux titulaires de permis d'études admissibles. Par ailleurs, plusieurs participants ont signalé qu'ils suivaient attentivement les travaux de la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral en février 2022.

Les participants se sont aussi remémoré plusieurs mesures et annonces du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Les initiatives citées comprenaient l'aide militaire et financière fournie au

gouvernement de l'Ukraine, une récente visite officielle à Ottawa du secrétaire d'État américain, les mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse à la crise humanitaire en Haïti, et l'adoption de nouvelles sanctions contre de nombreuses personnes et entités iraniennes associées aux violations flagrantes et systématiques des droits de la personne par le régime iranien. Ont également été évoquées à quelques reprises la participation du premier ministre et d'autres représentants fédéraux au récent sommet du G20 ainsi que la présence du gouvernement du Canada à la 27^e Conférence des parties (COP27) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Liens avec l'Asie du Sud-Est (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, jeunes adultes de l'Ouest canadien, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean)

Les participants de quatre groupes ont continué la discussion et abordé les mesures prises par le gouvernement du Canada dernièrement pour renforcer ses liens avec l'Asie du Sud-Est. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant d'annonces ou d'initiatives à ce sujet, seuls un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Les mieux renseignés se souvenaient que le gouvernement fédéral avait engagé des démarches pour raffermir les liens économiques avec les pays d'Asie du Sud-Est. Quelques-uns ont mentionné un voyage récent du premier ministre à Phnom Penh, au Cambodge, pour prendre part au Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et l'annonce d'une série de partenariats stratégiques conclus entre le gouvernement du Canada et les pays membres de l'ANASE.

Après avoir reçu un complément d'information sur les objectifs poursuivis par le gouvernement du Canada en Asie du Sud-Est, presque tous les participants ont fait des commentaires favorables et beaucoup ont dit qu'il s'agissait d'une région importante où cibler les efforts. D'après plusieurs, cet engagement accru avec l'Asie du Sud-Est contribuerait à diversifier les partenaires commerciaux du Canada et ouvrirait de nouvelles perspectives économiques pour les entreprises et les consommateurs canadiens. Il leur semblait également que cela pouvait aider à régler certains problèmes de chaîne d'approvisionnement actuels.

Dans l'ensemble, la plupart des participants croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne sa gestion des relations internationales. Beaucoup avaient l'impression que le Canada jouissait d'une solide réputation sur la scène mondiale et que les Canadiens étaient généralement bien considérés par le reste du monde. Aux yeux de certains, le développement de liens diplomatiques et économiques forts avec de multiples pays et régions du monde avait contribué à la sécurité et à la résilience du Canada. Parmi les participants moins nombreux qui étaient indécis ou qui pensaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route, certains trouvaient qu'il accordait trop d'attention et de ressources financières aux priorités internationales, au lieu de s'attaquer à des problèmes intérieurs comme l'inflation et le coût élevé de la vie. La plupart des participants pensaient que les relations internationales avaient des répercussions importantes sur les Canadiens vivant au Canada et plusieurs estimaient qu'étant donné l'instabilité géopolitique actuelle, le maintien de relations internationales solides devait être l'une des priorités du gouvernement fédéral pour l'avenir.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, membres de la diaspora haïtienne du Québec, Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Huit groupes ont pris part à une discussion sur différents problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens et ont donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Invités à préciser les grands enjeux qui méritent une priorité plus élevée de la part du gouvernement fédéral, les participants de tous les groupes ont cité plusieurs thèmes, soit l'inflation et la hausse du coût de la vie, l'abordabilité du logement, les soins de santé, les changements climatiques et l'environnement, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'immigration.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de traiter ces différentes priorités, les participants ont été nettement plus nombreux à se montrer critiques qu'à dresser un bilan mitigé ou positif. Chez les participants les plus positifs, il a souvent été souligné qu'en dépit du peu de progrès obtenu dans des dossiers clés comme l'économie, le logement abordable et la santé, les responsables fédéraux étaient conscients des difficultés vécues par les Canadiens et s'efforçaient de les aplanir. Chez ceux, largement majoritaires, qui pensaient plutôt que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie, il paraissait difficile de formuler une évaluation favorable tant que les grands problèmes d'inflation et de coût de la vie persistaient. D'après plusieurs de ces participants, le gouvernement fédéral devait intensifier ses efforts de collaboration avec ses homologues provinciaux et territoriaux, et prendre des mesures supplémentaires pour réduire ses dépenses et maintenir un budget équilibré. Certains ont aussi recommandé qu'il en fasse davantage pour communiquer avec les Canadiens ordinaires et pour comprendre leurs besoins, jugeant que cela pourrait l'aider à mettre au point des solutions efficaces en réponse aux problèmes économiques et sociaux urgents qui se posent actuellement.

Deux groupes, l'un composé d'étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario et l'autre, de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, ont répondu à quelques questions supplémentaires au sujet de la direction générale du pays. Les participants des deux groupes ont exprimé des avis partagés, affirmant dans des proportions à peu près égales soit que le pays avançait dans la bonne direction, soit l'inverse. Les plus optimistes ont salué la récente promesse du gouvernement du Canada d'accueillir jusqu'à 500 000 immigrants par an d'ici 2025 et ses efforts sur le plan de la lutte contre les changements climatiques et de la réconciliation avec les peuples autochtones. Selon eux, ces mesures entraîneraient sans doute des avantages à long terme pour les prochaines générations de Canadiens. Parmi les participants qui croyaient que le pays allait dans la mauvaise direction, beaucoup ont pointé du doigt les clivages sociaux. Ils trouvaient que l'animosité entre les Canadiens était plus forte qu'à d'autres époques et que ce problème allait croissant chaque année. Certains participants ont dit souhaiter que le pays surmonte ses difficultés en matière d'économie et de santé et qu'il poursuive son travail pour atténuer les effets des changements climatiques. Plusieurs espéraient également voir les Canadiens reprendre le chemin de l'unité sociale et trouver des terrains d'entente dans les années à venir.

Soins de santé (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les soins de santé ont fait l'objet d'une discussion approfondie dans trois groupes. Tous les participants ont désigné la santé comme une priorité absolue pour le gouvernement du Canada et beaucoup y voyaient l'enjeu le plus important pour les Canadiens à l'heure actuelle. Presque tous s'accordaient à dire que la prestation des soins se détériorait depuis quelque temps dans leurs collectivités respectives. Beaucoup ont évoqué les longues heures d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous ainsi que la difficulté d'accès aux médecins de famille et aux spécialistes. Selon plusieurs, ces problèmes résultaient surtout de la forte pression exercée sur le système de soins durant la pandémie de COVID-19 ainsi que de la pénurie généralisée de personnel médical et infirmier.

Questionnés sur les mesures que le gouvernement fédéral pouvait prendre pour renforcer le système de santé, les participants pensaient généralement qu'il devrait tâcher de recruter davantage de professionnels de la santé venant d'ailleurs. Sur ce point, plusieurs croyaient qu'il y aurait moyen d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences des travailleurs étrangers et d'offrir une aide financière à ceux qui essaient d'obtenir l'accréditation requise pour exercer dans leur domaine au Canada. Certains préconisaient également de prévoir des fonds supplémentaires afin d'augmenter la rémunération des médecins et du personnel infirmier et d'accroître les investissements dans les programmes postsecondaires canadiens de médecine et de sciences infirmières. Certains estimaient qu'en augmentant le nombre de places disponibles dans ces programmes et les soutiens financiers offerts aux étudiants, le gouvernement fédéral pourrait encourager un plus grand nombre de jeunes à faire carrière dans les soins de santé.

Pratiquement tous les participants jugeaient que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie dans le dossier de la santé. Même si plusieurs croyaient qu'il était conscient des problèmes et cherchait à les corriger, il leur semblait que peu de progrès tangibles en étaient résultés. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de mesures fédérales récentes liées aux soins de santé, un petit nombre de participants ont mentionné le nouveau programme national de soins dentaires en disant que c'était une excellente initiative.

Pour approfondir la discussion, nous avons fourni aux participants des Prairies et du Québec une description des conditions que le gouvernement du Canada envisageait d'associer à une augmentation des paiements de transfert en matière de santé versés aux provinces et aux territoires. Presque tout le monde était en désaccord avec cette façon de faire. Même si les participants reconnaissaient généralement l'importance de bien comprendre les lacunes du système de santé et d'améliorer l'accès des Canadiens aux renseignements relatifs à leur santé, peu d'entre eux considéraient ces objectifs comme des priorités à l'heure actuelle. Certains pensaient qu'un système de données de santé de haute qualité serait avantageux dans la mesure où il rendrait les dossiers médicaux plus accessibles et aisément transférables d'un fournisseur de soins à un autre, mais beaucoup craignaient pour la sécurité et la confidentialité de leurs données personnelles. De l'avis général, les soins de santé devaient rester sous la houlette des autorités sanitaires provinciales et territoriales, mieux placées que les fonctionnaires fédéraux pour connaître les besoins de leur clientèle.

Études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario)

Le groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire vivant dans l'est de l'Ontario a eu une courte discussion sur les enjeux liés aux études postsecondaires au Canada. Questionnés sur les difficultés auxquelles les étudiants sont confrontés et que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité, les participants ont formulé plusieurs vœux, soit : une aide financière supplémentaire pour les droits de scolarité, des logements étudiants subventionnés, et plus d'occasions d'acquérir de l'expérience professionnelle durant les études, au moyen de stages et de placements.

La majorité des participants estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est d'épauler les étudiants. Quelques-uns ont cité en guise d'exemples des mesures récentes telles que la suspension des intérêts sur les prêts étudiants fédéraux ainsi que l'autorisation donnée aux étudiants étrangers de travailler hors campus plus de 20 heures par semaine. Les participants croyaient que ces mesures s'avéreraient avantageuses. Au chapitre de la communication du gouvernement fédéral avec les étudiants de niveau postsecondaire, la plupart estimaient qu'il y avait beaucoup de place à l'amélioration et que plus d'efforts s'imposaient pour établir un dialogue avec les étudiants et comprendre leurs difficultés.

Économie (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Quatre groupes ont pris part à des discussions sur l'économie canadienne. Trois de ces groupes se sont penchés sur l'Énoncé économique de l'automne publié récemment par le gouvernement fédéral tandis que celui formé de mères au travail résidant dans les Prairies a discuté des enjeux que la hausse du coût de la vie a engendrés pour les parents.

Énoncé économique de l'automne (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec)

Les participants avaient une connaissance limitée de l'Énoncé économique de l'automne (ÉÉA) de 2002 du gouvernement du Canada et très peu d'entre eux en avaient entendu parler. Pour faciliter la conversation, nous avons fourni aux participants de l'information sur les différentes initiatives présentées dans l'ÉÉA, dont les suivantes : éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis de façon permanente, créer une nouvelle Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) trimestrielle, donner suite au plan visant à rendre le logement plus abordable pour les Canadiens, réduire les frais de transactions liés aux cartes de crédit pour les petites entreprises et créer le Centre de formation pour les emplois durables.

Invités à choisir l'initiative qui leur semblait la plus importante, les participants de tous les groupes s'intéressaient en premier lieu au plan pour rendre le logement plus abordable à la population canadienne. Aux yeux de plusieurs, l'abordabilité du logement était l'enjeu le plus pressant des Canadiens à l'heure actuelle tandis que la pénurie de logements sécuritaires et abordables était une grande source d'inquiétude pour de nombreux Canadiens, notamment ceux à faible et moyen revenu

qui avaient déjà du mal à composer avec la hausse du coût de la vie. Parmi les autres initiatives, celles consistant à réduire les frais de transactions liés aux cartes de crédit pour les petites entreprises, à éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis de façon permanente et à mettre sur pied le Centre de formation pour les emplois durables se sont vues accorder peu d'attention; celle visant à créer une nouvelle ACT trimestrielle a quant à elle été sélectionnée par de rares participants.

Concernant l'ÉÉA dans son ensemble, pratiquement tous les participants considéraient les initiatives susmentionnées comme un pas dans la bonne direction. Plusieurs ont réaffirmé qu'il est important pour le gouvernement du Canada de prendre des mesures pour s'attaquer au problème d'abordabilité du logement, alors que d'autres ont salué la présence dans l'ÉÉA de ce qu'ils percevaient comme un engagement à poursuivre la transition vers une économie plus durable et axée sur l'environnement. Certains se demandaient si ces initiatives n'étaient pas trop ambitieuses et craignaient que le gouvernement fédéral ne doive dépenser davantage en la matière, mais, de l'avis général, moyennant une mise en œuvre prudente et efficace, elles profiteraient à un grand nombre de Canadiens.

Coût de la vie pour les parents (mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participantes du groupe composé de mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies se sont penchées sur les enjeux liés au coût de la vie avec lesquels les parents canadiens doivent composer en ce moment. Pour commencer, les participantes ont été invitées à décrire en un mot l'état actuel de l'économie canadienne. Elles ont toutes choisi des mots à connotation très négative, dont « difficile », « inquiétante » et « catastrophique ». Presque toutes les participantes pensaient que l'économie était susceptible de se détériorer dans les prochaines années et s'attendaient à ce que les problèmes tels que l'inflation et une pénurie perçue de logements abordables persistent dans un avenir rapproché. Plusieurs d'entre elles jugeaient qu'il fallait en faire plus pour limiter les prochaines dépenses fédérales, convaincues que l'inflation et la hausse du coût de la vie au Canada avaient été alimentées en grande partie par les coûts élevés des programmes et soutiens offerts pendant la pandémie comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Décrivant les facteurs expliquant selon elles le taux croissant d'inflation, les participantes ont nommé l'augmentation des frais de transport et d'expédition, la perturbation des chaînes d'approvisionnement engendrée par la pandémie de COVID-19 et les enjeux géopolitiques, y compris le conflit en cours en Ukraine. La quasi-totalité considérait l'inflation comme un problème qui ne touchait pas uniquement les Canadiens, mais bien la planète entière.

Nous avons ensuite questionné les participantes sur les enjeux économiques qu'elles jugeaient particulièrement préoccupants en tant que parents. L'inflation et la hausse du coût de la vie, l'abordabilité des études postsecondaires, les problèmes grandissants de santé mentale et un manque perçu de possibilités pour les jeunes dans leurs régions respectives figuraient au nombre de leurs inquiétudes. La plupart étaient d'avis que le gouvernement du Canada ne comprenait pas les difficultés économiques auxquelles elles étaient confrontées actuellement. D'après plusieurs, le gouvernement fédéral n'était pas au diapason des besoins des Canadiens vivant dans les provinces des Prairies et dans l'Ouest canadien, de façon plus générale. Un certain nombre de participantes ont critiqué des

initiatives, dont la tarification fédérale de la pollution par le carbone et ce qu'elles considéraient comme une intensification des efforts visant à délaisser graduellement le pétrole et le gaz, estimant que le secteur pétrolier et gazier était essentiel pour combler les besoins économiques et énergétiques des résidents des provinces des Prairies. Diverses participantes ont exprimé des doutes sur l'efficacité d'une approche « universelle » pour remédier aux problèmes économiques auxquels font face les Canadiens. Selon elles, les solutions économiques du gouvernement fédéral devraient être adaptées aux besoins particuliers des différents territoires, provinces et régions du Canada.

Nous avons demandé aux participantes si elles étaient au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada qui profitent aux parents. Elles ont été plusieurs à nommer l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), tandis que d'autres ont cité des initiatives telles que les régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), la Prestation dentaire canadienne, les programmes de congés de maternité et de paternité pour les nouveaux parents et les récentes ententes intervenues entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires respectifs visant à offrir des services de garde à 10 \$ par jour. En ce qui concerne l'ACE, plusieurs la considéraient comme une composante importante du revenu mensuel pour de nombreuses familles canadiennes à faible et moyen revenu, particulièrement quand l'inflation est élevée, comme c'est le cas actuellement. Même si elles ont formulé surtout des commentaires positifs sur la Prestation dentaire canadienne, certaines pensaient que le programme aurait dû être offert dès le début à l'ensemble des enfants de moins de 18 ans. Questionnées sur ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour aider à soutenir les parents, les participantes recommandaient d'investir davantage dans les ressources et services de traitement en santé mentale, d'offrir un allègement fiscal temporaire aux parents à faible et moyen revenu qui peinent actuellement à composer avec le coût de la vie et de promouvoir des modalités de travail flexibles (notamment le travail à domicile) afin que les parents puissent passer plus de temps à la maison à s'occuper de leurs enfants.

Changements climatiques et environnement (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Trois groupes ont pris part à des conversations portant sur l'environnement et les changements climatiques. Les participants ont parlé notamment des mesures qu'ils avaient prises pour se préparer aux impacts du changement climatique et se sont prononcés sur le système fédéral de tarification du carbone et les véhicules à zéro émission (VZE).

Adaptation au changement climatique (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)

Tous les participants du groupe de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard étaient très préoccupés par l'impact qu'aurait le changement climatique dans le futur et ils étaient nombreux à penser qu'il se faisait déjà sentir dans leurs collectivités. Interrogés sur les changements qu'ils avaient remarqués, plusieurs ont cité les phénomènes météorologiques extrêmes qui leur semblaient plus fréquents, tels que des feux de forêt et des inondations, l'évolution des régimes climatiques saisonniers et une baisse

de production dans les secteurs essentiels que sont l'agriculture et l'aquaculture. Sur ce dernier point, quelques participants s'inquiétaient de la viabilité future de cultures importantes, comme la pomme de terre, vu son importance vitale dans l'économie de la province. Certains ont abordé les ravages causés récemment par l'ouragan Fiona qui a frappé le Canada atlantique le 24 septembre 2022.

Pratiquement tous les participants avaient commencé à se préparer aux impacts du changement climatique. Ainsi, plusieurs avaient commencé à faire des réserves de nourriture et d'eau et à prendre des mesures pour disposer d'autres sources d'alimentation en cas de pannes ou d'interruptions de courant prolongées à cause de mauvaises conditions météorologiques. Même s'ils se sentaient prêts à faire face aux impacts du changement climatique, tous les participants doutaient qu'il en fût de même pour leurs collectivités. Celles-ci devaient à leur avis en faire beaucoup plus pour rendre le réseau électrique plus résilient et prévenir l'interruption des chaînes d'approvisionnement en biens essentiels, comme le carburant et l'épicerie en cas de nouvelle grosse tempête. La plupart pensaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer pour aider les collectivités à se préparer aux impacts du changement climatique. D'après eux, en plus de fournir des prévisions et des directives sur les changements environnementaux et les moyens de s'y préparer, le gouvernement du Canada pourrait s'efforcer de mettre en place et d'imposer des normes de construction nationales plus rigoureuses, afin que les nouveaux bâtiments et résidences résistent aux effets des changements climatiques.

Systeme de tarification du carbone (mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Un groupe composé de mères au travail résidant dans les Prairies a discuté brièvement du système fédéral de tarification du carbone. Appelées à dire si elles étaient au courant de l'Incitatif à agir pour le climat du gouvernement du Canada, peu de participantes ont dit la connaître. Discutant de leurs premières impressions après avoir entendu l'expression « Incitatif à agir pour le climat », la plupart croyaient qu'il s'agissait probablement d'un programme d'incitatifs financiers visant à encourager les Canadiens à adopter des pratiques plus durables au quotidien. Après avoir obtenu des renseignements supplémentaires sur ce programme, plusieurs disaient ne pas en savoir assez sur la norme fédérale de tarification de la pollution par le carbone pour bien évaluer cette initiative. À première vue, ce système semblait injuste à certaines, car il touchait de manière disproportionnée la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta, vu leurs besoins énergétiques par habitant plus importants que ceux d'autres provinces (surtout durant la saison froide). Par ailleurs, des participantes se demandaient pourquoi cette tarification de la pollution sur le carbone était prélevée au juste étant donné que 90 % des produits recueillis étaient reversés aux résidentes et résidents sous la forme du paiement de l'Incitatif à agir pour le climat.

Véhicules à zéro émission (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule)

Ce groupe formé de participants de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta a pris part à une discussion portant sur les véhicules à zéro émission (VZE) et la transition vers des modes de transport plus durables. Tous les participants avaient déjà déclaré qu'ils prévoyaient acheter ou louer un véhicule d'ici cinq ans. Nous avons demandé aux participants quel était actuellement leur principal

moyen de transport. La plupart disaient se servir d'un véhicule personnel. Quant aux principales raisons pour lesquelles ils souhaitaient faire l'achat ou la location d'un véhicule, plusieurs ont dit vouloir passer à un moyen de transport plus écologique, comme un véhicule hybride ou un VZE. Pour une majorité, les principaux critères recherchés au moment de choisir le type de véhicules à acheter étaient l'abordabilité, la fiabilité et la capacité à parcourir de longues distances. Invités à dire s'ils considéraient le rendement énergétique comme un facteur important, la quasi-totalité a répondu par l'affirmative. Un certain nombre de participants (à commencer par ceux vivant en milieu rural qui devaient régulièrement faire de longs trajets) trouvaient que l'essence coûtait de plus en plus cher et voulaient avoir la certitude que leur prochain véhicule serait le plus écoénergétique possible. Même si plusieurs s'attendaient à une stabilisation des prix de l'essence dans un avenir rapproché, la plupart doutaient que les prix du carburant reviennent aux niveaux antérieurs, car les sociétés pétrolières et gazières continueraient de chercher à dégager les marges bénéficiaires les plus élevées possibles.

Questionnés sur ce qu'est un VZE, les participants étaient un peu plus nombreux à connaître ce type de véhicules que non. Ceux auxquels les VZE étaient familiers les ont décrits comme une catégorie de véhicules ne produisant aucune émission de carbone ou prévoyant des mécanismes de compensation de carbone pour équilibrer les émissions produites lors de la construction ou de l'utilisation du véhicule. Aucun participant n'a mentionné posséder un VZE. Les participants qui envisageaient activement l'achat d'un VZE ont ajouté que les avantages que les VZE présentent pour l'environnement en faisaient depuis toujours un choix intéressant, mais que la flambée récente des prix de l'essence les avait rendus encore plus attrayants. Tous les participants affirmaient envisager l'achat d'un VZE à un moment donné dans l'avenir. Invités à nommer les facteurs qui les dissuadent de faire un tel achat à l'heure actuelle, de nombreux participants ont cité le coût d'achat initial élevé de ces véhicules, le manque perçu d'infrastructures (comme les bornes de recharge) ainsi que des préoccupations sur la capacité d'un VZE à parcourir de longues distances sans avoir besoin d'être rechargé, à fonctionner dans des conditions météorologiques extrêmes ou à être utilisé pour exécuter du travail lourd.

Discutant de ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour rendre les VZE plus accessibles aux Canadiens, de nombreux participants croyaient qu'il était possible d'en faire plus au chapitre des subventions et des remboursements destinés aux personnes qui comptent acheter un VZE. Plusieurs ont réaffirmé le besoin d'investir davantage dans les infrastructures telles que les bornes de recharge, surtout dans les régions rurales, tandis qu'un petit nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour sensibiliser et informer les Canadiens à propos des avantages économiques et environnementaux pouvant découler de l'adoption d'un VZE. La plupart saluaient l'idée de fabriquer les VZE et les pièces de VZE au Canada, mais seuls quelques-uns l'ont désignée comme un facteur déterminant dans leur décision d'acheter ce type de véhicules. De l'avis général, même si ces types de véhicules représentaient l'avenir, les Canadiens faisaient face en ce moment à des enjeux économiques beaucoup plus pressants. Enfin, certains ont de nouveau affirmé qu'avant de favoriser l'adoption à grande échelle des VZE, le gouvernement fédéral devait mettre en place un plan à long terme pour faciliter cet important virage.

Ouragan Fiona (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe de l'Île-du-Prince-Édouard ont discuté de la réponse du gouvernement fédéral aux conséquences de l'ouragan Fiona, qui a frappé le Canada atlantique le 24 septembre 2022. Pour commencer, nous leur avons demandé ce qu'ils avaient entendu jusqu'à maintenant, le cas échéant, à propos de la réponse du gouvernement du Canada. Un certain nombre croyaient que le gouvernement du Canada s'était engagé à offrir une aide financière aux personnes touchées par la tempête, mais ils ne savaient pas comment ces sommes seraient versées ni quand. Quelques-uns avaient entendu dire que des membres des Forces armées canadiennes (FAC) avaient été déployés dans la région pour participer aux efforts de rétablissement et de nettoyage. Pratiquement tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'approche employée pour aider les gens touchés par la tempête. Ils pensaient de la sorte pour plusieurs raisons : peu de préparation en amont, un manque perçu d'informations sur la réponse du gouvernement fédéral à la catastrophe et l'impression qu'une aide insuffisante avait été fournie aux divers gouvernements provinciaux touchés après le passage de l'ouragan.

Après avoir été renseignés sur les mesures que le gouvernement fédéral avait prises et la mise en place de soutiens financiers pour les personnes touchées par la tempête, beaucoup de participants se sont dits perplexes. Plusieurs disaient ne pas avoir encore bénéficié personnellement d'un de ces programmes et à leur connaissance, personne dans leurs collectivités n'avait reçu ces soutiens. Un petit nombre de participants doutaient que le Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona (FROF), dans le cadre duquel le gouvernement s'engageait à fournir jusqu'à 300 millions de dollars sur deux ans, pour soutenir les personnes touchées par la tempête et aider aux efforts de rétablissement à long terme, soit utilisé efficacement pour appuyer les efforts de reconstruction dans leur province. Après avoir obtenu un complément d'information sur le FROF, les participants ont continué de formuler surtout des commentaires négatifs. Les objectifs du Fonds étaient trop vagues à leur avis et il fallait en faire plus pour aider le gouvernement provincial à réparer et à renforcer les infrastructures essentielles, dont le réseau électrique. Les participants pensaient par ailleurs que les fonds prévus pour ce programme seraient insuffisants pour réparer les dommages causés aux ports pour petits bateaux, notamment d'ici la prochaine saison de pêche. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour aider au rétablissement après l'ouragan Fiona, les participants se sont dits préoccupés par l'impact de la catastrophe sur l'environnement et recommandaient une meilleure préparation aux futurs sinistres à l'avenir.

Situation en Haïti (membres de la diaspora haïtienne du Québec)

Un groupe composé de membres de la diaspora haïtienne du Québec s'est penché sur la crise humanitaire sévissant en Haïti. Tous les participants affirmaient être au courant de cette question et la plupart ont mentionné l'avoir suivie de près. Questionnés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de la crise au cours des derniers jours, de nombreux participants avaient entendu dire que des gangs bloquaient l'accès aux ports maritimes stratégiques et à la route menant au principal terminal de carburant, de sorte que les réserves de carburant étaient peu accessibles aux Haïtiens. Plusieurs avaient eu vent d'affrontements entre les gangs armés et la police et des manifestations des citoyens

haïtiens pour dénoncer la situation. La totalité des participants se sentait touchée personnellement par cette crise. Ils étaient nombreux à avoir de la famille et des amis en Haïti et craignaient sans cesse que leurs proches soient victimes de violence, kidnappés par des gangs ou éprouvés autrement par la situation. Certains ont mentionné suivre régulièrement les nouvelles relatives à Haïti et communiquer souvent avec la famille et les amis pour s'assurer qu'ils étaient en sécurité. Beaucoup ont dit que leur santé mentale avait été mise à rude épreuve dans les derniers mois.

De rares participants avaient eu vent d'annonces et de mesures récentes de la part du gouvernement en lien avec cette situation. Quelques-uns avaient entendu dire que la ministre des Affaires étrangères avait annoncé récemment de l'aide financière pour les Haïtiens et les organismes humanitaires internationaux ainsi que l'envoi de matériel tel que des véhicules blindés pour aider les forces de l'ordre haïtiennes à maîtriser les gangs armés qui perturbent actuellement le pays. Certains étaient aussi au courant de sanctions visant l'élite politique haïtienne qui fournit un soutien financier et opérationnel illicite aux gangs armés. Cependant, aucun participant ne pensait que ces mesures seraient efficaces pour atténuer la crise.

Après avoir été informés des actions prises par le gouvernement du Canada pour aider à régler la crise, la quasi-totalité des participants ont réaffirmé que ces efforts ne suffiraient probablement pas pour aider les gens d'Haïti. Dans la même veine, beaucoup croyaient que l'aide financière humanitaire du gouvernement du Canada au gouvernement haïtien serait sûrement détournée, car le secteur public haïtien est gangrené par la corruption et que les fonds serviraient à enrichir personnellement les représentants élus plutôt qu'à aider le peuple haïtien. Certains ont toutefois salué les sanctions à l'endroit de deux élites politiques haïtiens et recommandaient de recourir davantage à ces mesures ciblées, notamment en les imposant à plus de personnes et d'entités haïtiennes qui se livrent actuellement à de la corruption ou des comportements illégaux.

Discutant des mesures que le gouvernement du Canada devrait prendre pour aider à régler cette situation, plusieurs remettaient en question l'idée d'envoyer plus d'armes et de matériel tactique, estimant que cela ne ferait qu'accroître la violence. De même, aucun participant ne croyait que le gouvernement du Canada devrait s'impliquer activement dans le conflit en déployant les Forces armées canadiennes (FAC) ou d'autre personnel en renfort aux forces de l'ordre haïtiennes. Beaucoup pensaient que des investissements dans l'économie, la construction d'hôpitaux et de cliniques et du financement pour mettre sur pied des établissements d'enseignement professionnel offriraient le plus d'avantages concrets au peuple haïtien. Aux yeux de plusieurs, l'activité criminelle en Haïti découlait surtout d'un sentiment de désespoir et d'un manque de possibilités économiques, et grâce à des efforts supplémentaires pour renforcer l'économie et créer des emplois mieux rémunérés, le taux de criminalité chuterait considérablement. Cela étant dit, de l'avis général, offrir aux Haïtiens plus d'occasions d'acquérir des compétences professionnelles et de prospérer sur le plan économique était la mesure la plus bénéfique que le gouvernement fédéral pouvait prendre.

Invités à préciser les répercussions à long terme qu'aurait la crise, bon nombre étaient préoccupés par l'impact de la situation sur les générations futures de Haïtiens. Tous reconnaissaient que les conflits internes et la violence en cours avaient déjà eu des effets négatifs importants sur l'éducation, la santé mentale et les perspectives économiques de la jeunesse haïtienne, et que ceux-ci ne feraient

qu'empirer tant que la crise persisterait. Enfin, les participants avaient bon espoir qu'une amélioration notable de la situation en Haïti serait possible à long terme moyennant le soutien de pays comme le Canada et d'organisations internationales comme les Nations Unies, en particulier sous forme d'investissements dans l'éducation et le développement économique.

Situation en Iran (Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto)

Dans un groupe composé de Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, les participants ont discuté de la situation qui prévaut actuellement en Iran. Tous étaient au courant des manifestations qui ont lieu dans ce pays depuis le 16 septembre 2022 à la suite de la mort d'une jeune femme arrêtée par la police pour avoir prétendument contrevenu aux règles iraniennes exigeant que les femmes couvrent leurs cheveux avec un hidjab ou un foulard. Questionnés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de ces manifestations dans les dernières semaines, plusieurs ont parlé des arrestations massives de manifestants (ils estimaient ce nombre entre 10 000 et 15 000) et de leur crainte que ceux-ci soient exécutés par le régime iranien. De nombreux participants s'inquiétaient également de ce qu'il adviendrait de ceux qui manifestent toujours et croyaient que le régime iranien intensifierait sa violence à leur égard dans les semaines et les mois à venir.

Presque tous les participants ont affirmé avoir été informés de l'évolution de la situation par des amis et des membres de leur famille toujours en Iran. En parlant des impacts sur leur vie personnelle, bon nombre d'entre eux ont dit ressentir beaucoup d'anxiété et craindre pour la sécurité de leurs proches dans ce pays. Plusieurs ont expliqué que les restrictions imposées par le régime iranien et qui visent le réseau Internet et les autres moyens de télécommunications les avaient empêchés de communiquer avec leurs proches en Iran pendant de longues périodes, ce qui avait eu pour effet d'aviver leurs préoccupations. Certains se sentaient impuissants face à la situation et avaient le sentiment qu'ils ne pouvaient pas faire grand-chose à partir du Canada pour aider ceux qui s'opposent au régime.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement du Canada en lien avec cette situation, plusieurs participants avaient entendu dire que celui-ci avait imposé des sanctions à de nombreuses personnes et entités d'origine iranienne en réaction aux violations flagrantes et systématiques des droits de la personne en Iran. Même s'ils s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, plusieurs ont exprimé leur frustration et avaient l'impression que la liste complète des personnes sanctionnées n'avait pas été rendue publique et que ces sanctions auraient dû être appliquées à un nombre beaucoup plus élevé de sympathisants du régime.

Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux participants de l'information supplémentaire sur la réaction du gouvernement du Canada face à la situation. Même s'ils ont réitéré qu'il était encourageant de voir le gouvernement fédéral prendre position contre le régime iranien et le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), la plupart avaient l'impression que ces mesures n'allaient pas assez loin. Un grand nombre de participants auraient souhaité que le CGRI et d'autres entités iraniennes soient officiellement reconnus comme des organisations terroristes par le gouvernement fédéral, compte tenu des actes de violence perpétrés par le régime contre quiconque manifeste pour les droits de la personne. Plusieurs aimeraient également que d'autres mesures soient

prises (notamment le gel des actifs financiers) contre toute personne vivant au Canada et ayant déjà été associée au régime iranien et qui aurait pu jouer un rôle dans les violations antérieures des droits de la personne.

Discutant de leurs attentes quant à la situation et son évolution à court et à long terme, la plupart étaient d'avis que les citoyens de l'Iran auraient de la difficulté à retourner au statu quo antérieur. Plusieurs avaient l'impression que selon le côté qui l'emporterait, la situation aboutirait à une révolution et un changement de régime ou à des restrictions accrues des droits et libertés de la personne par le gouvernement iranien. Presque tous les participants s'entendaient pour dire que si le régime iranien actuel demeurait au pouvoir au terme des manifestations, on assisterait à une nouvelle poussée de la répression à l'égard des citoyens iraniens et en particulier des femmes et des jeunes.

Sur un sujet quelque peu différent concernant l'Iran, nous avons présenté aux participants de l'information sur l'écrasement du vol 752 d'Ukrainian International Airlines abattu par un missile sol-air quelques minutes après le décollage de Téhéran, en Iran, le 8 janvier 2020. Parmi les victimes, on comptait 55 citoyens canadiens et 30 résidents permanents, et 138 personnes à bord de l'appareil avaient des liens avec le Canada. Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réaction du gouvernement du Canada dans les années qui ont suivi la tragédie, plusieurs se sont rappelé qu'il avait rapidement offert de l'aide aux familles des victimes. Cependant, tous s'entendaient pour dire que la réaction du gouvernement fédéral avait été limitée lorsqu'était venu le temps de traduire en justice les responsables de l'attaque. Plusieurs participants étaient d'avis qu'étant donné le nombre élevé de citoyens canadiens et de résidents permanents qui avaient perdu la vie, le gouvernement du Canada aurait pu se faire plus insistant afin que le gouvernement iranien soit traduit devant la Cour internationale de justice pour répondre de ses actes.

Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux participants de l'information sur un certain nombre de mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada en réponse à cet incident. Bien que la plupart croyaient que ces mesures avaient sans doute été bénéfiques aux familles des victimes, les participants étaient généralement d'avis qu'il faudrait en faire davantage. Plusieurs ne croyaient pas à la thèse de l'accident du vol 752 et souhaitaient une plus grande imputabilité pour ce qu'ils considéraient comme étant un massacre d'un nombre important de Canadiens. Certains ont suggéré que le gouvernement du Canada exerce des pressions économiques et diplomatiques supplémentaires sur l'Iran et qu'il encourage ses principaux alliés, notamment les États-Unis, à faire de même.

Immigration (membres de la diaspora haïtienne du Québec, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean)

Dans trois groupes, les participants ont abordé le sujet de l'immigration au Canada et ont fourni leurs points de vue sur une hausse potentielle des niveaux d'immigration au cours des prochaines années. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient l'impression que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne l'immigration, les participants étaient généralement positifs ou neutres dans leurs évaluations, et quelques-uns seulement croyaient qu'il était sur la mauvaise voie. Ceux qui avaient une opinion généralement positive étaient d'avis que l'immigration était très

avantageuse pour le Canada et particulièrement importante pour renforcer la main-d'œuvre dans plusieurs secteurs (comme la santé et l'éducation) actuellement touchés par une pénurie de travailleurs. Parmi ceux qui avaient des opinions plus mitigées, plusieurs étaient d'avis que l'accessibilité et l'efficacité du système d'immigration canadien variaient selon le pays d'où proviennent les immigrants. Ces participants ont fait valoir que les immigrants d'autres pays occidentaux et ceux du Commonwealth des Nations étaient souvent priorisés au détriment des immigrants en provenance d'autres pays. Plusieurs ont également critiqué le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. Certains avaient le sentiment que de nombreux travailleurs qualifiés de l'étranger ne pouvaient exercer leurs professions parce que leurs titres de compétences n'étaient pas reconnus et en raison des coûts élevés requis pour obtenir les certifications dont ils ont besoin.

Les participants des groupes de résidents de Metro Vancouver et du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient invités à répondre à quelques questions supplémentaires sur les avantages de l'immigration et à partager leurs préoccupations. Ceux-ci ont mentionné de nombreux avantages, notamment le potentiel d'accroître la main-d'œuvre au Canada, l'enrichissement de la culture canadienne à travers une plus grande diversité, et la capacité d'offrir une aide humanitaire à ceux qui cherchent à fuir des situations dangereuses. En discutant de leurs préoccupations à l'égard de l'immigration, un certain nombre de participants ont dit craindre que des secteurs comme la santé et l'éducation qui sont débordés ne puissent faire face aux niveaux d'immigration actuels. Plusieurs craignaient également les répercussions de l'immigration sur l'abordabilité du logement au Canada et se sont demandé s'il y avait suffisamment de logements sûrs et accessibles pour accueillir les nouveaux arrivants. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada devrait augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration actuel, la plupart des résidents de Metro Vancouver ont répondu que les niveaux d'immigration devraient être maintenus, alors qu'un nombre à peu près égal de résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient d'avis qu'ils devraient être maintenus ou réduits. Aucun des participants ne croyait que le taux d'immigration devrait être augmenté.

Nous avons informé les trois groupes de la récente annonce du gouvernement du Canada d'accueillir un plus grand nombre d'immigrants dans les prochaines années en vue d'atteindre l'objectif de 500 000 nouveaux immigrants d'ici 2025. Bien que certains fussent d'avis que les niveaux proposés étaient quelque peu élevés, après avoir pris connaissance de cette information, la plupart croyaient qu'il s'agissait d'une approche constante et graduelle qui n'exercerait sans doute aucune pression excessive sur l'économie et l'infrastructure sociale du Canada. Questionnés à savoir s'ils étaient plus à l'aise avec ce plan en sachant que le taux d'immigration proposé équivalait à environ 1 % de la population canadienne, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative.

Invités à répondre à quelques questions additionnelles au sujet de l'économie et des pénuries de main-d'œuvre, presque tous les participants des groupes de Metro Vancouver et du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'entendaient pour dire que les pénuries de main-d'œuvre représentaient un enjeu majeur à l'heure actuelle. Questionnés à savoir s'ils étaient d'accord pour dire que « *le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants afin de combler les emplois vacants et de faire croître l'économie* », tous les participants du groupe du Québec ont répondu par l'affirmative, alors qu'à peu près le même nombre dans le groupe de Metro Vancouver étaient d'accord, comparativement à ceux qui étaient dans l'incertitude. Parmi ces derniers, même si certains croyaient que l'immigration serait bénéfique

pour le marché du travail, plusieurs avaient le sentiment qu'une des principales raisons pour les nombreux postes vacants au Canada était la faible rémunération offerte et non les emplois eux-mêmes. Par conséquent, ces participants ne voulaient pas qu'on amène des immigrants au pays essentiellement pour constituer une main-d'œuvre à bon marché pour les employeurs et croyaient qu'il faudrait redoubler d'efforts pour faire en sorte que tous les Canadiens, y compris les immigrants, aient accès à des emplois assurant un salaire suffisant.

Vaccins contre la COVID-19 et doses de rappel (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19)

Dans trois groupes, les participants ont discuté du vaccin contre la COVID-19 et tout particulièrement des doses de rappel des vaccins « bivalents » récemment approuvés par Santé Canada. Tous avaient reçu un premier vaccin et la plupart avaient reçu au moins une dose de rappel. En discutant de leurs raisons de se faire vacciner, plusieurs ont expliqué l'avoir fait pour se protéger eux-mêmes et protéger leurs proches immunosupprimés contre la COVID-19 et pour alléger la pression exercée sur le système de santé. Quelques participants ont mentionné qu'ils s'étaient fait vacciner principalement pour satisfaire aux exigences de leur employeur ou pour pouvoir voyager, fréquenter les bars et les restaurants, et pour participer à d'autres événements et activités qui exigent la vaccination.

Dans le groupe de Metro Vancouver composé de participants qui n'avaient pas encore reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, la plupart prévoient recevoir cette quatrième dose à un moment ou l'autre, et quelques-uns ont affirmé l'avoir fait dans les jours qui ont précédé la discussion de groupe. Parmi les nombreux participants qui étaient admissibles à la prochaine dose, mais qui n'avaient pas encore pris de rendez-vous, certains ont invoqué l'absence de sentiment d'urgence puisque les gouvernements provinciaux et fédéral avaient levé les exigences en matière de preuve vaccinale. Même s'ils prévoient toujours recevoir une autre dose, un petit nombre de participants avaient l'impression que le vaccin contre la COVID-19 était peu efficace pour empêcher la transmission du virus et qu'il était moins important d'un point de vue de la santé publique qu'ils reçoivent une dose additionnelle, comme c'était le cas au début de la pandémie.

Dans les trois groupes, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler des nouveaux vaccins bivalents récemment approuvés par Santé Canada. À l'échelle régionale, alors que presque tous les participants de Metro Vancouver et la plupart de ceux de l'est de l'Ontario connaissent ce vaccin, quelques-uns seulement à l'Île-du-Prince-Édouard en avaient entendu parler. Ceux qui connaissent ces vaccins croient généralement qu'ils étaient différents des autres puisqu'ils avaient été modifiés pour lutter plus efficacement contre les nouveaux variants comme Omicron. Quelques-uns avaient des questions ou des préoccupations concernant les vaccins bivalents. Alors que certains étaient préoccupés par les effets secondaires à long terme encore méconnus du vaccin contre la COVID-19, très peu ont indiqué que ces préoccupations les dissuaderaient de recevoir une autre dose à l'avenir. Questionnés à savoir s'ils croyaient que les vaccins bivalents étaient efficaces pour les protéger et protéger leurs proches et leurs communautés, les participants ont eu des réactions mitigées. Plusieurs s'attendaient à ce que ces vaccins soient à tout le moins assez efficaces pour

réduire le nombre de cas sévères de COVID-19 et limiter le nombre d'hospitalisations dues au virus. Quelques-uns étaient toutefois incertains. Ces derniers ont fait valoir que les vaccins contre la COVID-19 n'avaient pas réussi à réduire la transmission et à prévenir la contraction du virus, et doutaient que les vaccins bivalents soient plus efficaces.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la saison de la grippe au Canada cette année, plusieurs participants dans le groupe de Metro Vancouver avaient l'impression qu'elle était plus intense qu'à l'habitude et que la hausse des cas d'influenza et du virus respiratoire syncytial (VRS) avait entraîné de longs délais d'attente dans les urgences et les cliniques sans rendez-vous. Seulement un participant avait reçu le vaccin antigrippal cette année. La majorité des participants ignoraient s'ils iraient se faire vacciner.

Services du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Ce groupe composé de jeunes adultes de l'Ouest canadien a brièvement discuté des services offerts par le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux services que le gouvernement fédéral offrait aux Canadiens, les participants ont généralement mentionné la santé et l'éducation. Tout en reconnaissant que ces secteurs étaient principalement du ressort des gouvernements provinciaux et territoriaux, plusieurs s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral pourrait améliorer la qualité et l'accessibilité de ces services.

Questionnés au sujet de la capacité du gouvernement du Canada à fournir des services de passeport, à traiter les demandes d'immigration et à gérer les aéroports et le transport aérien, presque tous les participants étaient d'avis qu'il restait encore beaucoup de travail à faire dans ces secteurs. Plusieurs ont raconté que certains de leurs proches avaient dû attendre très longtemps (parfois des mois) pour des demandes importantes comme un renouvellement de passeport, une résidence permanente ou un permis de travail ou d'études, causant beaucoup d'anxiété pour plusieurs, particulièrement ceux qui devaient obtenir ces documents pour continuer de vivre et de travailler au Canada. De nombreux participants ont exprimé leur frustration envers ce qu'ils considéraient être un manque de communication de la part des ministères comme Service Canada et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) concernant le statut de ces demandes. Quelques-uns étaient d'avis que l'augmentation du nombre de demandes de passeports et d'immigration était prévisible et que le gouvernement du Canada aurait dû être mieux préparé pour cette charge de travail accrue provoquée par la levée des exigences de voyage liées à la pandémie.

Tous les participants étaient persuadés que le gouvernement du Canada était en mesure de résoudre ces problèmes et d'améliorer la prestation des services pour les Canadiens. En discutant des actions que le gouvernement pourrait prendre, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il faudrait redoubler d'efforts pour augmenter les effectifs dans les ministères comme Service Canada et IRCC, et développer des systèmes en ligne qui permettraient aux Canadiens de vérifier rapidement le statut de leurs demandes et d'obtenir une estimation des délais de traitement.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec)

Dans trois groupes, les participants ont discuté de la manière dont ils reconnaissent les renseignements et les messages du gouvernement fédéral diffusés à la télévision, dans les médias sociaux, dans les journaux ou à la radio. Questionnés sur les indices qui leur permettent habituellement de déterminer qu'une information émane du gouvernement du Canada, un grand nombre d'entre eux ont parlé d'un logo comportant le mot « Canada » et le drapeau canadien. Plusieurs croyaient aussi que lorsqu'une information de ce type était imprimée ou communiquée à la télévision, sa source était explicitement mentionnée. Invités à dire comment ils détermineraient qu'une information entendue (à la radio par exemple) provient du gouvernement du Canada, beaucoup ont mentionné sa signature musicale, composée des quatre premières notes de l'hymne national. Plusieurs avaient également l'impression que ces communications audio s'accompagnent souvent d'un énoncé précisant qu'il s'agit d'un message du gouvernement du Canada. Tous les participants ou presque ont affirmé que c'était généralement clair lorsqu'une information était communiquée de façon officielle par le gouvernement du Canada.

Lorsque nous leur avons montré le mot-symbole du gouvernement du Canada, tous les participants ont dit qu'il leur était familier. Plusieurs ont confirmé qu'il s'agissait du symbole qu'ils avaient décrit précédemment. Presque tous l'associaient au gouvernement du Canada et beaucoup ont dit bien le connaître pour l'avoir vu très souvent au cours de leur vie dans la correspondance officielle, la publicité, et les bâtiments et centres de services fédéraux. Dans la majorité des cas, le mot-symbole n'éveillait pas de résonance personnelle, mais des sentiments assez neutres. À la question de savoir pourquoi le gouvernement du Canada recourt à ce symbole dans ses communications, la plupart des participants ont répondu que celui-ci confère une légitimité au message et signale la présence d'une information importante à laquelle il faut prêter attention. Selon eux, son utilisation systématique pendant de nombreuses années en avait fait un symbole immédiatement reconnaissable, qui faisait partie de l'image de marque fédérale. Lorsque nous leur avons demandé s'ils faisaient habituellement confiance aux renseignements accompagnant le mot-symbole, la plupart ont répondu que oui.

Nous avons ensuite invité les participants à écouter la signature musicale officielle du gouvernement du Canada. Cet indicatif sonore était connu de tout le monde ou presque. Plusieurs se rappelaient l'avoir entendu à la radio et à la télévision, sur des plateformes audio telles que Spotify, et dans des publicités et du contenu numérique diffusés sur des plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter. De l'avis général, à l'instar du mot-symbole, la signature musicale servait à signaler de façon immédiatement reconnaissable que le contenu associé provient du gouvernement du Canada.

Mésinformation (jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Trois groupes composés de jeunes adultes ont abordé le thème de la mésinformation. Pour lancer la discussion, nous leur avons demandé quelles plateformes et applications de médias sociaux ils avaient l'habitude d'utiliser. Facebook, Twitter, Instagram, TikTok, Snapchat et Reddit ont figuré parmi les

mentions. Les plateformes de médias numériques, comme YouTube et Spotify, ont également été citées par beaucoup. La plupart des participants ont dit consulter ces diverses plateformes au moins une fois par jour. À la question de savoir vers lesquelles ils se tourneraient, le cas échéant, pour obtenir des renseignements sur des questions de santé, plusieurs ont répondu qu'ils feraient appel à YouTube ou Facebook. Une majorité croyaient cependant qu'ils opteraient plutôt pour un moteur de recherche comme Google ou se rendraient directement sur les sites Web des gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux ou ceux d'organismes de santé reconnus.

À la question de savoir comment ils s'y prendraient pour déterminer si des informations sont vraies ou fausses, plusieurs participants ont répondu qu'ils vérifieraient les détails auprès de sources faisant autorité, par exemple des sites Web fédéraux, provinciaux et territoriaux, des organismes officiels et des études évaluées par des pairs. Invités à dire ce qu'évoquait pour eux la « mésinformation », ils ont généralement répondu que le terme désignait des informations dénaturées ou fausses présentées comme légitimes. Beaucoup l'associaient aux « fausses nouvelles » et croyaient que ce type d'informations étaient souvent de nature conspirationniste. Nombre de participants ont cité Facebook à cet égard, expliquant que la mésinformation était particulièrement répandue sur cette plateforme. Les participants étaient nombreux à trouver l'ampleur actuelle de la mésinformation fort préoccupante. D'après ce qu'ils constataient, la publication de grands titres et d'articles faux ou trompeurs s'accélérait sur les plateformes de médias sociaux et une bonne partie de la population ajoutait désormais foi à des faussetés. Certains s'inquiétaient tout particulièrement de l'incidence qu'aurait cette vague croissante de mésinformation sur la jeunesse canadienne, qui n'avait pas encore développé l'esprit critique nécessaire pour discerner le vrai du faux dans l'information qui lui tombait sous les yeux.

Enjeux postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario)

Les participants du groupe de l'est de l'Ontario, tous actuellement inscrits à un programme d'études supérieures, ont engagé une discussion sur l'éducation postsecondaire au Canada. Pour commencer, ils ont été invités à expliquer leur choix quant au programme postsecondaire auquel ils étaient actuellement inscrits. De très nombreux facteurs ont été mentionnés, notamment les possibilités de carrière futures, l'intérêt personnel pour un programme d'études en particulier, les subventions et les bourses d'études, le coût des droits de scolarité et des frais, l'influence des parents, l'emplacement de l'établissement et le rendement scolaire à l'école secondaire.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel ils ont évalué une série d'initiatives proposées par le gouvernement du Canada en matière d'éducation postsecondaire. Plusieurs ont exprimé leur enthousiasme à l'égard du programme visant à permettre aux nouveaux parents de suspendre le remboursement de leurs prêts étudiants jusqu'à ce que leur plus jeune enfant ait cinq ans. Certains étaient d'avis que cette mesure leur permettrait de mieux concentrer leurs ressources financières sur l'éducation de leurs jeunes enfants. L'initiative visant à éliminer de façon permanente l'intérêt sur les prêts canadiens aux étudiants et aux apprentis a également reçu un large soutien. Les participants ont estimé que cela contribuerait à atténuer de façon importante le stress et l'anxiété que ressentent actuellement de nombreuses personnes ayant une dette d'études élevée.

Plusieurs participants se sont également montrés favorables à l'ajout d'un nouveau volet à la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap. Ils étaient d'avis que les mécanismes de soutien existants pour les personnes vivant avec un handicap étaient insuffisants et que toute augmentation des dépenses dans ce domaine représenterait un changement positif. L'initiative visant à élargir la voie d'accès des étudiants internationaux à la résidence permanente (RP) à l'aide du système Entrée express a également été saluée, plusieurs étant d'avis qu'en étant déjà établis au Canada, les étudiants internationaux devraient être considérés comme des candidats idéaux pour obtenir le statut de RP.

Les participants ont ensuite engagé une discussion sur leurs attentes concernant leur entrée dans la vie active à la fin de leur programme d'études actuel. Interrogés sur ce qu'ils espéraient faire après l'obtention de leur diplôme, beaucoup prévoyaient poursuivre un diplôme d'études supérieures ou une certification professionnelle avant d'occuper un emploi. Un plus petit nombre comptait travailler immédiatement après l'obtention du diplôme, soit en trouvant un emploi de manière autonome ou en faisant appel aux services d'un recruteur. La plupart des participants ont répondu par l'affirmative à la question de savoir s'ils trouvaient qu'il y avait suffisamment de possibilités d'emploi dans l'est de l'Ontario. En discutant des facteurs qu'ils jugeaient les plus importants lorsqu'ils postulent ou acceptent un nouvel emploi, les participants ont fourni un large éventail de réponses. Celles-ci comprenaient notamment la rémunération, les avantages sociaux, le lieu de travail, la possibilité de travailler à domicile, un juste équilibre entre le travail et la vie privée, le fait de trouver un sens et une importance à leur travail, la possibilité de se réaliser et d'acquérir de nouvelles compétences, et le partage de valeurs communes avec leur employeur et l'entreprise. Les participants étaient pour la plupart mitigés quant à savoir s'ils tiendraient compte des politiques d'un employeur en matière d'environnement ou de responsabilité sociale au moment de décider s'ils allaient accepter un poste ou non. Bien que pour plusieurs d'entre eux, ces aspects revêtaient une grande importance, un nombre à peu près égal estimait que ces questions seraient probablement secondaires par rapport à d'autres facteurs, comme la rémunération et le type de travail offert.

Les participants ont ensuite effectué un exercice dans lequel ils ont comparé les termes *bon emploi* et *bonne carrière*. Nombre d'entre eux ont indiqué qu'un *bon emploi* représentait un poste qui les stimulerait et qu'ils aimeraient occuper, tandis qu'une *bonne carrière* était probablement plus en rapport avec la capacité d'une personne à jouir d'une stabilité financière pendant une certaine période et à atteindre des objectifs à long terme. À la question de savoir en quoi ces termes étaient similaires ou différents, les participants ont suggéré qu'un *bon emploi* décrivait des conditions positives dans l'immédiat, tandis qu'une *bonne carrière* se rapportait davantage aux objectifs à long terme et à une vie épanouissante.

Enjeux à l'approche de la retraite (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite)

Dans un groupe de personnes de la Colombie-Britannique qui sont en fin de carrière, les participants ont engagé une discussion sur un certain nombre de questions concernant la retraite. Invités à faire part de leurs plus grandes préoccupations à ce sujet, la plupart ont mentionné leur capacité à maintenir leur sécurité financière à long terme, précisant que le taux d'inflation élevé et l'augmentation

perçue du coût de la vie à l'heure actuelle avaient compliqué les choses au moins dans une certaine mesure. Certains ont déclaré avoir pris la décision de réduire leurs déplacements en voiture en raison de la hausse du prix de l'essence, et de reporter éventuellement leurs projets de retraite de plusieurs années afin d'acquérir suffisamment d'économies pour s'adapter à la hausse des dépenses. D'autres craignaient de ne jamais pouvoir prendre leur retraite et de devoir continuer à travailler d'une manière ou d'une autre pour le reste de leur vie.

Dans le cadre d'une discussion sur les mesures qu'ils ont prises pour préparer leur retraite, les participants ont mentionné une série d'activités, comme des investissements à long terme dans des programmes comme le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER), l'augmentation du montant des versements hypothécaires pour rembourser leur prêt plus rapidement, l'accueil de locataires résidents comme moyen de gagner un revenu supplémentaire et la recherche d'un emploi à temps partiel, en plus de leur emploi actuel.

Les participants ont ensuite été invités à faire part de leur point de vue concernant l'importance des différents programmes gouvernementaux, comme le Régime de pensions du Canada (RPC), la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) dans leurs plans de retraite respectifs. Bien que la plupart des participants aient généralement convenu que ces mesures comportaient d'importants avantages, beaucoup étaient d'avis qu'elles ne suffiraient pas à elles seules à satisfaire leurs besoins financiers à la retraite. Interrogés également sur les REER, beaucoup ont estimé qu'ils étaient essentiels, même si plusieurs personnes étaient d'avis que l'efficacité de ces programmes dépendait en grande partie du montant du revenu excédentaire que l'on pouvait consacrer à l'investissement dans de tels programmes.

Lorsque nous leur avons présenté des informations concernant les récentes mises à jour apportées aux prestations du RPC, de la SV et du SRG, les participants ont réagi de diverses façons. Certains ont déclaré que, si le rajustement annuel de ces prestations au coût de la vie constituait une évolution positive, ces prestations ne seraient probablement pas suffisantes pour assurer leur subsistance. Les participants ont également été informés qu'une bonification du RPC avait commencé à être introduite progressivement en 2019 et qu'elle permettrait d'augmenter le montant des prestations à la retraite en échange de cotisations plus élevées au RPC. Bien que certains aient estimé que cette mesure pourrait s'avérer avantageuse, plusieurs participants ont jugé qu'elle n'apportait pas de solution à ce qu'ils considéraient comme le problème fondamental, à savoir que de nombreux Canadiens qui sont sur le point de prendre leur retraite n'ont pas de revenu supplémentaire à consacrer à des cotisations plus élevées à ce programme. Les participants ont ensuite été informés qu'à compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus verront une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse. La plupart en avaient entendu parler et pensaient que cela aiderait les personnes âgées dans une certaine mesure, mais beaucoup étaient d'avis que cette augmentation devrait être accordée à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus, au lieu de fixer le seuil à 75 ans.

Armes à feu (jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Les participants de ce groupe composé de jeunes adultes résidant dans l'Ouest canadien ont pris part à une brève discussion sur les armes à feu et le programme fédéral de rachat prévu pour les armes

d'assaut interdites au Canada. Tous les participants ont estimé que le contrôle des armes à feu était une question importante et devait être une priorité pour le gouvernement du Canada. Dans le cadre d'une discussion sur la réglementation actuelle concernant les armes à feu, le nombre de participants qui pensaient que les lois au Canada devraient être plus strictes était à peu près égal à celui des participants qui estimaient qu'elles devraient rester les mêmes. Ceux qui étaient en faveur d'une réglementation plus poussée en matière d'armes à feu pensaient que les crimes à main armée au Canada constituaient un problème croissant, que les simples citoyens avaient peu de raisons de posséder de telles armes et que rien ne justifiait que celles-ci ne soient pas interdites à un degré plus élevé. Les participants qui croyaient que les lois sur les armes à feu étaient suffisantes à leur niveau actuel ont fait remarquer que, s'il était important de s'attaquer aux crimes à main armée, il n'était pas nécessaire d'introduire de nouvelles mesures qui entraîneraient des répercussions sur les propriétaires d'armes respectueux des lois en les empêchant de participer à des activités comme la chasse ou le tir sportif récréatif. La plupart pensaient que le gouvernement fédéral était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne le contrôle des armes à feu, et de nombreux participants avaient l'impression qu'un certain nombre de nouvelles mesures avaient été introduites ces dernières années pour réduire la criminalité par arme à feu au Canada. Si peu d'entre eux connaissaient les détails précis de ces mesures, certains se souvenaient avoir vu des manchettes concernant le récent gel national de l'achat, de la vente et du transfert d'armes de poing et l'interdiction antérieure des armes à feu de type assaut.

En ce qui concerne ces dernières, plus particulièrement les règlements qui les régissent, les participants ont été informés que, depuis le 1^{er} mai 2020, plus de 1 500 modèles d'armes à feu de type assaut ont été classés comme prohibés par le gouvernement du Canada, y compris l'AR-15. Certains participants ont réagi en remettant en question l'efficacité de cette initiative, étant donné qu'ils avaient l'impression que les crimes à main armée s'étaient poursuivis sans relâche au cours des deux années suivant cette annonce. Informés que le gouvernement fédéral allait lancer un programme de rachat des armes à feu de ce type, la plupart ont affirmé que, dans la mesure où l'indemnisation offerte aux propriétaires d'armes à feu et aux entreprises touchées par l'interdiction représentait une juste valeur pour leurs biens, il s'agissait d'une mesure positive qui contribuerait probablement à assurer la sécurité des Canadiens dans l'avenir. Quelques-uns avaient une opinion divergente, estimant que cette mesure était injuste pour les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi qui détenaient toutes les certifications nécessaires et avaient acheté leurs armes légalement.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021
Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en novembre

Afin de situer les groupes de discussion dans leur contexte, nous présentons ci-après un bref rappel des événements clés qui ont eu lieu au cours du mois de novembre 2022.

- Du 1^{er} au 7 novembre
 - Le 1^{er} novembre : Le gouvernement du Canada et la province de la Nouvelle-Écosse annoncent un financement de plus de 7 millions de dollars pour 120 projets scientifiques menés dans le cadre du Fonds des pêches de l'Atlantique (FPA). Axés sur l'innovation, l'infrastructure et les partenariats, ces projets ont pour but d'accroître la qualité du homard dans la province.
 - [Groupes de discussion des étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario \(1^{er} novembre\) et de la population générale de l'Île-du-Prince-Édouard \(2 novembre\)](#).
 - Le 2 novembre : Le gouvernement du Canada annonce qu'il consacrera jusqu'à 28,4 millions de dollars au nettoyage des débris marins causés par l'ouragan Fiona, en plus du montant initial de 1,5 million accordé à 11 partenaires cet automne pour le nettoyage des zones touchées par la tempête.
 - Le 3 novembre : Santé Canada autorise l'utilisation d'une version du vaccin Spikevax de Moderna adaptée aux sous-variants BA.4 et BA.5 d'Omicron comme dose de rappel chez les adultes de 18 ans et plus.
 - Le 3 novembre : La ministre des Finances publie *l'Énoncé économique de l'automne de 2022*, qui présente le plan du gouvernement fédéral pour soutenir l'économie et l'ensemble de la population canadienne.
 - Le 3 novembre : Le gouvernement du Canada publie une mise à jour budgétaire annonçant un crédit d'impôt à l'investissement pour les technologies propres pouvant atteindre 30 %, notamment applicable aux petits réacteurs modulaires (PRM), ainsi que l'octroi de 1,28 milliard de dollars sur six ans à l'Agence d'évaluation d'impact du Canada et à la Commission canadienne de sûreté nucléaire.
 - Le 4 novembre : La ministre des Finances présente le projet de loi C-32, *Loi d'exécution de l'Énoncé économique de l'automne de 2022*, pour aider les familles à faire face à l'augmentation des coûts, rendre le logement plus abordable et bâtir une économie carboneutre.
 - Le 4 novembre : La ministre des Affaires étrangères annonce l'imposition de sanctions ciblées au titre du *Règlement sur les mesures économiques visant Haïti* contre des élites politiques haïtiennes qui fournissent un soutien financier et opérationnel illicite à des gangs criminels armés.
 - Le 7 novembre : Le gouvernement du Canada publie le Rapport aux Canadiens, qui présente les centaines de résultats obtenus au cours des cinq premières années du Plan de protection des océans.

- Du 8 au 15 novembre
 - Le 8 novembre : Les gouvernements du Canada et du Nunavut parviennent à un accord de principe qui permettra d'élargir le Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits (PSPPN) au Nunavut au cours des trois prochaines années.
 - [Groupes de discussion des jeunes adultes de 25 à 30 ans de l'est du Canada \(région de l'Atlantique et Ontario\) \(8 novembre\) et des membres de la diaspora haïtienne du Québec \(9 novembre\).](#)
 - Le 9 novembre : Le ministre des Ressources naturelles annonce un investissement de 18,5 millions de dollars dans le projet Awasis Solar de la Première Nation de Cowessess, un projet de centrale solaire d'une capacité de 10 mégawatts construite sur son territoire.
 - Le 9 novembre : Le gouvernement du Canada annonce une enveloppe de plus de 1,8 million de dollars pour quatre projets visant à atténuer les effets négatifs de la COVID-19 sur les personnes autistes au Québec.
 - [Groupe de discussion des Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto \(10 novembre\).](#)
 - Le 10 novembre : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'environ 1,8 million de dollars à Net Zero Atlantic, un organisme de recherche dans le domaine de l'énergie, pour soutenir de nouveaux projets de développement éolien au large des côtes de la Nouvelle-Écosse par le renforcement des capacités.
 - Le 10 novembre : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'un financement fédéral-provincial conjoint de plus de 2,6 millions de dollars à la Nation Tsuut'ina pour offrir des services Internet haute vitesse à quelque 300 foyers de cette communauté autochtone de l'Alberta.
 - Le 10 novembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 10 millions de dollars consacré à des activités de gestion des combustibles dans 12 zones boisées à haut risque de Whistler, afin de réduire les risques de feux de forêt et protéger les communautés locales, dont la Nation Lil'wat et la Nation des Squamish.
 - Le 11 novembre : Les ministres des Anciens Combattants, de la Défense nationale et de la Sécurité publique font une déclaration pour souligner le jour du Souvenir.
 - Le 14 novembre : La ministre des Affaires étrangères annonce l'intégration dans la *Loi sur les Nations Unies* du Canada d'une récente résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) prévoyant des sanctions contre des bandes criminelles armées en Haïti, y compris le gel de leurs avoirs détenus au Canada, l'interdiction de voyager et un embargo sur les armes.
 - Le 14 novembre : Le gouvernement du Canada annonce l'attribution d'un contrat de 43 millions de dollars à la société Canadensys Aerospace Corporation (Canadensys), établie à Bolton, en Ontario, ainsi qu'à ses partenaires industriels et universitaires pour la construction de la première astromobile lunaire canadienne.
 - Le 14 novembre : Le gouvernement du Canada annonce qu'une soixantaine de projets ont été sélectionnés et seront financés par le Fonds pour les combustibles propres (FCP), doté d'un budget de 1,5 milliard de dollars.
 - [Groupe de discussion des résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite \(15 novembre\).](#)

- Du 16 au 22 novembre
 - Le 16 novembre : La ministre des Affaires étrangères annonce des sanctions supplémentaires au titre du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran*. Il s'agit de la cinquième série de sanctions prises au nom du Canada.
 - Le 16 novembre : Le gouvernement du Canada annonce le versement d'environ 34 millions de dollars en aide militaire supplémentaire à l'Ukraine ainsi que la prolongation de sa mission d'entraînement au Royaume-Uni dans le cadre de l'opération UNIFIER jusqu'à la fin de 2023.
 - **Groupes de discussion des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule (16 novembre) et des jeunes adultes de 18 à 30 ans de la Mauricie et du Centre-du-Québec (17 novembre).**
 - Le 17 novembre : Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique annonce que le Canada s'est joint à l'initiative sur la carboneutralité gouvernementale.
 - Le 17 novembre : Le projet de loi C-31, *Loi n° 2 sur l'allègement du coût de la vie (soutien ciblé aux ménages)*, reçoit la sanction royale, ce qui permettra la mise en œuvre de deux mesures visant à rendre la vie plus abordable aux Canadiens qui en ont le plus besoin, soit la Prestation dentaire canadienne et le supplément unique au programme d'Allocation canadienne pour le logement.
 - Le 18 novembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 27 millions de dollars, dans le cadre de l'Initiative de recherche sur les villes en santé des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), pour soutenir les travaux de recherche examinant les moyens d'améliorer la santé et l'équité dans les collectivités du pays.
 - Le 18 novembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 12,7 millions de dollars, par le truchement du Fonds pour la croissance et l'emploi et du volet Accroissement d'échelle et productivité des entreprises, pour soutenir cinq entreprises du secteur de la transformation et de l'emballage des produits alimentaires.
 - Le 19 novembre : La ministre des Affaires étrangères annonce la prise de sanctions supplémentaires en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant Haïti* en réponse à la conduite des élites politiques haïtiennes et de leur soutien à des bandes armées.
 - Le 21 novembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement pouvant atteindre 109 millions de dollars sur cinq ans, tiré du Fonds des solutions climatiques axées sur la nature, pour soutenir 40 projets dans l'ensemble du Canada.
 - Le 21 novembre : Le gouvernement du Canada annonce la conclusion d'un accord avec Québec prévoyant près 270 millions de dollars de financement en 2022-2023 pour améliorer l'accès aux soins de santé communautaires et les services de santé mentale et de toxicomanie.
 - Le 22 novembre : La ministre des Affaires étrangères annonce de nouvelles sanctions contre le régime de Loukachenko pour avoir facilité l'invasion illégale du territoire ukrainien par la Russie.
 - **Groupe de discussion des résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19 (22 novembre).**

- Du 23 au 30 novembre
 - Le 23 novembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 15 millions de dollars pour 24 projets communautaires menés partout au Canada et visant à aider les personnes aux prises avec une dépendance ou qui consomment des substances ainsi qu'à répondre à la crise des surdoses et à lutter contre l'approvisionnement en drogues illégales toxiques.
 - [Groupes de discussion des jeunes adultes de 18 à 24 ans de l'Ouest du Canada \(Saskatchewan, Manitoba, Alberta et Colombie-Britannique\) \(23 novembre\) et de la population générale du Saguenay–Lac-Saint-Jean \(24 novembre\).](#)
 - Le 25 novembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral-provincial pouvant atteindre 24,7 millions de dollars afin de fournir l'accès à Internet haute vitesse à plus de 5 000 foyers ruraux de la Colombie-Britannique.
 - Le 25 novembre : Le gouvernement du Canada annonce la prolongation permanente de la durée des prestations de maladie de l'assurance-emploi, qui passera de 15 semaines à 26 semaines à compter du 18 décembre 2022.
 - Le 25 novembre : Le gouvernement du Canada annonce une aide humanitaire de 30 millions de dollars au Programme alimentaire mondial pour faciliter les expéditions supplémentaires de céréales ukrainiennes acheminées dans le cadre de l'Initiative céréalière de la mer Noire vers les pays aux prises avec une insécurité alimentaire aiguë.
 - Le 27 novembre : La ministre des Affaires étrangères annonce le lancement de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, destinée à servir les intérêts nationaux du Canada et à le présenter comme un partenaire fiable pour la région. La Stratégie s'accompagne d'un investissement de près de 2,3 milliards de dollars pour une période de cinq ans.
 - Le 28 novembre : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 27 millions de dollars à la société E3 Lithium Ltd. dans le cadre de l'initiative Accélérateur net zéro du Fonds stratégique pour l'innovation.
 - [Groupe de discussion des mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies \(28 novembre\).](#)
 - Le 29 novembre : Le gouvernement du Canada annonce avoir terminé d'émettre une obligation de souveraineté de l'Ukraine sur cinq ans d'une valeur de 500 millions de dollars en vue d'aider le gouvernement ukrainien à fournir des services essentiels à la population cet hiver, qu'il s'agisse de prestations de retraite, de l'achat de carburant ou de la remise en état d'infrastructures énergétiques.
 - Le 30 novembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement pouvant atteindre 34,1 millions de dollars dans le cadre de l'initiative Patrimoine naturel bonifié, en vue de soutenir 13 projets, nouveaux ou existants, axés sur le rétablissement et la protection de plusieurs espèces en péril au Canada.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada ces derniers jours. Une foule d'annonces et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, dont celles-ci :

- Les mesures prises pour remédier à la pénurie de médicaments pédiatriques, comme l'acétaminophène et l'ibuprofène, qui touchait maintes régions du pays. Les participants se rappelaient que Santé Canada avait fait le nécessaire pour en importer d'autres pays, notamment des États-Unis;
- Le lancement de la Prestation dentaire canadienne, un programme national de soins dentaires offert aux enfants de moins de 12 ans dont le foyer a gagné moins de 90 000 \$ en revenu annuel. Tout en convenant que c'était une bonne chose, plusieurs estimaient que ce premier volet du programme aurait dû cibler un plus grand nombre de Canadiens;
- Les efforts pour maîtriser l'inflation élevée et la hausse perçue du coût de la vie à l'heure actuelle, y compris la récente décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt d'un autre demi-point de pourcentage;
- La décision de la part d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) d'autoriser provisoirement les titulaires de permis d'études admissibles à travailler hors campus plus de 20 heures par semaine. En vigueur du 15 novembre 2022 jusqu'au 31 décembre 2023, cette décision était vue par les participants comme un moyen d'accroître la main-d'œuvre canadienne tout en favorisant l'autonomie financière des étudiants étrangers;
- L'enquête de la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral en février 2022, en réponse aux manifestations du convoi de camionneurs tenues à Ottawa et ailleurs au pays. Plusieurs participants ont indiqué qu'ils suivaient de près les nouvelles à ce sujet;
- Enfin, la décision récente rendue par la Cour suprême du Canada qui invalide les modifications apportées en 2011 au Code criminel pour exiger l'inscription automatique des contrevenants au Registre national des délinquants sexuels (RNDS). Selon les conclusions de la Cour, ces modifications sont inconstitutionnelles et les juges devraient avoir un pouvoir discrétionnaire relativement à l'inscription des délinquants au registre.

Les participants se sont également remémoré plusieurs mesures et initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale, soit :

- Le soutien continu à l'Ukraine, notamment sous la forme d'une aide financière et militaire renouvelée fournie au gouvernement ukrainien, ainsi que les démarches visant à faciliter l'arrivée et l'installation au Canada d'Ukrainiens qui fuient les combats;
- La récente visite officielle à Ottawa du secrétaire d'État américain pour examiner les pistes de collaboration entre le gouvernement du Canada et les États-Unis dans un éventail de dossiers internationaux, comme la défense de l'Arctique, les moyens de tenir la Russie responsable de

son invasion illégale de l'Ukraine, et les stratégies en matière de sécurité et d'économie liées à la région indo-pacifique;

- Les mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse à la crise humanitaire en cours en Haïti, y compris l'application de sanctions contre deux membres de l'élite politique haïtienne qui ont fourni un soutien financier et opérationnel illicite à des bandes armées. Plusieurs participants de la diaspora haïtienne ont mentionné qu'ils suivaient attentivement cette affaire;
- L'imposition de nouvelles sections par le gouvernement du Canada contre de nombreuses personnes et entités iraniennes associées aux violations flagrantes et systématiques des droits de la personne par le régime iranien. Plusieurs participants d'origine iranienne ont félicité le gouvernement fédéral pour l'attention qu'il portait à cette situation et sa vigoureuse défense des droits des Iraniennes;
- La participation du premier ministre et d'autres représentants fédéraux au sommet du G20 à Bali, en Indonésie, les 15 et 16 novembre 2022;
- La participation du gouvernement du Canada à la 27^e Conférence des parties (COP27) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), tenue du 6 au 8 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte. Certains participants ont évoqué une annonce du ministre de l'Environnement et du Changement climatique à propos du Défi mondial sur la tarification du carbone, une initiative menée par le Canada qui invite tous les pays à mettre la tarification de la pollution au cœur de leurs stratégies pour le climat.

Liens avec l'Asie du Sud-Est (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, jeunes adultes de l'Ouest canadien, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean)

Les participants de quatre groupes ont pris part à des discussions supplémentaires traitant des mesures prises par le gouvernement du Canada pour resserrer ses liens avec l'Asie du Sud-Est. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant d'annonces ou d'initiatives récentes à ce sujet, seuls un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. À l'échelle régionale, les Britanno-Colombiens proches de la retraite avaient davantage tendance à en avoir entendu parler, alors que peu de participants de l'Ouest canadien et du Saguenay–Lac-Saint-Jean, et aucun de Metro Vancouver, avaient entendu quoi que ce soit sur la question. Les mieux renseignés se souvenaient que le gouvernement fédéral avait engagé des démarches pour renforcer les liens économiques du Canada avec les pays d'Asie du Sud-Est. Quelques-uns ont mentionné un voyage récent du premier ministre à Phnom Penh, au Cambodge, pour prendre part au Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) du 10 au 13 novembre 2022, et l'annonce d'une série de partenariats stratégiques conclus entre le gouvernement du Canada et les pays membres de l'ANASE. Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux groupes les précisions qui suivent :

Le gouvernement du Canada va intensifier son engagement avec les nations de l'Asie du Sud-Est dans le cadre de sa Stratégie pour l'Indo-Pacifique qu'il dévoilera prochainement. La Stratégie pour l'Indo-Pacifique s'articulera autour des objectifs suivants :

- *Renforcer le rôle du Canada en tant que partenaire fiable et engagé dans la région indo-pacifique;*
- *Assurer la résilience, la paix et la sécurité;*
- *Accroître le commerce, l'investissement et la résilience de la chaîne d'approvisionnement;*
- *Investir dans les gens et les rapprocher;*
- *Bâtir un avenir durable et vert.*

Ces objectifs ont reçu un bon accueil dans presque tous les cas, de nombreux participants jugeant qu'ils constituaient une priorité importante pour le gouvernement du Canada. D'après plusieurs, cet engagement accru contribuerait à diversifier les partenaires commerciaux du Canada et ouvrirait de nouvelles perspectives économiques pour les entreprises et les consommateurs canadiens, tout en aidant peut-être à régler certains problèmes de chaîne d'approvisionnement actuels. Beaucoup s'attendaient à ce que la Stratégie pour l'Indo-Pacifique encourage l'immigration et les échanges touristiques entre le Canada et l'Asie du Sud-Est. Les participants des deux groupes de la Colombie-Britannique ont affiché un enthousiasme particulièrement marqué à l'égard des objectifs décrits : le développement des activités commerciales avec l'Asie du Sud-Est était susceptible d'entraîner d'importantes retombées économiques dans leur province, croyaient-ils, vu sa proximité avec la région. Une minorité de participants ont émis des réserves à l'idée d'un rapprochement avec des pays dont les normes de travail et d'indemnisation sont peut-être moins rigoureuses, craignant que cela ne mène à une exploitation des travailleurs par certaines entreprises. Plusieurs participants étaient curieux de savoir quels secteurs bénéficieraient de ces liens économiques plus étroits, tandis que d'autres se demandaient si le gouvernement fédéral allait désormais privilégier l'immigration provenant d'Asie du Sud-Est. Quelques-uns se demandaient également si cette initiative avait à voir avec l'objectif récemment établi par le gouvernement du Canada d'accueillir 500 000 immigrants par an d'ici 2025.

Dans l'ensemble, la plupart des participants croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne sa gestion des relations internationales. Beaucoup avaient l'impression que le Canada jouissait d'une solide réputation sur la scène mondiale et que les Canadiens étaient généralement bien considérés par le reste du monde. Plusieurs ont évoqué en termes élogieux les multiples alliés que compte le Canada, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et les pays d'Asie du Sud-Est. Aux yeux de certains, le développement de liens diplomatiques et économiques forts avec de multiples pays et régions du monde avait contribué à la sécurité et à la résilience du Canada. Parmi les participants moins nombreux qui étaient indécis ou qui pensaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route, certains trouvaient qu'il accordait trop d'attention et de ressources financières aux priorités internationales, au lieu de s'attaquer à des problèmes intérieurs comme l'inflation et le coût élevé de la vie. Quelques-uns lui reprochaient également d'entretenir des liens économiques avec des pays ayant un piètre bilan au chapitre des droits de la personne, et estimaient qu'il devrait au contraire tâcher de se dissocier de ces régimes. La plupart des participants pensaient que les relations internationales ont des répercussions importantes sur les Canadiens vivant au Canada. D'après plusieurs, vu le climat géopolitique houleux qui règne actuellement, le maintien de relations internationales solides doit être l'une des priorités du gouvernement du Canada pour l'avenir. Quelques participants voyaient les choses un peu différemment : sans minimiser l'importance des relations internationales, ils recommandaient d'accroître les efforts pour accroître la fabrication

canadienne et l'exploitation des ressources afin de réduire la dépendance du Canada à l'égard des marchés étrangers.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, membres de la diaspora haïtienne du Québec, Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Huit groupes ont pris part à une discussion sur différents problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens et ont donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Invités à préciser les grands enjeux qui méritent une priorité plus élevée de la part du gouvernement fédéral, les participants de tous les groupes ont mentionné les thèmes suivants :

- L'inflation et la hausse du coût de la vie – Une foule de participants ont cité l'inflation et la hausse perçue du coût de la vie parmi les problèmes immédiats des Canadiens. Plusieurs croyaient que le coût des produits essentiels comme l'alimentation et l'essence avait énormément augmenté au cours de la dernière année. Beaucoup ont signalé que cette explosion des prix rendait leurs fins de mois de plus en plus difficiles et était une source importante de stress;
- L'abordabilité du logement – Beaucoup ont désigné le manque de logements abordables comme un problème majeur pour les Canadiens. Tous s'accordaient à dire que les prix avaient connu une forte hausse ces dernières années, de sorte que les gens avaient de plus en plus de mal à dénicher un logement sûr et abordable. Ce problème concernait tant les personnes en quête d'une propriété que celles qui cherchent à louer. Plusieurs participants de la Colombie-Britannique ont d'ailleurs mentionné que l'itinérance posait un problème de taille dans leurs collectivités respectives. Cet enjeu avait pris de l'ampleur au cours de la pandémie de COVID-

19, leur semblait-il, à tel point qu'un nombre croissant de Canadiens partout au pays vivaient ou risquaient de vivre de l'insécurité en matière de logement;

- Les soins de santé – Plusieurs participants ont indiqué que les soins de santé étaient une préoccupation croissante et que les systèmes de santé de leur région continuaient d'être mis à rude épreuve. Beaucoup ont raconté avoir dû attendre longtemps à l'urgence et dans des cliniques sans rendez-vous, ce qu'ils imputaient surtout au manque de personnel médical et infirmier disponible pour répondre à la très forte demande actuelle. De l'avis général, nombre d'employés du secteur de la santé avaient vécu de l'épuisement professionnel ou avaient tout simplement quitté le milieu à cause de la pandémie de COVID-19. Outre la santé physique, la santé mentale était aussi une préoccupation croissante pour plusieurs participants, qui pensaient que beaucoup de gens avaient souffert psychologiquement durant la pandémie et qu'il fallait consacrer davantage de ressources à ce domaine de soins. Quelques participantes du groupe de mères au travail s'inquiétaient également de la pénurie actuelle de médicaments pédiatriques dans les magasins d'alimentation et les pharmacies et jugeaient que cela avait exacerbé la demande de services dans les cliniques sans rendez-vous et à l'urgence;
- Les changements climatiques et l'environnement – Les changements climatiques ont souvent été cités parmi les grands enjeux de l'heure, de nombreux participants allant jusqu'à dire qu'il s'agissait du problème le plus pressant qui attend les Canadiens, vu ses conséquences possibles à long terme. Plusieurs se sont dits inquiets à la perspective que les phénomènes météorologiques extrêmes, tels les feux de forêt, les inondations et les orages violents, se fassent plus fréquents dans les années à venir;
- La réconciliation – D'après de nombreux participants, les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones au Canada étaient loin de suffire. Même si certains trouvaient que le gouvernement fédéral avait pris des mesures importantes sur ce plan au cours des dernières années, beaucoup souhaitaient qu'il déploie des efforts accrus pour que toutes les communautés autochtones aient de l'eau potable, des logements sûrs et abordables ainsi qu'un accès aux services fédéraux qui soit comparable à celui dont profitent les autres Canadiens;
- L'immigration – Certains participants considéraient que l'immigration devait figurer plus haut dans la liste des priorités du gouvernement fédéral. Selon eux, plusieurs secteurs névralgiques comme la santé et l'éducation étaient aux prises avec un manque criant de personnel qualifié qu'il serait possible de combler au moins en partie en relevant les seuils d'immigration. Dans le même ordre d'idées, il a été suggéré d'en faire plus pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et permettre aux non-Canadiens d'exercer leur profession au Canada;
- La fabrication intérieure et la production de ressources – Bon nombre de participants, en particulier des résidents de l'Alberta et des Prairies, trouvaient qu'il fallait encourager davantage la fabrication de biens au Canada et l'exploitation des ressources naturelles du pays, comme le pétrole et le gaz. De l'avis de beaucoup, les interruptions d'approvisionnement en énergie et les perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par la pandémie et par la guerre en Ukraine illustraient l'importance que le Canada gagne en autonomie et réduise sa dépendance à l'égard du commerce international.

En plus de ces enjeux, les participants ont recensé des priorités propres à leur région ou collectivité. Il a notamment été question de la nécessité de soutenir davantage le secteur agricole de l'Île-du-Prince-Édouard (en particulier les producteurs de pommes de terre) après le passage de l'ouragan Fiona, de porter une attention plus soutenue à la crise croissante des opioïdes et de la toxicomanie en Colombie-Britannique, et d'accentuer les efforts de protection et de promotion de la langue française partout au Canada (une priorité pour les résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean). Par ailleurs, plusieurs participantes du groupe des mères ayant un emploi trouvaient qu'il faudrait en faire plus pour aider les parents. Elles ont ainsi recommandé de mettre en œuvre rapidement les accords sur les services de garde d'enfants à dix dollars par jour (en moyenne), de hausser le seuil de revenu de prestations telles que l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), et d'augmenter les montants versés aux parents dans le cadre des programmes fédéraux de congé de maternité et de paternité.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de traiter ces différentes priorités, les participants ont été nettement plus nombreux à se montrer critiques qu'à dresser un bilan mitigé ou positif. Régionalement, seul le groupe de Canadiens d'origine iranienne établis à Toronto le croyait sur la bonne voie. Les membres de la diaspora haïtienne du Québec, les étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario et les Britanno-Colombiens proches de la retraite ont émis des avis plus partagés, selon l'enjeu. La majorité des participants de l'Alberta et du Saguenay-Lac-Saint-Jean, tous ceux de l'Île-du-Prince-Édouard et toutes les mères des Prairies estimaient que le gouvernement fédéral ne faisait pas ce qu'il fallait pour répondre aux priorités qu'ils avaient soulevées. Chez les participants les plus positifs, il a souvent été souligné qu'en dépit du peu de progrès obtenu dans des dossiers clés comme l'économie, le logement abordable et la santé, les responsables fédéraux étaient conscients des difficultés vécues par les Canadiens et s'efforçaient de les aplanir. Chez ceux, largement majoritaires, qui pensaient plutôt que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie, il paraissait difficile de formuler une évaluation positive tant que les grands problèmes de l'inflation et du coût de la vie n'avaient pas été atténués. D'après plusieurs de ces participants, le gouvernement fédéral devait intensifier ses efforts de collaboration avec ses homologues provinciaux et territoriaux, et prendre des mesures supplémentaires pour réduire ses dépenses et maintenir un budget équilibré. Certains ont aussi recommandé qu'il en fasse davantage pour communiquer avec les Canadiens ordinaires et pour comprendre leurs besoins, jugeant que cela pourrait l'aider à mettre au point des solutions efficaces en réponse aux problèmes économiques et sociaux urgents qui se posent actuellement.

Deux groupes, l'un composé d'étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario et l'autre, de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, ont répondu à quelques questions supplémentaires au sujet de la direction générale du pays. Les participants des deux groupes ont exprimé des avis partagés, affirmant dans des proportions à peu près égales soit que le pays avançait dans la bonne direction, soit l'inverse. Plusieurs participants de l'Île-du-Prince-Édouard pensaient que malgré la multitude de problèmes touchant les Canadiens, le pays gérait assez bien la situation comparativement à d'autres. Quelques-uns ont loué le soutien fédéral fourni après le passage de l'ouragan Fiona, un soutien qui leur semblait avoir été extrêmement précieux pour les sinistrés. Plusieurs personnes du groupe de résidents de l'Ontario avaient aussi de bonnes choses à dire sur la récente promesse du gouvernement du Canada d'accueillir jusqu'à 500 000 immigrants par an d'ici 2025 et sur ses efforts dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques et la réconciliation avec les peuples autochtones. Selon eux, ces

mesures apporteraient sans doute des avantages à long terme aux générations futures. Dans le camp des participants qui croyaient que le pays allait dans la mauvaise direction, beaucoup ont pointé du doigt les divisions sociétales. De leur point de vue, l'animosité entre les Canadiens était plus forte qu'auparavant et ce problème prenait de l'ampleur chaque année. Lorsque nous leur avons demandé de décrire leurs espoirs personnels pour les prochaines années, la plupart des étudiants de niveau postsecondaire ont dit s'attendre à avoir terminé leur programme d'études et lancé leur carrière. Dans le groupe de l'Île-du-Prince-Édouard, la majorité des participants espéraient que leur vie serait sensiblement la même et que leur situation financière et personnelle resterait stable. Pour ce qui est du Canada en général, certains ont émis le souhait que le pays parvienne à surmonter ses difficultés actuelles en matière d'économie et de santé et qu'il poursuive ses efforts pour atténuer les effets des changements climatiques. Plusieurs espéraient également voir les Canadiens reprendre le chemin de l'unité sociale et trouver des terrains d'entente dans les années à venir.

Soins de santé (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les soins de santé ont fait l'objet d'une discussion approfondie dans trois groupes. Tous les participants ont désigné la santé comme une priorité absolue pour le gouvernement du Canada, et beaucoup y voyaient l'enjeu le plus important pour les Canadiens à l'heure actuelle. Étant donné leur âge plus avancé, une bonne partie du groupe de participants proches de la retraite s'attendaient à ce que leurs besoins médicaux augmentent dans un proche avenir et considéraient donc les services de santé comme une grande priorité. Les participants s'accordaient généralement à dire que la prestation des soins se détériorait depuis quelque temps dans leurs collectivités respectives, beaucoup évoquant les longues heures d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous ainsi que la difficulté d'accès aux médecins de famille et aux spécialistes. Selon plusieurs, ces problèmes résultaient surtout de la forte pression exercée sur le système de soins durant la pandémie de COVID-19 ainsi que de la pénurie généralisée de personnel médical et infirmier.

Questionnés sur les mesures que le gouvernement fédéral pouvait prendre pour renforcer le système de santé, les participants pensaient généralement qu'il devrait tâcher de recruter davantage de professionnels de la santé venant d'ailleurs. Sur ce point, plusieurs croyaient qu'il y aurait moyen d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences des travailleurs étrangers et d'offrir une aide financière à ceux qui essaient d'obtenir l'accréditation requise pour exercer dans leur domaine au Canada. Certains préconisaient également de prévoir des fonds supplémentaires afin d'augmenter la rémunération des médecins et du personnel infirmier. D'après nombre de participants, cela aiderait à éviter que ces professionnels envisagent de quitter le Canada pour gagner de meilleurs salaires ailleurs, aux États-Unis par exemple. Il a également été suggéré de majorer les investissements dans les programmes postsecondaires canadiens de médecine et de sciences infirmières. Certains pensaient qu'en augmentant le nombre de places disponibles dans ces programmes et les soutiens financiers offerts, le gouvernement fédéral pourrait encourager un plus grand nombre de jeunes à faire carrière dans les soins de santé. De rares participants ont évoqué la possibilité que le gouvernement fédéral autorise la prestation de soins privés dans certains secteurs de la santé, mais reconnaissaient le

risque que cela instaure un régime à deux vitesses. Toutes les participantes du groupe des Prairies et la majorité des répondants des groupes du Québec et de la Colombie-Britannique jugeaient que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie dans le dossier de la santé. Même si plusieurs croyaient que le gouvernement fédéral était conscient des problèmes du système de santé et cherchait à les corriger, il leur semblait que peu de progrès tangibles en étaient résultés. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de mesures fédérales récentes liées aux soins de santé, un petit nombre de participants ont mentionné le nouveau programme national de soins dentaires, qui leur paraissait être une heureuse initiative. Plusieurs avaient également cru comprendre qu'il y avait eu de récentes négociations entre les gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux sur le financement des soins de santé, mais ils ne se rappelaient pas les détails si ce n'est qu'aucune entente n'avait été conclue. Pour approfondir la discussion, nous avons présenté aux participants des Prairies et du Québec les renseignements suivants :

Au cours de ces négociations, le gouvernement du Canada a déclaré qu'il était prêt à augmenter les investissements en soins de santé versés aux provinces et aux territoires dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé. Toutefois, le gouvernement du Canada a dit souhaiter obtenir l'accord des provinces et des territoires sur quelques initiatives clés avant d'aller de l'avant. Voici quelques domaines pour lesquels le gouvernement du Canada souhaite parvenir à un accord :

- *Élargir l'usage d'indicateurs pancanadiens pour mesurer les progrès dans des domaines prioritaires de la santé;*
- *Mettre sur pied un système de données sur la santé de haute qualité pour le Canada.*

Le gouvernement du Canada estime que cette approche permettra de dresser un portrait plus clair de l'accès aux soins dans l'ensemble du pays, d'identifier les lacunes dans les services, et de faire en sorte que les Canadiens puissent accéder à leurs propres dossiers de santé.

Cette approche du gouvernement du Canada n'a convaincu personne dans le groupe des Prairies et presque personne dans celui du Québec. Même si les participants reconnaissaient généralement l'importance de bien comprendre les lacunes du système de santé et d'améliorer l'accès des Canadiens aux renseignements relatifs à leur santé, peu d'entre eux considéraient ces objectifs comme des priorités à l'heure actuelle. Certains pensaient qu'un système de données de santé de haute qualité serait avantageux dans la mesure où il rendrait les dossiers médicaux plus accessibles et aisément transférables d'un fournisseur de soins à un autre, mais beaucoup ont formulé des réserves liées à la sécurité et à la confidentialité de leurs données personnelles. De l'avis général, les soins de santé devaient rester sous la houlette des autorités sanitaires provinciales et territoriales, mieux placées que les fonctionnaires fédéraux pour connaître les besoins particuliers de leur clientèle. À ce titre, les participants étaient rarement d'accord pour que le gouvernement du Canada rattache ces conditions à la hausse des paiements du Transfert canadien en matière de santé (TCS) et souhaitaient plutôt qu'il verse sans délai des fonds supplémentaires à chaque province et territoire.

Études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario)

Le groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire vivant dans l'est de l'Ontario a eu une courte discussion sur les enjeux touchant l'éducation postsecondaire au Canada. Questionnés sur les difficultés auxquelles les étudiants sont confrontés et que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité, les participants ont formulé les vœux suivants : une aide financière supplémentaire pour les droits de scolarité, des logements étudiants subventionnés, et plus d'occasions d'acquérir de l'expérience professionnelle durant les études, au moyen de stages et de placements. Quelques-uns ont critiqué l'actuel Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETE), trouvant qu'il avait plus ou moins raté son objectif de donner aux étudiants une expérience pertinente en travaillant dans la fonction publique. Aucun participant n'avait le souvenir de mesures fédérales récentes s'attaquant aux priorités qu'ils avaient citées.

En ce qui concerne les sources de nouvelles qu'ils consultent habituellement, bon nombre de participants ont mentionné les diffuseurs traditionnels comme CBC et CTV ainsi que les médias d'information étrangers tels que la BBC et Al Jazeera. Plusieurs ont dit également utiliser les plateformes de médias sociaux – Facebook, Twitter et Reddit – ainsi que des services d'information numériques comme Apple News et Google News. Quelques-uns ont indiqué qu'ils ne suivaient plus beaucoup les nouvelles et que ce qu'ils en savaient provenait surtout de conversations avec la famille et les amis. Chez la minorité de participants qui cherchaient activement de l'information sur le gouvernement du Canada, la plupart passaient par les sites Web fédéraux ou des moteurs de recherche comme Google pour trouver ou vérifier des renseignements. La majorité des participants estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est de venir en aide aux étudiants. Quelques-uns ont fait allusion à des mesures récentes telles que la suspension des intérêts sur les prêts étudiants fédéraux ainsi que l'autorisation donnée aux étudiants étrangers de travailler hors campus plus de 20 heures par semaine. Les participants croyaient que ces mesures s'avéreraient avantageuses. Au chapitre de la communication du gouvernement fédéral avec les étudiants de niveau postsecondaire, la plupart estimaient qu'il y avait beaucoup de place à l'amélioration et que plus d'efforts s'imposaient pour dialoguer avec les étudiants et comprendre leurs difficultés.

Économie (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Quatre groupes ont pris part à des discussions sur l'économie canadienne. Trois de ces groupes se sont penchés sur l'Énoncé économique de l'automne publié récemment par le gouvernement fédéral tandis que celui formé de mères au travail résidant dans les Prairies a discuté des enjeux que la hausse du coût de la vie a engendrés pour les parents.

Énoncé économique de l'automne (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec)

Les participants avaient une connaissance limitée de l'Énoncé économique de l'automne (ÉÉA) de 2002 du gouvernement du Canada. À l'échelle régionale, peu de participants des groupes de l'est du Canada et de la Mauricie et du Centre-du-Québec et aucun groupe formé de membres de la diaspora haïtienne du Québec disaient avoir entendu parler de l'ÉÉA. Pour clarifier le tout, nous leur avons fourni l'information suivante :

Le 3 novembre 2022, le gouvernement du Canada a publié son Énoncé économique de l'automne. Le gouvernement fédéral présente généralement un budget annuel, mais celui-ci est habituellement précédé à l'automne d'une mise à jour économique, connue sous le nom d'Énoncé économique de l'automne. Voici quelques-unes des mesures qui figurent dans l'ÉÉA :

- *Éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis de façon permanente;*
- *Créer une nouvelle Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) trimestrielle pourvue de paiements anticipés automatiques afin que les travailleurs reçoivent leur remboursement par tranches tout au long de l'année, plutôt qu'en un versement unique après avoir produit leur déclaration de revenus (l'ACT est un crédit d'impôt remboursable offert aux personnes et aux familles qui travaillent, mais qui gagnent un revenu faible);*
- *Donner suite au plan visant à rendre le logement plus abordable, y compris la création d'un nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CÉLIAPP), le doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH) et l'assurance que ceux qui procèdent à la revente précipitée de propriétés paient leur juste part;*
- *Réduire les frais de transactions liés aux cartes de crédit pour les petites entreprises;*
- *Créer le Centre de formation pour les emplois durables, qui permettra d'aider des travailleurs à améliorer leurs compétences ou à en acquérir de nouvelles en vue d'occuper un emploi dans une économie à faibles émissions de carbone. Le Centre se concentrera sur des secteurs précis recherchés, à commencer par l'industrie des batteries durables et la construction et les rénovations à faibles émissions de carbone.*

Invités à choisir l'initiative qui leur semblait la plus importante, les participants de tous les groupes s'intéressaient en premier lieu au plan pour rendre le logement plus abordable à la population canadienne. Aux yeux de plusieurs, l'abordabilité du logement était l'enjeu le plus pressant des Canadiens à l'heure actuelle tandis que la pénurie de logements sécuritaires et abordables était une grande source d'inquiétude pour de nombreux Canadiens, notamment ceux à faible et moyen revenu qui avaient déjà du mal à composer avec la hausse du coût de la vie. Parmi les autres initiatives, celles consistant à réduire les frais de transactions liés aux cartes de crédit pour les petites entreprises, à éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis de façon permanente et à mettre sur pied le Centre de formation pour les emplois durables se sont vues accorder peu d'attention; celle visant à créer une nouvelle ACT trimestrielle a quant à elle été sélectionnée par de rares participants. Même si l'initiative leur semblait en apparence positive, les participants étaient nombreux à se demander quelle serait la taille du Centre de formation pour les emplois durables et combien il coûterait, s'il allait être situé à Ottawa ou dans une autre grande ville, sur quels emplois il

mettrait l'accent et en quoi il se différencierait des autres programmes de formation professionnelle et d'apprentissage de métiers en place. En ce qui concerne l'initiative sur l'abordabilité du logement, un petit nombre se demandait ce que signifiait l'assurance que ceux qui procèdent à la revente précipitée de propriétés paient leur juste part et quels indicateurs seraient utilisés à cette fin.

Concernant l'ÉÉA dans son ensemble, pratiquement tous les participants considéraient les initiatives susmentionnées comme un pas dans la bonne direction. Plusieurs ont réaffirmé qu'il est important pour le gouvernement du Canada de prendre des mesures pour s'attaquer au problème d'abordabilité du logement, alors que d'autres ont salué la présence dans l'ÉÉA de ce qu'ils percevaient comme un engagement à poursuivre la transition vers une économie plus durable et axée sur l'environnement. Certains se demandaient si ces initiatives n'étaient pas trop ambitieuses et craignaient que le gouvernement fédéral ne doive dépenser davantage en la matière, mais, de l'avis général, moyennant une mise en œuvre prudente et efficace, elles profiteraient à un grand nombre de Canadiens. Quelques participants du groupe de jeunes adultes de l'est du Canada revendiquaient plus d'efforts pour améliorer les perspectives économiques et remonter le moral des jeunes Canadiens. Selon eux, les membres de ce groupe d'âge doutaient d'être un jour capables d'acheter une habitation ou d'atteindre un niveau de bien-être économique comparable à celui des générations précédentes. De rares participants croyaient par ailleurs qu'il fallait en faire plus pour taxer davantage les grandes sociétés, voyant dans cette source supplémentaire de recettes fiscales un bon moyen de financer les nouvelles initiatives proposées.

Coût de la vie pour les parents (mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participantes du groupe composé de mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies se sont penchées sur les enjeux liés au coût de la vie avec lesquels les parents canadiens doivent composer en ce moment. Pour commencer, les participantes ont été invitées à décrire en un mot l'état actuel de l'économie canadienne. Elles ont toutes choisi des mots à connotation très négative, dont « difficile », « inquiétante » et « catastrophique ». Presque toutes les participantes pensaient que l'économie était susceptible de se détériorer dans les prochaines années et s'attendaient à ce que les problèmes tels que l'inflation et une pénurie perçue de logements abordables persistent dans un avenir rapproché. Plusieurs d'entre elles jugeaient qu'il fallait en faire plus pour limiter les prochaines dépenses fédérales, convaincues que l'inflation et la hausse du coût de la vie au Canada avaient été alimentées en grande partie par les coûts élevés des programmes et soutiens offerts pendant la pandémie comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Quelques-unes ont formulé des inquiétudes sur l'engagement récent du gouvernement du Canada visant à augmenter l'immigration et à accueillir jusqu'à 500 000 nouveaux immigrants d'ici 2025. Elles craignaient que cet accroissement de la population n'entraîne une demande accrue de logements, de soins de santé, de services de garde et d'autres services importants et nuise au bout du compte encore plus à l'économie. En ce qui concerne les perspectives économiques de leur province respective des Prairies, de nombreuses participantes croyaient que l'Alberta et la Saskatchewan étaient susceptibles de mieux s'en sortir que le Manitoba dans les prochaines années, car les ressources naturelles (comme le pétrole et le gaz) y sont plus abondantes. Décrivant les facteurs expliquant selon elles le taux

croissant d'inflation, les participantes ont nommé l'augmentation des frais de transport et d'expédition, la perturbation des chaînes d'approvisionnement engendrée par la pandémie de COVID-19 et les enjeux géopolitiques, y compris le conflit en cours en Ukraine. La quasi-totalité considérait l'inflation comme un problème qui ne touchait pas uniquement les Canadiens, mais bien la planète entière. Un petit nombre de participantes estimaient toutefois que le gouvernement du Canada aurait dû en faire plus pour accroître la capacité de production intérieure et l'autosuffisance énergétique du pays dans le but de limiter les répercussions de ces enjeux sur la population canadienne.

Nous avons ensuite questionné les participantes sur les enjeux économiques qu'elles jugeaient particulièrement préoccupants en tant que parents. Elles ont soulevé de nombreuses inquiétudes, dont les suivantes :

- L'inflation élevée et la hausse du coût de la vie – Plusieurs craignaient que la hausse de l'inflation et du coût de la vie se poursuive dans les prochaines années. Estimant que l'objectif de devenir propriétaires était de plus en plus inatteignable pour les jeunes Canadiens, les participantes avaient peur que cette situation n'empire d'ici à ce que leurs enfants soient adultes. Certaines s'inquiétaient au sujet d'une possible récession au cours des années à venir, compte tenu des répercussions négatives qu'elle aurait sur les perspectives économiques des générations futures;
- L'abordabilité des études postsecondaires – Les participantes se demandaient également si elles allaient avoir les moyens de payer les études postsecondaires de leurs enfants. À leur avis, l'obtention d'un baccalauréat (et parfois d'un diplôme d'études supérieures) était nécessaire dans le marché du travail actuel pour dénicher un emploi payant. Dans cette optique, les participantes étaient préoccupées à propos de leur capacité à épargner en vue des études de leurs enfants et à l'idée que leurs enfants soient très endettés à la fin de leurs études à cause des prêts étudiants et d'autres dépenses afférentes aux études postsecondaires;
- La santé mentale – Diverses participantes avaient l'impression que la prévalence des problèmes de santé mentale avait augmenté chez les jeunes Canadiens et s'inquiétaient à l'idée que ces enjeux touchent aussi leurs propres enfants. Elles croyaient que l'anxiété et de l'isolement social engendrés par la pandémie de COVID-19 avaient eu des répercussions négatives, en particulier chez les jeunes, et que les ressources en santé mentale étaient insuffisantes pour offrir aux jeunes Canadiens le soutien et les traitements dont ils ont besoin;
- Peu de possibilités à l'échelle régionale – Il semblait à quelques résidentes de la Saskatchewan et du Manitoba qu'il manquait de débouchés dans leurs régions. Elles ont ajouté que les jeunes étaient nombreux à quitter les provinces des Prairies pour s'installer ailleurs au Canada dans l'espoir d'avoir plus de possibilités et des emplois mieux rémunérés. Des participantes craignaient que leurs enfants ne fassent plus tard la même chose.

La plupart étaient d'avis que le gouvernement du Canada ne comprenait pas les difficultés économiques auxquelles elles étaient confrontées actuellement. D'après plusieurs, le gouvernement fédéral n'était pas au diapason des besoins des Canadiens vivant dans les provinces des Prairies et dans l'Ouest canadien, de façon plus générale. Un certain nombre de participantes ont critiqué des initiatives, dont la tarification fédérale de la pollution par le carbone et ce qu'elles considéraient comme une intensification des efforts visant à délaissier graduellement le pétrole et le gaz, estimant

que le secteur pétrolier et gazier était essentiel pour combler les besoins économiques et énergétiques des résidents des provinces des Prairies. De nombreuses recommandations du gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à économiser, comme prendre moins la voiture et utiliser plus souvent les transports en commun, leur semblaient moins réalistes dans les Prairies. Cela était d'autant plus vrai pour les personnes vivant en milieu rural qui devaient souvent parcourir de longues distances au quotidien et n'avaient accès qu'à des réseaux de transport en commun peu développés. Diverses participantes ont exprimé des doutes sur l'efficacité d'une approche « universelle » pour remédier aux problèmes économiques auxquels font face les Canadiens. Selon elles, les solutions économiques du gouvernement fédéral devraient être adaptées aux besoins particuliers des différents territoires, provinces et régions du Canada. Discutant des mesures qu'elles avaient prises dans leur vie pour réduire les coûts, beaucoup de participantes disaient couper dans l'essentiel, comme l'épicerie, en achetant des aliments moins variés et de moindre qualité et en limitant leurs achats de produits plus chers, dont la viande. De plus, plusieurs avaient réduit le nombre d'activités personnelles ou parascolaires auxquelles elles et leurs enfants prenaient part, achetaient plus de vêtements d'occasion et prenaient moins souvent la voiture (des participantes ont tenu à rappeler que cette option était souvent peu pratique pour elles).

Nous avons demandé aux participantes si elles étaient au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada qui profitent aux parents. Elles ont été plusieurs à nommer l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), tandis que d'autres ont cité des initiatives telles que les régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), la Prestation dentaire canadienne, les programmes de congés de maternité et de paternité pour les nouveaux parents et les récentes ententes intervenues entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires respectifs visant à offrir des services de garde à 10 \$ par jour. Pour faciliter la conversation, nous avons fourni aux participantes de l'information sur diverses initiatives mises en place par le gouvernement fédéral pour rendre la vie plus abordable aux parents :

- *L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants;*
- *Le gouvernement du Canada collabore avec les provinces et les territoires pour progresser vers un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui réduira les coûts pour les familles, en réduisant les frais de 50 % cette année et en les ramenant à 10 \$ par jour en moyenne d'ici 2026;*
- *Le gouvernement du Canada met en place une prestation dentaire pour aider à réduire les coûts des soins dentaires pour les familles admissibles qui gagnent moins de 90 000 \$ à compter de cette année.*

Toutes les participantes jugeaient ces initiatives importantes et elles ont été nombreuses à saluer particulièrement l'ACE et la Prestation dentaire canadienne. En ce qui concerne l'ACE, plusieurs la considéraient comme une composante importante du revenu mensuel pour de nombreuses familles canadiennes à faible et moyen revenu, particulièrement quand l'inflation est élevée, comme c'est le cas actuellement. Même si elles ont formulé surtout des commentaires positifs sur la Prestation dentaire

canadienne, certaines pensaient que le programme aurait dû être offert dès le début à l'ensemble des enfants de moins de 18 ans. Selon elles, les soins dentaires les plus coûteux sont souvent engagés à l'adolescence, par exemple pour un appareil orthodontique, et de nombreuses familles allaient sûrement avoir besoin d'aide financière pour payer les coûts des soins dentaires de leurs enfants bien après l'âge de 12 ans. Questionnées sur ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour aider à soutenir les parents, les participantes recommandaient d'investir davantage dans les ressources et services de traitement en santé mentale, d'offrir un allègement fiscal temporaire aux parents à faible et moyen revenu qui peinent actuellement à composer avec le coût de la vie et de promouvoir des modalités de travail flexibles (notamment le travail à domicile) afin que les parents puissent passer plus de temps à la maison à s'occuper de leurs enfants.

Changements climatiques et environnement (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Trois groupes ont pris part à des conversations portant sur l'environnement et les changements climatiques. Les participants ont parlé notamment des mesures qu'ils avaient prises pour se préparer aux impacts du changement climatique et se sont prononcés sur le système fédéral de tarification du carbone et les véhicules à zéro émission (VZE).

Adaptation au changement climatique (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)

Tous les participants du groupe de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard étaient très préoccupés par l'impact qu'aurait le changement climatique dans le futur et ils étaient nombreux à penser qu'il se faisait déjà sentir dans leurs collectivités. Interrogés sur les changements qu'ils avaient remarqués, plusieurs ont cité les phénomènes météorologiques extrêmes qui leur semblaient plus fréquents, tels que des feux de forêt et des inondations, l'évolution des régimes climatiques saisonniers et une baisse de production dans les secteurs essentiels que sont l'agriculture et l'aquaculture. Sur ce dernier point, quelques participants s'inquiétaient de la viabilité future de cultures importantes, comme la pomme de terre, vu son importance vitale dans l'économie de la province. Certains ont abordé les ravages causés récemment par l'ouragan Fiona qui a frappé le Canada atlantique le 24 septembre 2022. De l'avis général, les changements climatiques étaient partiellement responsables de cette tempête d'une rare violence et tous s'attendaient à ce qu'ils provoquent d'autres événements météorologiques extrêmes de la sorte dans les prochaines années.

Pratiquement tous les participants avaient commencé à se préparer aux impacts du changement climatique. Ainsi, plusieurs avaient commencé à faire des réserves de nourriture et d'eau et à prendre des mesures pour disposer d'autres sources d'alimentation en cas de pannes ou d'interruptions de courant prolongées à cause de mauvaises conditions météorologiques. Quelques-uns ont révélé avoir tenu compte des changements climatiques lors de l'achat de leur maison, par exemple, en trouvant une habitation dans une zone non sujette à des événements météorologiques potentiellement dangereux comme des inondations et glissements de terrain. Même s'ils se sentaient prêts à faire face aux impacts du changement climatique, tous les participants doutaient qu'il en fût de même pour leurs collectivités. Divers participants ont formulé des préoccupations sur le réseau électrique en place, le jugeant vulnérable aux pannes causées par les pluies torrentielles, les forts vents et la chute d'arbres. Leurs collectivités devaient à leur avis faire beaucoup plus pour rendre le réseau électrique plus résilient et prévenir l'interruption des chaînes d'approvisionnement en biens essentiels, comme le carburant et l'épicerie en cas de nouvelle grosse tempête. La plupart estimaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer pour aider les collectivités à se préparer aux changements climatiques. Selon eux, en plus de fournir des prévisions et des directives sur les changements environnementaux et les moyens de s'y préparer, le gouvernement du Canada pourrait s'efforcer de mettre en place et d'imposer des normes de construction nationales plus rigoureuses, afin que les nouveaux bâtiments et résidences résistent aux effets des changements climatiques.

Système de tarification du carbone (mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Un groupe composé de mères au travail résidant dans les Prairies a discuté brièvement du système fédéral de tarification du carbone. Appelées à dire si elles étaient au courant de l'Incitatif à agir pour le climat du gouvernement du Canada, peu de participantes ont dit la connaître. Discutant de leurs premières impressions après avoir entendu l'expression « Incitatif à agir pour le climat », la plupart croyaient qu'il s'agissait probablement d'un programme d'incitatifs financiers visant à encourager les Canadiens à adopter des pratiques plus durables au quotidien. Pour clarifier le tout, nous leur avons fourni l'information suivante :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale. Dans les quatre provinces qui ne satisfont pas aujourd'hui à cette norme – l'Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, et l'Alberta –, le système de tarification fédéral est actuellement en place. À partir de juillet 2023, elle entrera également en vigueur à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Les produits issus du système fédéral restent dans la province dans laquelle ils ont été perçus. – En prenant l'exemple de l'Alberta – 90 p. cent des produits sont reversés directement aux résidentes et résidents sous la forme du paiement de l'Incitatif à agir pour le climat, un ménage typique recevrait environ 1 544 \$. Depuis juillet 2022, les particuliers reçoivent ces paiements tous les trois mois.

Invitées à donner leurs premières impressions, plusieurs disaient ne pas en savoir assez sur la norme fédérale de tarification de la pollution par le carbone pour bien évaluer cette initiative. À première vue, ce système semblait injuste à certaines, car il touchait de manière disproportionnée la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta, vu leurs besoins énergétiques par habitant plus importants que ceux d'autres provinces (surtout durant la saison froide). Par ailleurs, des participantes se demandaient pourquoi cette tarification de la pollution sur le carbone était prélevée au juste étant donné que 90 % des produits recueillis étaient reversés aux résidentes et résidents sous la forme du paiement de l'Incitatif à agir pour le climat. Nous avons demandé aux participantes s'ils avaient eu connaissance du remboursement de ces fonds dans leurs provinces respectives. Celles qui ont répondu par l'affirmative se rappelaient que les fonds leur avaient été remis non pas par paiement direct, mais comme crédit sur leur déclaration de revenus.

Véhicules à zéro émission (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule)

Ce groupe formé de participants de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta a pris part à une discussion portant sur les véhicules à zéro émission (VZE) et la transition vers des modes de transport plus durables. Tous les participants avaient déjà déclaré qu'ils prévoyaient acheter ou louer un véhicule d'ici cinq ans. Nous avons demandé aux participants quel était actuellement leur principal moyen de transport. La plupart disaient utiliser un véhicule personnel. Quelques-uns disaient se servir encore de la voiture si nécessaire, mais prendre des dispositions pour utiliser les transports en commun lorsque possible afin de réduire leur empreinte carbone. De rares participants avaient aussi commencé récemment à employer un mode de transport secondaire, par exemple, un vélo électrique.

Quant aux principales raisons pour lesquelles ils souhaitaient faire l'achat ou la location d'un véhicule, plusieurs ont dit vouloir passer à un moyen de transport plus écologique, comme un véhicule hybride ou un VZE. Un petit nombre mentionnaient avoir besoin d'un nouveau véhicule pour travailler dans le secteur pétrolier et gazier à Fort McMurray en Alberta et malgré le souhait d'acheter un VZE, ils craignaient que ce type de véhicules ne puisse résister aux conditions difficiles dans lesquelles ils travailleraient. Pour une majorité, les principaux critères recherchés au moment de choisir le type de véhicules à acheter étaient l'abordabilité, la fiabilité et la capacité à parcourir de longues distances. Invités à dire s'ils considéraient le rendement énergétique comme un facteur important, la quasi-totalité a répondu par l'affirmative. Un certain nombre de participants (à commencer par ceux vivant en milieu rural qui devaient régulièrement faire de longs trajets) trouvaient que l'essence coûtait de plus en plus cher et voulaient avoir la certitude que leur prochain véhicule serait le plus écoénergétique possible. La plupart étaient d'avis que les événements géopolitiques tels que le conflit en cours en Ukraine et les récentes décisions prises par des groupes comme l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) visant à réduire la production de pétrole étaient les principaux facteurs de la hausse de l'essence dans leurs collectivités respectives. Même si plusieurs s'attendaient à une stabilisation des prix de l'essence dans un avenir rapproché, la plupart doutaient que les prix du carburant baissent par rapport aux niveaux antérieurs, car les sociétés pétrolières et gazières continueraient de chercher à dégager les marges bénéficiaires les plus élevées possibles. À propos de ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour pallier les prix élevés du carburant, quelques-

uns recommandaient la mise en place des mécanismes de contrôle des prix pour limiter les coûts facturés par les sociétés pétrolières et gazières. Plusieurs croyaient cependant que le gouvernement fédéral outrepasserait son rôle en s'ingérant ainsi dans le fonctionnement du libre marché, et se demandaient s'il s'agissait de la chose à faire.

Questionnés sur ce qu'est un VZE, les participants étaient un peu plus nombreux à connaître ce type de véhicules que non. Ceux auxquels les VZE étaient familiers les ont décrits comme une catégorie de véhicules ne produisant aucune émission de carbone ou prévoyant des mécanismes de compensation de carbone pour équilibrer les émissions produites lors de la construction ou de l'utilisation du véhicule. Aucun participant n'a mentionné posséder un VZE. Pour faciliter la conversation, nous avons montré l'information suivante aux participants :

Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Des exemples de VZE incluent les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène. Donc, en gros, un véhicule électrique est un type de VZE; un véhicule à pile à hydrogène est un autre type de VZE.

La proportion de participants souhaitant actuellement acheter un VZE était légèrement moindre que ceux moins enclins à s'en procurer un. Les participants qui envisageaient activement l'achat d'un VZE ont ajouté que les avantages que les VZE présentent pour l'environnement en faisaient depuis toujours un choix intéressant, mais que la flambée récente des prix de l'essence les avait rendus encore plus attrayants. Tous les participants affirmaient envisager l'achat d'un VZE à un moment donné dans l'avenir. Invités à nommer les facteurs qui les dissuadent de faire un tel achat à l'heure actuelle, de nombreux participants ont cité le coût d'achat initial élevé de ces véhicules, le manque perçu d'infrastructures (comme les bornes de recharge) ainsi que des préoccupations sur la capacité d'un VZE à parcourir de longues distances sans avoir besoin d'être rechargé, à fonctionner dans des conditions météorologiques extrêmes ou à être utilisé pour exécuter du travail lourd. Quelques-uns se demandaient si le réseau électrique actuel pourrait prendre en charge une transition à grande échelle aux VZE et pensaient qu'un tel virage nécessiterait une préparation et une planification accrues de la part du gouvernement fédéral et des provinces et territoires.

Interrogés sur ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour rendre les VZE plus accessibles aux Canadiens, de nombreux participants croyaient qu'il était possible d'en faire plus au chapitre des subventions et des remboursements destinés aux personnes qui comptent acheter un VZE. Plusieurs ont réaffirmé le besoin d'investir davantage dans les infrastructures telles que les bornes de recharge, surtout dans les régions rurales, tandis qu'un petit nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour sensibiliser et informer les Canadiens à propos des avantages économiques et environnementaux pouvant découler de l'adoption d'un VZE. Si la plupart saluaient l'idée de fabriquer les VZE et les pièces de VZE au Canada, seuls quelques-uns l'ont désignée comme un facteur déterminant dans leur décision d'acheter ce type de véhicules. Certains croyaient que le développement d'une capacité de production à grande échelle en matière de VZE profiterait à l'économie canadienne à long terme, puisque l'industrie de l'automobile s'était engagée dans cette direction. Quelques-uns craignaient toutefois que les salaires relatifs plus élevés des travailleurs

canadiens ne fassent en sorte qu'il soit plus coûteux de produire des VZE au Canada et que les consommateurs doivent déboursier plus d'argent pour s'en procurer un. Aucun participant n'estimait que la fabrication de VZE et les mesures pour encourager plus de Canadiens à conduire un VZE devraient figurer actuellement au nombre des grandes priorités du gouvernement du Canada. De l'avis général, même si ces types de véhicules représentaient l'avenir, les Canadiens faisaient face en ce moment à des enjeux économiques beaucoup plus pressants. Certains ont de nouveau affirmé qu'avant de favoriser l'adoption à grande échelle des VZE, le gouvernement fédéral devait mettre en place un plan à long terme pour faciliter cet important virage. Enfin, quelques-uns craignaient les répercussions que l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des batteries pour VZE aurait sur l'environnement et se demandaient s'il ne serait pas plus prudent pour le gouvernement du Canada de miser davantage sur le développement d'options de transport en commun que sur les voitures automobiles privées.

Ouragan Fiona (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe de l'Île-du-Prince-Édouard ont discuté de la réponse du gouvernement fédéral aux conséquences de l'ouragan Fiona, qui a frappé le Canada atlantique le 24 septembre 2022. Pour commencer, nous leur avons demandé ce qu'ils avaient entendu jusqu'à maintenant, le cas échéant, à propos de la réponse du gouvernement du Canada. Si la plupart avaient l'impression que le gouvernement fédéral avait pris part aux efforts de rétablissements après la tempête, peu ont pu citer les mesures particulières qu'il avait prises. Un certain nombre croyaient que le gouvernement du Canada s'était engagé à offrir une aide financière aux personnes touchées par la tempête, mais ils ne savaient pas comment ces sommes seraient versées ni quand. Quelques-uns avaient entendu dire que des membres des Forces armées canadiennes (FAC) avaient été déployés dans la région pour participer aux efforts de rétablissement et de nettoyage. Selon un petit nombre de participants, pour le moment, l'intervention d'organismes de bienfaisance tels que la Société canadienne de la Croix-Rouge à l'ouragan Fiona avait été plus importante que celle du gouvernement fédéral. Pratiquement tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'approche employée pour aider les gens touchés par la tempête. Ils pensaient de la sorte pour plusieurs raisons : peu de préparation en amont, un manque perçu d'informations sur la réponse du gouvernement fédéral à la catastrophe et l'impression qu'une aide insuffisante avait été fournie aux divers gouvernements provinciaux touchés après le passage de l'ouragan.

Pour faciliter la conversation, nous avons montré l'information suivante aux participants sur la réponse du gouvernement du Canada aux conséquences de l'ouragan Fiona :

Voici ce que le gouvernement du Canada fait en réponse à l'ouragan Fiona :

- *Le Centre des opérations du gouvernement travaille avec le personnel de la région et coordonne l'intervention fédérale à la tempête tropicale Fiona;*

- *En réponse aux demandes d'aide fédérale de la Nouvelle-Écosse, de l'île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, le gouvernement du Canada fournit un soutien pour le rétablissement et le nettoyage;*
- *Les Forces armées canadiennes ont mobilisé des ressources et du personnel afin de fournir un soutien sur le terrain aux autorités locales là où elles en ont besoin;*
- *Le gouvernement du Canada a établi un programme de jumelage de dons avec la Croix-Rouge canadienne pour aider les Canadiennes et Canadiens touchés par l'ouragan Fiona. Les dons appuieront la gamme de services d'urgence que la Croix-Rouge offre aux personnes qui en ont besoin, y compris du logement provisoire, des vêtements, de la nourriture et d'autres fournitures essentielles;*
- *Le gouvernement du Canada a créé le Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona. Le Fonds servira à verser jusqu'à 300 millions de dollars de plus sur deux ans, à compter de cette année, pour aider les gens touchés par la tempête et soutenir les efforts de rétablissement à long terme.*

Beaucoup de participants semblaient perplexes après avoir obtenu cette information; ainsi, plusieurs disaient ne pas avoir bénéficié personnellement d'un de ces programmes et à leur connaissance, personne dans leurs collectivités n'avait reçu ces soutiens. Un petit nombre de participants doutaient que le Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona (FROF), dans le cadre duquel le gouvernement s'engageait à fournir jusqu'à 300 millions de dollars sur deux ans, pour soutenir les personnes touchées par la tempête et aider aux efforts de rétablissement à long terme, soit utilisé efficacement pour appuyer les efforts de reconstruction dans leur province. Nous avons montré l'information suivante aux participants au sujet du Fonds :

Le Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona (FROF) a été constitué pour appuyer notamment les mesures de rétablissement suivantes :

- *Aide aux communautés et aux entreprises locales pour leur permettre de rebâtir et de se remettre plus rapidement des conséquences de l'ouragan Fiona.*
- *Relance de l'activité économique dont dépendent les communautés locales en commençant à réparer et à reconstruire les infrastructures essentielles qui ont été endommagées ou détruites par la tempête, notamment les quais de pêche et les ports pour petits bateaux. Les infrastructures seront réparées de manière à mieux résister aux futurs dommages.*
- *Assurance de la sécurité de la navigation et protection de la faune marine.*

Après avoir obtenu ces renseignements, les participants ont continué de formuler surtout des commentaires négatifs à propos du FROF. La liste d'objectifs du Fonds leur semblait trop vague et il fallait selon eux en faire plus pour aider le gouvernement provincial à réparer et à renforcer les infrastructures essentielles, dont le réseau électrique. Les participants pensaient par ailleurs que les fonds prévus pour ce programme seraient insuffisants pour réparer les dommages causés aux ports pour petits bateaux, notamment d'ici la prochaine saison de pêche. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour aider au rétablissement après l'ouragan Fiona, les participants se sont dits préoccupés par l'impact de la catastrophe sur l'environnement et recommandaient une meilleure préparation aux futurs sinistres à l'avenir. À cet effet, quelques-uns craignaient que le risque de feux de forêt n'augmente à cause du nombre accru d'arbres morts dans la

forêt et que la perte d'arbres durant la tempête ne favorise l'érosion. Selon eux, il fallait en faire davantage pour remédier à ces problèmes avant qu'ils ne s'aggravent.

Situation en Haïti (membres de la diaspora haïtienne du Québec)

Un groupe composé de membres de la diaspora haïtienne du Québec s'est penché sur la crise humanitaire sévissant en Haïti. Tous les participants affirmaient être au courant de cette question et la plupart ont mentionné l'avoir suivie de près. Questionnés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de la crise au cours des derniers jours, de nombreux participants avaient entendu dire que des gangs bloquaient l'accès aux ports maritimes stratégiques et à la route menant au principal terminal de carburant, de sorte que les réserves de carburant étaient peu accessibles aux Haïtiens. Plusieurs avaient eu vent d'affrontements entre les gangs armés et la police et des manifestations des citoyens haïtiens pour dénoncer la situation. La totalité des participants disait se sentir touchée personnellement par cette crise. Ils étaient nombreux à avoir de la famille et des amis en Haïti et craignaient sans cesse que leurs proches soient victimes de violence, kidnappés par des gangs ou éprouvés autrement par la situation. Certains ont mentionné suivre régulièrement les nouvelles relatives à Haïti et communiquer souvent avec la famille et les amis pour s'assurer qu'ils étaient en sécurité. Beaucoup ont dit que leur santé mentale avait été mise à rude épreuve dans les derniers mois.

De rares participants avaient eu vent d'annonces et de mesures récentes de la part du gouvernement en lien avec cette situation. Quelques-uns avaient entendu dire que la ministre des Affaires étrangères avait annoncé récemment de l'aide financière pour les Haïtiens et les organismes humanitaires internationaux ainsi que l'envoi de matériel tel que des véhicules blindés pour aider les forces de l'ordre haïtiennes à maîtriser les gangs armés qui perturbent actuellement le pays. Cependant, aucun participant ne pensait que ces mesures seraient efficaces pour atténuer la crise.

Après avoir été informés des actions prises par le gouvernement du Canada pour aider à régler la crise, la quasi-totalité des participants ont réaffirmé que ces efforts ne suffiraient probablement pas pour aider les gens d'Haïti. Dans la même veine, beaucoup croyaient que l'aide financière humanitaire du gouvernement du Canada au gouvernement haïtien serait sûrement détournée, car le secteur public haïtien est gangréné par la corruption et que les fonds serviraient à enrichir personnellement les représentants élus plutôt qu'à aider le peuple haïtien. Certains ont toutefois salué les sanctions à l'endroit de deux élites politiques haïtiens et recommandaient de recourir davantage à ces mesures ciblées, notamment en les imposant à plus de personnes et d'entités haïtiennes qui se livrent actuellement à de la corruption ou des comportements illégaux.

Discutant des mesures que le gouvernement du Canada devrait prendre pour aider à régler cette situation, plusieurs remettaient en question l'idée d'envoyer plus d'armes et de matériel tactique, estimant que cela ne ferait qu'accroître la violence. De même, aucun participant ne croyait que le gouvernement du Canada devrait s'impliquer activement dans le conflit en déployant les Forces armées canadiennes (FAC) ou d'autre personnel en renfort aux forces de l'ordre haïtiennes. Beaucoup

pensaient que des investissements dans l'économie, la construction d'hôpitaux et de cliniques et du financement pour mettre sur pied des établissements d'enseignement professionnel offriraient le plus d'avantages concrets au peuple haïtien. Aux yeux de plusieurs, l'activité criminelle en Haïti découlait surtout d'un sentiment de désespoir et d'un manque de possibilités économiques, et grâce à des efforts supplémentaires pour renforcer l'économie et créer des emplois mieux rémunérés, le taux de criminalité chuterait considérablement. Cela étant dit, de l'avis général, offrir aux Haïtiens plus d'occasions d'acquérir des compétences professionnelles et de prospérer sur le plan économique était la mesure la plus bénéfique que le gouvernement fédéral pouvait prendre.

Invités à préciser les répercussions à long terme qu'aurait la crise, bon nombre étaient préoccupés par l'impact de la situation sur les générations futures de Haïtiens. Tous reconnaissaient que les conflits internes et la violence en cours avaient déjà eu des effets négatifs importants sur l'éducation, la santé mentale et les perspectives économiques de la jeunesse haïtienne, et que ceux-ci ne feraient qu'empirer tant que la crise persisterait. Plusieurs ont avancé que de nombreux Haïtiens n'avaient connu rien d'autre que la pauvreté et que des changements en profondeur s'imposaient pour permettre au pays de s'engager dans une voie plus positive. Enfin, les participants avaient bon espoir qu'une amélioration notable de la situation en Haïti serait possible à long terme moyennant le soutien de pays comme le Canada et d'organisations internationales comme les Nations Unies (ONU), en particulier sous forme d'investissements dans l'éducation et le développement économique.

Situation en Iran (Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto)

Dans un groupe composé de Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, les participants ont discuté de la situation qui prévaut actuellement en Iran. Tous étaient au courant des manifestations qui ont lieu dans ce pays depuis le 16 septembre 2022 à la suite de la mort d'une jeune femme arrêtée par la police pour avoir prétendument contrevenu aux règles iraniennes exigeant que les femmes couvrent leurs cheveux avec un hidjab ou un foulard. Dans les semaines qui ont suivi, de nombreux autres Iraniens avaient été tués ou blessés à la suite des interventions musclées de la part des agents de sécurité iraniens qui ont fait usage de la force pour disperser les manifestants. Questionnés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de ces manifestations dans les dernières semaines, plusieurs ont parlé des arrestations massives de manifestants (ils estimaient ce nombre entre 10 000 et 15 000) et de leur crainte qu'ils soient exécutés par le régime iranien. De nombreux participants s'inquiétaient également de ce qu'il adviendrait de ceux qui manifestent toujours et croyaient que le régime iranien intensifierait la violence à leur égard, en particulier des jeunes, dans les semaines et les mois à venir.

Presque tous les participants ont affirmé avoir été informés de l'évolution de la situation par des amis et des membres de leur famille toujours en Iran. En plus du bouche-à-oreille, plusieurs comptaient également sur les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, et les sources de nouvelles internationales en farsi, dont Iran International et Voice of America (VOA). Parlant des impacts sur leur vie personnelle, bon nombre d'entre eux ont dit ressentir beaucoup d'anxiété et craindre pour la sécurité de leurs proches dans ce pays. Plusieurs ont expliqué que les restrictions imposées par le

régime iranien et qui visent le réseau Internet et les autres moyens de télécommunications les avaient empêchés de communiquer avec leurs proches en Iran pendant de longues périodes, ce qui avait eu pour effet d'aviver leurs préoccupations. Certains se sentaient impuissants face à la situation et avaient le sentiment qu'ils ne pouvaient pas faire grand-chose à partir du Canada pour aider les manifestants qui s'opposent au régime. Quelques-uns craignaient que les communications avec leurs proches aient fait l'objet d'une surveillance de la part des forces de sécurité iraniennes, les empêchant d'autant plus de parler ouvertement de la situation. Plusieurs participants ont mentionné que tout cela les empêchait de se concentrer sur le travail et les activités quotidiennes, et qu'ils cherchaient constamment à obtenir les dernières nouvelles et des messages de leurs amis et leurs proches.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement du Canada en lien avec cette situation, plusieurs participants avaient entendu dire que celui-ci avait imposé des sanctions à de nombreuses personnes et entités d'origine iranienne en réaction aux violations flagrantes et systématiques des droits de la personne en Iran. Même s'ils s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, plusieurs ont exprimé leur frustration et avaient l'impression que la liste complète des personnes sanctionnées n'avait pas été rendue publique et que ces sanctions auraient dû être appliquées à un nombre beaucoup plus élevé de sympathisants du régime. Plusieurs participants se rappelaient d'autres mesures prises par le gouvernement fédéral à cet effet, notamment des demandes visant le retrait de l'Iran de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, et la présence de plusieurs hauts fonctionnaires fédéraux, dont le premier ministre, lors des démonstrations qui ont lieu au Canada en soutien aux manifestations. Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux participants l'information suivante au sujet de la réaction du gouvernement du Canada face à cette situation :

En réponse à la situation en Iran, le gouvernement du Canada a imposé des sanctions à des individus et à des entités, y compris des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et l'appareil économique, de sécurité et de renseignement du régime. Ces sanctions imposent une interdiction des transactions avec les personnes et les entités figurant sur la liste, gelant ainsi tous les avoirs qu'elles pourraient détenir au Canada. Les personnes inscrites sur la liste en raison de violations graves et systématiques des droits de la personne sont également interdites de territoire au Canada au titre de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Le gouvernement du Canada a aussi l'intention de renforcer la capacité du Canada à instaurer des sanctions et à agir plus rapidement pour geler et saisir des biens de personnes faisant l'objet de sanctions.

Presque tous les participants avaient entendu parler de ces mesures. Même s'ils ont réitéré qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction et qu'il était encourageant de voir le gouvernement du Canada prendre position contre le régime iranien et le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), la plupart avaient l'impression que ces mesures n'allaient pas assez loin. Un grand nombre d'entre eux auraient souhaité que le CGRI et d'autres entités iraniennes soient officiellement reconnus comme des organisations terroristes par le gouvernement fédéral, compte tenu des actes de violence perpétrés par le régime contre quiconque manifeste pour les droits de la personne. Plusieurs aimeraient également que d'autres mesures soient prises (notamment le gel des actifs financiers) contre toute personne vivant au Canada et ayant déjà été associée au régime iranien et qui aurait pu

jouer un rôle dans les violations antérieures des droits de la personne. Tous les participants croyaient que ces actions recevraient un appui massif de l'ensemble de la communauté iranienne au Canada. Quelques-uns ont souligné l'importance pour le gouvernement du Canada de faire preuve de diligence raisonnable en choisissant les entités et les individus avec qui il établit des partenariats pour offrir de l'aide et du support à toutes les personnes touchées par la situation. D'autres étaient d'avis qu'il était crucial que le gouvernement fédéral s'assure que ces partenaires soient véritablement en accord avec ce mouvement.

Discutant de leurs attentes quant à la situation et son évolution à court et à long terme, la plupart étaient d'avis que les citoyens de l'Iran auraient de la difficulté à retourner au statu quo antérieur. Plusieurs avaient l'impression que selon le côté qui l'emporterait, la situation aboutirait à une révolution et un changement de régime ou à des restrictions accrues des droits et libertés de la personne par le gouvernement iranien. Plusieurs avaient le sentiment que si les manifestations se poursuivaient et prenaient de l'ampleur, on assisterait sans doute à une escalade de la violence de la part du IRGC pour y mettre fin. Quelques-uns croyaient que ces manifestations auraient des répercussions négatives à long terme sur l'économie iranienne. Ces participants étaient d'avis que l'économie iranienne était déjà fragilisée et que l'interruption des manifestations ne ferait qu'aggraver la situation. Presque tous s'entendaient pour dire que si le régime iranien actuel demeurait au pouvoir au terme des manifestations, on assisterait à une nouvelle poussée de la répression à l'égard des citoyens iraniens, en particulier des femmes et des jeunes.

Sur un sujet quelque peu différent concernant l'Iran, nous avons fourni l'information suivante aux participants :

Le 8 janvier 2020, le vol 752 d'Ukraine International Airlines a été abattu par un missile sol-air iranien quelques minutes après avoir décollé de Téhéran, Iran. Il y avait 55 citoyens canadiens et 30 résidents permanents parmi les 176 personnes qui sont mortes, 138 avaient des liens avec le Canada.

Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réaction du gouvernement du Canada dans les années qui ont suivi la tragédie, plusieurs se sont rappelé qu'il avait rapidement offert de l'aide aux familles des victimes. Cependant, tous s'entendaient pour dire que la réaction du gouvernement fédéral avait été limitée lorsqu'était venu le temps de traduire en justice les responsables de l'attaque. Plusieurs participants étaient d'avis qu'étant donné le nombre élevé de citoyens canadiens et de résidents permanents qui avaient perdu la vie, le gouvernement du Canada aurait pu se faire plus insistant afin que le gouvernement iranien soit traduit devant la Cour internationale de justice pour répondre de ses actes. Un certain nombre de participants ont réitéré que le gouvernement fédéral aurait dû identifier l'IRGC comme une organisation terroriste à la suite de cet incident. Quelques-uns croyaient que ce geste pourrait à juste titre être considéré comme une déclaration de guerre contre le Canada. Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux participants de l'information concernant plusieurs mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada en réponse à cet incident, notamment :

- *La création d'un groupe de coordination avec des pays qui ont perdu des citoyens dans l'écrasement du vol 752 qui a été abattu et des efforts déployés pour que l'Iran soit tenu*

responsable de sa violation du droit international, en plus de l'exigence que l'Iran fournisse une explication exhaustive, transparente et crédible de la destruction du vol 752;

- *La formulation d'une demande qui vise à ce que les responsables de la tragédie du vol 752 rendent des comptes;*
- *La mise sur pied de l'Initiative sur la sécurité aérienne, qui rassemble la communauté mondiale de l'aviation civile pour travailler à l'amélioration de la sécurité et de la sûreté des opérations aériennes dans les régions comportant des risques plus élevés et pour empêcher que des tragédies comme celle du vol PS752 ne se reproduisent;*
- *Des notifications régulières au moyen d'appels, de courriels et de mises à jour, par l'entremise d'un portail en ligne pour les familles des victimes. Le gouvernement du Canada a également proposé des services de counselling en matière de santé mentale et de stress post-traumatique après la tragédie pour aider les familles.*

Bien que la plupart croyaient que ces mesures avaient sans doute été bénéfiques aux familles des victimes, les participants étaient généralement d'avis qu'il faudrait en faire davantage. Plusieurs ne croyaient pas à la thèse de l'accident du vol 752 et souhaitaient une plus grande imputabilité pour ce qu'ils considéraient comme étant l'assassinat de nombreux Canadiens. Certains ont suggéré que le gouvernement du Canada exerce des pressions économiques et diplomatiques supplémentaires sur l'Iran et qu'il encourage ses principaux alliés, notamment les États-Unis, à faire de même. Plusieurs étaient déçus de voir que pendant que des organismes internationaux comme les Nations Unies et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avaient pris des mesures importantes pour s'attaquer à d'autres priorités, comme la guerre en Ukraine, peu de progrès avaient été faits pour obtenir justice pour les victimes du vol 752. Tous les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait accorder une plus grande priorité à cet incident dans les années à venir.

Immigration (membres de la diaspora haïtienne du Québec, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean)

Dans trois groupes, les participants ont abordé le sujet de l'immigration au Canada et ont fourni leurs points de vue sur une hausse potentielle des niveaux d'immigration au cours des prochaines années. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient l'impression que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne l'immigration, les participants étaient généralement positifs ou neutres dans leurs évaluations, et quelques-uns seulement croyaient qu'il était sur la mauvaise voie. À l'échelle régionale, presque tous les participants du groupe de Metro Vancouver croyaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie alors que ceux des membres de la diaspora haïtienne du Québec et des résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean avaient des opinions partagées ou neutres.

Ceux qui avaient une opinion généralement positive étaient d'avis que l'immigration était très avantageuse pour le Canada et particulièrement importante pour renforcer la main-d'œuvre dans

plusieurs secteurs (comme la santé et l'éducation) actuellement touchés par une pénurie de travailleurs. Un certain nombre de participants ont également indiqué que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail en accueillant les personnes qui ont fui des situations conflictuelles en Ukraine, en Afghanistan et en Syrie, et des situations politiques difficiles comme à Hong Kong. Quelques-uns ont parlé favorablement des soutiens offerts aux nouveaux immigrants, y compris l'accessibilité aux services du gouvernement fédéral dans plusieurs langues. Parmi ceux qui avaient des opinions plus mitigées, plusieurs étaient d'avis que l'accessibilité et l'efficacité du système d'immigration canadien variaient selon le pays d'où proviennent les immigrants. Ces participants ont fait valoir que les immigrants d'autres pays occidentaux et ceux du Commonwealth des Nations étaient souvent priorités au détriment des immigrants en provenance d'autres pays. Plusieurs ont également critiqué le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. Certains avaient le sentiment que de nombreux travailleurs qualifiés de l'étranger ne pouvaient exercer leurs professions parce que leurs titres de compétences n'étaient pas reconnus et en raison des coûts élevés requis pour obtenir les certifications dont ils ont besoin. Certains étaient également d'avis que des secteurs essentiels, comme les soins de santé, l'éducation et les services de garde ne peuvent absorber le niveau d'immigration actuel et que l'arrivée de nouveaux immigrants au pays crée une surcharge croissante sur ces systèmes. Un petit nombre de participants du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'inquiétaient de la proportion d'immigrants au Canada qui parle principalement anglais (plutôt que français) et craignaient de voir une diminution accrue du français au Québec et dans l'ensemble du Canada.

Les participants des groupes de résidents de Metro Vancouver et du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient invités à répondre à quelques questions supplémentaires sur les avantages de l'immigration et à partager leurs préoccupations. Ceux-ci ont mentionné de nombreux avantages, notamment :

- Une main-d'œuvre accrue – Un certain nombre de participants ont réitéré l'importance de l'immigration pour renforcer la main-d'œuvre canadienne et combler les pénuries de travailleurs. Quelques-uns croyaient également que des niveaux d'immigration plus élevés pourraient entraîner une augmentation des investissements étrangers et de l'innovation dans l'économie canadienne.
- L'enrichissement culturel – Plusieurs s'entendaient pour dire que l'immigration avait comme autre avantage d'accroître la diversité culturelle du Canada et les perspectives pour l'ensemble de la population canadienne. Certains ont suggéré que l'immigration pourrait resserrer les liens entre le gouvernement fédéral et les pays d'où provient une importante diaspora qui habite au Canada.
- L'aide humanitaire – Quelques participants étaient d'avis que l'immigration était bénéfique puisqu'elle permet de venir en aide aux personnes qui fuient des situations dangereuses en les accueillant et en leur donnant la chance de bâtir une nouvelle vie au Canada, un point très important du point de vue humanitaire.

En discutant de leurs préoccupations à l'égard de l'immigration, un certain nombre de participants ont dit craindre que des secteurs comme la santé et l'éducation qui sont débordés ne puissent faire face aux niveaux d'immigration actuels. Plusieurs craignaient également les répercussions de l'immigration sur l'abordabilité du logement au Canada et se sont demandé s'il y avait suffisamment de logements

sûrs et accessibles pour accueillir les nouveaux arrivants. D'autres se sont interrogés à savoir si le Canada disposait de ressources suffisantes en enseignement des langues et en santé mentale pour aider ceux qui fuient des situations dangereuses ou dramatiques. Quelques participants craignaient que les travailleurs étrangers soient exploités par des employeurs qui cherchent à verser les salaires les plus bas qui soient. D'autres étaient préoccupés par les immigrants provenant de pays qui ne partagent pas les valeurs canadiennes, comme la protection des droits des femmes et des membres des communautés 2SLGBTQI+.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada devrait augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration actuel, la plupart des résidents de Metro Vancouver ont répondu que les niveaux d'immigration devraient être maintenus, alors qu'un nombre à peu près égal de résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient d'avis qu'ils devraient être maintenus ou réduits. Aucun des participants ne croyait que le taux d'immigration devrait être augmenté. Un certain nombre ont toutefois indiqué qu'ils seraient favorables à ce qu'on augmente les taux d'immigration à l'avenir, du moment que le gouvernement fédéral offre l'assurance que les secteurs comme les soins de santé, les services de garde d'enfants et l'éducation peuvent faire face à cette hausse. Dans le groupe de Metro Vancouver, pratiquement tous les participants avaient entendu parler du récent engagement du gouvernement du Canada à augmenter les taux d'immigration alors qu'au Saguenay–Lac-Saint-Jean, quelques participants seulement étaient au courant.

Nous avons informé les trois groupes de la récente annonce du gouvernement du Canada d'accueillir un plus grand nombre d'immigrants dans les prochaines années :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait faire passer le nombre de nouveaux immigrants de 405 000 en 2021 à 465 000 en 2023, puis l'augmenter progressivement jusqu'à ce qu'il atteigne 500 000 nouveaux immigrants en 2025.

Bien qu'un petit nombre fût d'avis que les niveaux proposés étaient quelque peu élevés, la plupart ont reconnu qu'il s'agissait d'une approche constante et graduelle qui n'exercerait sans doute aucune pression additionnelle sur l'économie et l'infrastructure sociale du Canada. Quelques-uns ont proposé que le gouvernement fédéral mette des processus en place pour répartir les nouveaux arrivants de façon uniforme dans tout le pays plutôt que de les concentrer principalement dans les grands centres urbains comme Toronto, Montréal et Vancouver. Questionnés à savoir s'ils étaient plus à l'aise avec ce plan en sachant que le taux d'immigration proposé équivalait à environ 1 % de la population canadienne, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Certains ont expliqué que cette façon de présenter les données leur permettait de mettre l'objectif d'accueillir 500 000 nouveaux immigrants d'ici 2025 en perspective tout en leur offrant l'assurance que celui-ci était réaliste. Parmi les membres de la diaspora haïtienne, certains se sont demandé d'où ces immigrants proviendraient et espéraient qu'ils soient accueillis en proportion égale, peu importe leur pays d'origine.

Invités à répondre à quelques questions additionnelles au sujet de l'économie et des pénuries de main-d'œuvre, presque tous les participants des groupes de Metro Vancouver et du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'entendaient pour dire que les pénuries de main-d'œuvre représentaient un enjeu majeur à l'heure actuelle. Questionnés à savoir s'ils étaient d'accord pour dire que « *le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants afin de combler les emplois vacants et de faire croître l'économie* »,

tous les participants du groupe du Québec ont répondu par l'affirmative, alors qu'à peu près le même nombre dans le groupe de Metro Vancouver étaient d'accord, comparativement à ceux qui étaient dans l'incertitude. Parmi ces derniers, même si certains croyaient que l'immigration serait bénéfique pour le marché du travail, plusieurs avaient le sentiment qu'une des principales raisons pour les nombreux postes vacants au Canada était la faible rémunération offerte et non les emplois eux-mêmes. Par conséquent, ces participants ne voulaient pas qu'on amène des immigrants au pays essentiellement pour constituer une main-d'œuvre à bon marché pour les employeurs et croyaient qu'il faudrait redoubler d'efforts pour faire en sorte que tous les Canadiens, y compris les immigrants, aient accès à des emplois assurant un salaire suffisant. Nous avons ensuite informé les participants que des employeurs de tous les secteurs au Canada tentaient activement de pourvoir un million de postes vacants dans le deuxième trimestre de 2022 (il s'agit du résultat le plus élevé jamais enregistré pour un trimestre). Même s'ils jugeaient cela préoccupant, plusieurs se sont de nouveau interrogés quant aux types d'emplois (temps plein, temps partiel, saisonniers) et s'ils offraient un salaire décent et des avantages pour les employés. Plusieurs participants étaient d'avis que les emplois vacants n'attiraient pas les travailleurs potentiels et que les employeurs devraient redoubler d'efforts pour augmenter les heures de travail et la rémunération offerte.

Vaccins contre la COVID-19 et doses de rappel (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19)

Dans trois groupes, les participants ont discuté du vaccin contre la COVID-19 et tout particulièrement des doses de rappel des vaccins « bivalents » récemment approuvés par Santé Canada. Tous avaient reçu un premier vaccin et la plupart avaient reçu au moins une dose de rappel. À l'échelle régionale, tous les participants du Metro Vancouver, la plupart de ceux de l'est de l'Ontario et un peu plus de la moitié des résidents de l'Île-du-Prince-Édouard avaient reçu une dose de rappel du vaccin contre la COVID-19. En discutant de leurs raisons de se faire vacciner, plusieurs ont expliqué l'avoir fait pour se protéger eux-mêmes et protéger leurs proches immunosupprimés contre la COVID-19 et pour alléger la pression exercée sur le système de santé. Quelques participants ont mentionné qu'ils s'étaient fait vacciner principalement pour satisfaire aux exigences de leur employeur ou pour pouvoir voyager, fréquenter les bars et les restaurants, et pour participer à d'autres événements et activités qui exigent la vaccination.

Dans le groupe de Metro Vancouver composé de participants qui n'avaient pas encore reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, la plupart prévoient recevoir cette quatrième dose à un moment ou l'autre, et quelques-uns ont affirmé l'avoir fait dans les jours qui ont précédé la discussion de groupe. Certains ont indiqué qu'ils prendraient rendez-vous pour recevoir leur quatrième dose dès qu'ils y seraient invités par le gouvernement provincial et un petit nombre avaient

récemment contracté la COVID-19 et avaient par conséquent retardé leur prochaine dose. Parmi les nombreux participants qui étaient admissibles à la prochaine dose, mais qui n'avaient pas encore pris de rendez-vous, certains ont invoqué l'absence de sentiment d'urgence puisque les gouvernements provinciaux et fédéral avaient levé les exigences en matière de preuve vaccinale. Même s'ils prévoyaient toujours recevoir une autre dose, un petit nombre de participants avaient l'impression que les vaccins contre la COVID-19 étaient peu efficaces pour empêcher la transmission du virus et qu'il était moins important d'un point de vue de la santé publique qu'ils reçoivent une dose additionnelle, comme c'était le cas au début de la pandémie. Quelques-uns étaient quelque peu hésitants à recevoir une dose additionnelle de vaccin contre la COVID-19 en raison des effets indésirables qu'ils avaient ressentis à la suite des vaccins précédents.

Dans les trois groupes, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler des nouveaux vaccins bivalents récemment approuvés par Santé Canada. À l'échelle régionale, alors que presque tous les participants de Metro Vancouver et la plupart de ceux de l'est de l'Ontario connaissaient ces vaccins, quelques-uns seulement à l'Île-du-Prince-Édouard en avaient entendu parler. Ceux qui connaissaient ces vaccins croyaient généralement qu'ils étaient différents des autres puisqu'ils avaient été modifiés pour lutter plus efficacement contre les nouveaux variants comme Omicron. Pour faciliter la discussion, nous avons informé les participants de ce qui suit :

Au début septembre, Santé Canada a autorisé une version adaptée d'un vaccin contre la COVID-19 que vous connaissez peut-être comme le vaccin (dit « bivalent ») de Moderna, qui cible le virus original du SRAS CoV 2 de 2019 et le variant Omicron (BA.1), et son utilisation est autorisée comme dose de rappel. Au début octobre, Santé Canada a depuis également approuvé un vaccin bivalent Pfizer, destiné aux personnes âgées de 12 ans et plus. Ceux-ci ont un profil similaire au vaccin de rappel Spikevax de Moderna précédemment approuvé et aux vaccins Comirnaty de Pfizer-BioNTech, avec les mêmes effets indésirables légers qui disparaissent rapidement.

Après avoir pris connaissance de cette information, la plupart des participants n'avaient pas de question ni de préoccupation concernant les doses de rappel des vaccins bivalents. Quelques-uns seulement se demandaient si ces vaccins utilisaient la même technologie d'ARN messager (ARNm) que les versions antérieures de vaccins contre la COVID-19 et si les vaccins bivalents étaient plus efficaces que les autres. Certains ont réitéré leurs inquiétudes quant aux réactions indésirables ou aux effets à long terme de ces vaccins. Un petit nombre était préoccupé par les problèmes de santé, comme la myocardite, dont eux-mêmes ou leurs enfants pourraient souffrir après avoir été vaccinés. Même si certains craignaient les effets méconnus à long terme du vaccin contre la COVID-19, très peu ont admis que ces inquiétudes les empêcheraient de recevoir une autre dose à l'avenir. Questionnés à savoir s'ils croyaient que les vaccins bivalents seraient efficaces pour les protéger et protéger leurs proches et leurs communautés, les participants ont eu des réactions mitigées. Plusieurs s'attendaient à ce que les vaccins soient à tout le moins assez efficaces pour réduire le nombre de cas sévères de COVID-19 et limiter le nombre d'hospitalisations dues au virus. Quelques-uns étaient toutefois incertains. Ces derniers ont fait valoir que le vaccin contre la COVID-19 n'avait pas réussi à réduire la transmission et à prévenir la contraction du virus, et doutaient que les vaccins bivalents soient plus efficaces que les versions antérieures. En discutant de la probabilité qu'ils continuent d'être à jour pour

leurs doses régulières de vaccin contre la COVID-19, un grand nombre de participants ont réitéré leur sentiment de manque d'urgence à cet égard. Certains ont expliqué qu'ils considéraient maintenant le vaccin contre la COVID-19 au même titre que le vaccin antigrippal. Alors qu'on recommande de recevoir une dose chaque année, certains ne le faisaient pas toujours.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la saison de la grippe au Canada cette année, plusieurs participants dans le groupe de Metro Vancouver avaient l'impression qu'elle était plus intense qu'à l'habitude et que la hausse des cas d'influenza et du virus respiratoire syncytial (VRS) avait entraîné de longs délais d'attente dans les urgences et les cliniques sans rendez-vous. Seulement un participant avait reçu le vaccin antigrippal cette année. La majorité des participants ignoraient s'ils iraient se faire vacciner. Plusieurs doutaient de l'efficacité des doses annuelles de vaccin contre la grippe, et un nombre égal ont admis n'avoir jamais reçu de vaccin antigrippal ou avaient l'impression que ceux qu'ils avaient reçus s'étaient avérés plutôt inefficaces.

Services du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Ce groupe composé de jeunes adultes de l'Ouest canadien a brièvement discuté des services offerts par le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux services que le gouvernement fédéral offrait aux Canadiens, les participants ont généralement mentionné la santé et l'éducation. Tout en reconnaissant que ces secteurs étaient principalement du ressort des gouvernements provinciaux et territoriaux, plusieurs s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral pourrait améliorer la qualité et l'accessibilité de ces services. En ce qui concerne les soins de santé, ceux-ci avaient l'impression que le gouvernement fédéral pourrait en faire davantage pour augmenter les paiements de transfert aux provinces et territoires, pour mettre sur pied des programmes pour embaucher et inciter plus de travailleurs à choisir le secteur de la santé, et pour investir dans les secteurs comme la santé mentale et le traitement des dépendances. Au sujet de l'éducation, les participants ont suggéré que le gouvernement du Canada offre du financement aux provinces et territoires pour bonifier les indemnités aux enseignants et aux autres travailleurs en éducation, et pour trouver des solutions afin de rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable et plus accessible pour tous les Canadiens.

Questionnés au sujet de la capacité du gouvernement du Canada à fournir des services de passeport, à traiter les demandes d'immigration et à gérer les aéroports et le transport aérien, presque tous les participants étaient d'avis qu'il restait encore beaucoup de travail à faire dans ces secteurs. Plusieurs ont raconté que certains de leurs proches avaient dû attendre très longtemps (parfois des mois) pour des demandes importantes comme un renouvellement de passeport, une résidence permanente ou un permis de travail ou d'études, causant beaucoup d'anxiété pour plusieurs, particulièrement ceux qui devaient obtenir ces documents pour continuer de vivre et de travailler au Canada. De nombreux participants ont exprimé leur frustration envers ce qu'ils considéraient être un manque de communication de la part des ministères comme Service Canada et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) concernant le statut de ces demandes. Les participants avaient

généralement l'impression que ces services avaient été submergés en raison du volume élevé de demandes à la suite de la pandémie de COVID-19 et par conséquent, qu'il était devenu de plus en plus difficile de joindre les représentants des ministères concernés, d'obtenir des mises à jour ou d'être informés des délais prévus pour le traitement de leurs documents. Quelques-uns étaient d'avis que l'augmentation du nombre de demandes de passeports et d'immigration était prévisible et que le gouvernement du Canada aurait dû être mieux préparé pour cette charge de travail accrue provoquée par la levée des exigences de voyage liées à la pandémie. Un certain nombre de participants ont parlé de la situation dans les aéroports et des retards de vols. Certains ont commenté que de nombreux aéroports canadiens, dont l'Aéroport Pearson de Toronto, avaient connu d'importants problèmes durant l'été et que les voyageurs avaient souvent vu leurs vols retardés ou annulés, ou bien attendu de longues heures pour récupérer leurs bagages ou pour passer la sécurité. Quelques-uns croyaient que ces problèmes étaient en grande partie attribuables aux exigences de la santé publique qui étaient toujours en place à ce moment, comme les tests aléatoires pour la COVID-19 et l'utilisation obligatoire de l'application ArriveCAN pour tous les voyageurs qui entraînent au Canada.

Tous les participants étaient persuadés que le gouvernement du Canada était en mesure de résoudre ces problèmes et d'améliorer la prestation des services pour les Canadiens. En discutant des actions que le gouvernement pourrait prendre, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il faudrait redoubler d'efforts pour augmenter les effectifs dans les ministères comme Service Canada et IRCC, et développer des systèmes en ligne qui permettraient aux Canadiens de vérifier rapidement le statut de leurs demandes et d'obtenir une estimation des délais de traitement. Certains croyaient que le gouvernement du Canada pourrait redoubler d'efforts pour communiquer avec les Canadiens en vue de déceler les autres lacunes possibles en matière de prestation de services et pour agir de façon proactive afin de résoudre ces problèmes et éviter qu'ils prennent trop d'ampleur.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec)

Dans trois groupes, les participants ont discuté de la manière dont ils reconnaissent les renseignements et les messages du gouvernement fédéral diffusés à la télévision, dans les médias sociaux, dans les journaux ou à la radio. Questionnés sur les indices qui leur permettent habituellement de déterminer qu'une information émane du gouvernement du Canada, un grand nombre d'entre eux ont parlé d'un logo comportant le mot « Canada » et le drapeau canadien. Plusieurs croyaient aussi que lorsqu'une information de ce type était imprimée ou communiquée à la télévision, sa source était explicitement mentionnée. D'autres éléments distinctifs des communications fédérales ont été

mentionnés par les participants, à savoir l'utilisation du rouge et du blanc, le nom de domaine « gc.ca » sur les sites Web fédéraux, et le recours à des porte-parole fédéraux connus du public. Lorsque nous leur avons demandé comment ils détermineraient qu'une information entendue (à la radio par exemple) provient du gouvernement du Canada, beaucoup ont mentionné sa signature musicale, composée des quatre premières notes de l'hymne national. Plusieurs avaient également l'impression que ces communications audio s'accompagnent souvent d'un énoncé précisant qu'il s'agit d'un message du gouvernement du Canada. Il leur semblait que la même voix féminine servait depuis des décennies et qu'elle était devenue très reconnaissable. Tous les participants ou presque ont affirmé que c'était généralement clair lorsqu'une information était communiquée de façon officielle par le gouvernement du Canada.

Nous avons ensuite présenté aux groupes le mot-symbole du gouvernement du Canada :



Dans cette image, le mot « Canada » est écrit en caractères noirs sur un fond blanc. Le « a » final est surmonté d'un drapeau canadien rouge et blanc.

Cette image était familière à tout le monde, et plusieurs participants ont confirmé qu'il s'agissait du mot-symbole qu'ils avaient décrit précédemment. Presque tous l'associaient au gouvernement du Canada et beaucoup ont dit bien le connaître pour l'avoir vu très souvent au cours de leur vie dans la correspondance officielle, la publicité, et les bâtiments et centres de services fédéraux. Dans la majorité des cas, le mot-symbole n'éveillait pas de résonance personnelle chez les participants, mais des sentiments assez neutres. Un petit nombre ont dit éprouver un sentiment d'appartenance ou une certaine nostalgie à la vue du mot-symbole, qu'ils rattachaient à leur identité en tant que Canadiens. Plusieurs l'associaient avant tout à des tâches annuelles comme leur déclaration de revenus ou une demande de permis. À la question de savoir pourquoi le gouvernement du Canada recourait à ce symbole dans ses communications, la plupart des participants ont répondu que celui-ci confère une légitimité au message et signale la présence d'une information importante à laquelle il faut prêter attention. Selon eux, son utilisation systématique pendant de nombreuses années en avait fait un symbole immédiatement reconnaissable, qui faisait partie de l'image de marque du gouvernement fédéral. En ce qui concerne les endroits où ils s'attendaient à voir le mot-symbole, les participants en ont mentionné plusieurs, dont la correspondance fédérale, les publicités, les formulaires de demande de documents importants, comme les passeports, et certains lieux physiques comme les bureaux de Service Canada. Lorsque nous leur avons demandé s'ils faisaient habituellement confiance aux renseignements accompagnant le mot-symbole, la plupart ont répondu que oui. Quelques participants ont tenu à nuancer, expliquant que même s'ils avaient confiance dans le caractère factuel des renseignements et leur provenance, cela ne signifiait pas forcément qu'ils les acceptaient sans se poser de questions. Certains ont dit qu'ils ne partageaient pas toujours les conclusions du gouvernement

fédéral, sachant qu'il y a souvent plusieurs manières possibles de présenter et d'interpréter des informations factuelles.

Nous avons ensuite invité les participants à écouter la signature musicale officielle du gouvernement du Canada :



GC approved musical signature for FIP.wav

Ceci est un court audioclip de deux secondes où on peut entendre les premières notes de l'hymne national du Canada.

Cet indicatif sonore était connu de tous. Plusieurs participants se rappelaient l'avoir entendu à la radio et à la télévision, sur des plateformes audio telles que Spotify, et dans des publicités et du contenu numérique diffusés sur des plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter. De l'avis général, à l'instar du mot-symbole, la signature musicale du gouvernement du Canada se voulait un indicatif immédiatement reconnaissable qui confirme l'origine des informations ou du contenu transmis. Plusieurs ont souligné qu'en raison de son lien avec l'hymne national du Canada, cette signature était aisément identifiable.

Mésinformation (jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Trois groupes composés de jeunes adultes ont abordé le thème de la mésinformation. Pour lancer la discussion, nous leur avons demandé quelles plateformes et applications de médias sociaux ils avaient l'habitude d'utiliser. Facebook, Twitter, Instagram, TikTok, Snapchat et Reddit ont figuré parmi les mentions. Les plateformes de médias numériques, comme YouTube et Spotify, ont également été citées par beaucoup. La plupart des participants ont dit consulter ces diverses plateformes au moins une fois par jour, mais quelques-uns ont expliqué qu'ils essayaient de modérer leur consommation, inquiets du temps qu'ils passaient sur les médias sociaux. À la question de savoir vers laquelle de ces plateformes ils se tourneraient, le cas échéant, pour obtenir des renseignements sur des questions de santé, plusieurs ont répondu qu'ils feraient appel à YouTube ou Facebook. Une majorité croyaient cependant qu'ils opteraient plutôt pour un moteur de recherche comme Google ou se rendraient directement sur les sites Web des gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux ou ceux d'organismes de santé reconnus.

Un grand nombre de participants ont confirmé qu'ils tombaient presque chaque jour sur des informations dont ils ne savaient pas avec certitude si elles étaient vraies ou fausses. Lorsque nous leur avons demandé d'où proviennent habituellement ces informations sujettes à caution, ils ont mentionné les blogues de santé et de forme physique, les sites Web liés aux entreprises de commercialisation à paliers multiples (MLM) ainsi que les blogues financiers (en particulier ceux qui traitent de moyens de placement comme les cryptomonnaies). Quelques-uns ont indiqué qu'ils

seraient peu susceptibles de se fier aux informations trouvées dans les médias sociaux, jugeant que le contenu véhiculé sur ces plateformes est souvent dénaturé ou présenté de manière inexacte par ceux qui les publient. À la question de savoir comment ils s’y prendraient pour déterminer si des informations sont vraies ou fausses, la plupart des participants ont répondu qu’ils vérifieraient les détails auprès de sources faisant autorité, par exemple des sites Web fédéraux, provinciaux et territoriaux, des organismes officiels et des études évaluées par des pairs. Invités à dire ce qu’évoquait pour eux la « mésinformation », ils ont généralement répondu que le terme désigne des informations dénaturées ou fausses présentées comme légitimes. Plusieurs l’associaient aux « fausses nouvelles » et croyaient que ce type d’informations étaient souvent de nature conspirationniste. Nombre de participants ont cité Facebook à cet égard, expliquant que la mésinformation était particulièrement répandue sur cette plateforme.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice qui consistait à lire une série de grands titres et à se prononcer sur la véracité de chacun.

De nouvelles preuves montrent que la variole simienne est un effet secondaire des vaccins contre la COVID-19.

La plupart des participants ont affirmé d’emblée que cet énoncé était faux, bien que quelques-uns en étaient moins sûrs. Personne ne croyait qu’il comportait la moindre vérité. Même si plusieurs participants avaient des doutes concernant l’innocuité du vaccin contre la COVID-19, aucun ne trouvait logique qu’il soit relié à un virus tout à fait différent comme la variole simienne. Certains trouvaient que l’expression « de nouvelles preuves » était assez vague et considéraient ce manque de précision comme un indice probable du caractère trompeur ou erroné de l’assertion. De l’avis général, ce genre de grand titre était susceptible d’être publié sur des plateformes comme Facebook et Twitter dans le but d’alimenter le scepticisme et la méfiance à l’égard du vaccin contre la COVID-19.

Les aliments génétiquement modifiés sont moins sûrs que les variétés traditionnelles.

Les avis quant à l’exactitude de cet énoncé étaient à peu près également partagés, la balance penchant légèrement en faveur du « vrai ». Certains participants ont reconnu qu’ils n’en savaient pas assez à ce sujet pour se faire une opinion. Alors que plusieurs avaient la ferme conviction que les aliments génétiquement modifiés (GM) sont aussi sécuritaires que les aliments traditionnels, de plus nombreux participants étaient tout aussi certains que les aliments GM, même s’ils ne présentent pas de danger, sont moins nutritifs et bénéfiques que ceux de l’agriculture traditionnelle. Quelques personnes ont fait remarquer que le titre lui-même était un peu trompeur, car même si techniquement parlant les aliments GM ne sont pas moins sûrs que les autres, ils n’en sont pas pour autant équivalents sur le plan de la valeur nutritive. En ce qui concerne les endroits où l’on pouvait s’attendre à trouver ce type d’énoncé, plusieurs participants ont mentionné les blogues traitant de santé et de forme physique et les informations à l’appui présentées par des lobbyistes ou de grandes sociétés du secteur alimentaire.

Les troubles de santé mentale peuvent être attribués à des modifications de l’activité du cerveau.

Le nombre de participants qui croyaient cet énoncé au moins partiellement vrai correspondait grosso modo au nombre de participants neutres ou moins sûrs de leur évaluation. Parmi les premiers,

beaucoup avaient le sentiment que l'énoncé était juste, car il concordait avec leur impression que la plupart des médicaments utilisés pour traiter la dépression et l'anxiété visent à corriger des déséquilibres chimiques dans le cerveau. Parmi les seconds, il a été mentionné qu'on n'en savait pas assez sur les problèmes de santé mentale pour en déterminer les causes précises. Quelques participants attribuaient ces lacunes à la stigmatisation auparavant associée aux questions de santé mentale. Même si plusieurs croyaient que des changements dans l'activité cérébrale sont effectivement en cause, il leur semblait probable que des facteurs externes comme les traumatismes personnels et les changements de vie inattendus entrent également en jeu. Les participants pensaient que ce type d'énoncé pourrait figurer dans des blogues sur la santé mentale ou les sites Web d'autorités de la santé.

Les antibiotiques ne peuvent pas être utilisés pour traiter le rhume et la grippe.

Les participants ont été un peu plus nombreux à considérer cet énoncé comme vrai qu'à se dire incertains ou à penser qu'il était faux. Dans le cas des premiers, la plupart avaient cru comprendre que les antibiotiques servent surtout à traiter des infections bactériennes, et non des infections virales comme la grippe et le rhume. Du côté des participants neutres ou indécis, plusieurs avaient déjà entendu dire que les antibiotiques permettent de lutter soit contre les infections bactériennes, soit contre les infections virales, mais ils ne se rappelaient plus la bonne réponse. Quelques autres ne savaient pas ce qu'on entendait précisément par « le rhume et la grippe » et hésitaient donc à se prononcer. Enfin, parmi les participants moins nombreux qui croyaient que l'énoncé était faux, certains avaient l'impression qu'on leur avait déjà prescrit des antibiotiques pour un rhume ou une grippe, sans en être toutefois parfaitement sûrs. De l'avis général, il fallait s'attendre à lire ce genre d'énoncé sur le site Web d'une autorité sanitaire ou d'un organisme voué à la santé.

La plupart des participants ont dit avoir fait appel à leur bagage de connaissances ainsi qu'à leur intuition pour déterminer si les énoncés étaient vrais ou faux. Presque tous ont indiqué qu'ils auraient probablement le réflexe de vérifier ces renseignements auprès de sources officielles ou dignes de confiance, en particulier s'ils provenaient des médias sociaux. Lorsque nous leur avons posé la question, presque tous étaient sûrs d'avoir correctement évalué chaque énoncé. Cela dit, presque tous étaient également ouverts à tenir compte d'autres éléments – tirés de sources fiables telles que des revues savantes avec comité de lecture – qui infirmeraient leur opinion. Les participants étaient nombreux à trouver l'ampleur actuelle de la désinformation fort préoccupante. D'après ce qu'ils constataient, la publication de grands titres et d'articles faux ou trompeurs s'accélérait sur les plateformes de médias sociaux et une bonne partie de la population ajoutait désormais foi à des contre-vérités. Certains s'inquiétaient tout particulièrement de l'incidence qu'aurait cette vague croissante de désinformation sur la jeunesse canadienne, qui n'avait pas encore développé l'esprit critique nécessaire pour discerner le vrai du faux dans l'information qui lui tombait sous les yeux.

Pour conclure ces discussions, nous avons présenté aux participants les réponses et les explications suivantes concernant chaque énoncé :

« De nouvelles preuves montrent que la variole simienne est un effet secondaire des vaccins contre la COVID-19. »

Ceci est faux. Les médecins, les professionnels de la santé et les chercheurs en médecine affirment que la variole simienne ne peut pas être contractée par le biais de la vaccination contre la COVID-19.

« Les aliments génétiquement modifiés sont moins sûrs que les variétés traditionnelles. »

Ceci est faux. Les aliments génétiquement modifiés (OGM) ont fait leurs preuves, y compris en matière de sécurité, après plus de 20 ans de présence sur le marché. Consommer des aliments OGM présente le même niveau de risque que de consommer le même aliment non OGM dont les ingrédients proviennent de plantes modifiées par des techniques de sélection végétale plus anciennes.

« Les troubles de santé mentale peuvent être attribués à des modifications de la chimie du cerveau. »

Ceci est vrai. De nombreux facteurs contribuent aux problèmes de santé mentale, y compris la chimie du cerveau.

« Les antibiotiques ne peuvent pas être utilisés pour traiter le rhume et la grippe. »

Lorsqu'il s'agit de virus – comme ceux qui causent la COVID-19, le rhume ou la grippe, et d'autres maladies virales –, les antibiotiques ne fonctionnent pas.

Enjeux postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario)

Les participants du groupe de l'est de l'Ontario, poursuivant tous un programme d'études supérieures à l'heure actuelle, ont engagé une discussion sur l'éducation postsecondaire au Canada. Pour commencer, ils ont été invités à expliquer leur choix quant au programme postsecondaire auquel ils étaient actuellement inscrits. De très nombreux facteurs ont été mentionnés, notamment les possibilités de carrière futures, l'intérêt personnel pour un programme d'études en particulier, les subventions et les bourses d'études, le coût des droits de scolarité et des frais, l'influence des parents, l'emplacement de l'établissement et le rendement scolaire à l'école secondaire.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel ils ont évalué une série d'initiatives proposées par le gouvernement du Canada en matière d'éducation postsecondaire. Celles-ci comprenaient notamment :

- *permettre aux nouveaux parents de suspendre le remboursement de leurs prêts étudiants jusqu'à ce que leur plus jeune enfant ait cinq ans;*
- *continuer à élargir les initiatives, les occasions et les programmes axés sur les compétences et l'emploi qui sont destinés aux jeunes et aux étudiants canadiens;*
- *créer un nouveau volet de la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap;*
- *élargir les voies d'accès à la résidence permanente pour les étudiants internationaux au moyen du système Entrée express (utilisé pour gérer les demandes d'immigration présentées par des travailleurs qualifiés);*

- *faire passer à 50 000 \$ le seuil du Programme d'aide au remboursement pour les étudiants emprunteurs qui sont célibataires et apporter les modifications appropriées aux seuils pour les familles de diverses tailles;*
- *éliminer définitivement les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis.*

Plusieurs des initiatives proposées ont reçu un grand soutien de la part des participants. De nombreux participants ont exprimé un enthousiasme particulier à l'égard du programme visant à permettre aux nouveaux parents de suspendre le remboursement de leurs prêts étudiants jusqu'à ce que leur plus jeune enfant ait cinq ans. Certains étaient d'avis que cette mesure leur permettrait de mieux concentrer leurs ressources financières sur l'éducation de leurs jeunes enfants. Les participants ont fait valoir que l'éducation de jeunes enfants pouvait s'avérer très coûteuse et que cet allègement temporaire de la dette fédérale liée aux prêts étudiants donnerait à un plus grand nombre de jeunes Canadiens les ressources financières nécessaires pour fonder une famille. L'initiative visant à éliminer de façon permanente l'intérêt sur les prêts canadiens aux étudiants et aux apprentis a également reçu un large soutien. Plusieurs étaient d'avis que cela contribuerait à atténuer considérablement le stress et l'anxiété que ressentent actuellement les personnes ayant une dette d'études élevée.

Plusieurs participants se sont également montrés favorables à l'ajout d'un nouveau volet à la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap. Ils étaient d'avis que les mécanismes de soutien existants pour les personnes vivant avec un handicap étaient insuffisants et que toute augmentation des dépenses dans ce domaine représenterait un changement positif. Un petit nombre d'entre eux avaient l'impression que certains employeurs n'étaient actuellement pas disposés à embaucher des personnes handicapées, et que ce programme pourrait grandement aider ces dernières à accéder à de nouvelles perspectives d'emploi. L'initiative visant à élargir la voie d'accès des étudiants internationaux à la résidence permanente (RP) à l'aide du système Entrée express a également été saluée, plusieurs étant d'avis qu'en étant déjà établis au Canada, les étudiants internationaux devraient être considérés comme des candidats idéaux pour obtenir le statut de RP. Il convient en outre de souligner que ceux-ci seraient probablement en mesure de mettre à profit les compétences acquises dans le cadre de leurs programmes d'études postsecondaires canadiens et de contribuer immédiatement à la main-d'œuvre et à l'économie canadiennes.

L'initiative visant à poursuivre le déploiement de stratégies, de possibilités et de programmes axés sur les compétences et l'emploi destinés aux jeunes et aux étudiants a reçu un appui plus modeste. Si plusieurs d'entre eux trouvaient que les perspectives d'emploi étaient peu favorables et qu'ils n'avaient pas l'expérience nécessaire pour obtenir un emploi dans leur domaine de préférence, beaucoup pensaient que cette initiative était trop vague et ne disposait pas des engagements réalisables figurant dans les autres programmes. De même, très peu ont salué l'initiative destinée à augmenter à 50 000 \$ le seuil du Programme d'aide au remboursement pour les étudiants emprunteurs qui sont célibataires et à apporter les modifications appropriées aux seuils pour les familles de diverses tailles. Plusieurs ont précisé que même s'ils n'avaient pas une opinion négative de l'initiative, ils estimaient ne pas en savoir assez sur la structure actuelle du Programme canadien de prêts aux étudiants pour pouvoir en faire une évaluation adéquate.

Les participants ont ensuite engagé une discussion sur leurs attentes concernant leur entrée dans la vie active à la fin de leur programme d'études actuel. Interrogés sur ce qu'ils espéraient faire après l'obtention de leur diplôme, beaucoup prévoyaient poursuivre un diplôme d'études supérieures ou une certification professionnelle avant d'occuper un emploi. Un plus petit nombre comptait travailler immédiatement après l'obtention du diplôme, soit en trouvant un emploi de manière autonome ou en faisant appel aux services d'un recruteur. Invités à dire s'ils pensaient qu'il y avait suffisamment de possibilités d'emploi dans l'est de l'Ontario, beaucoup ont répondu par l'affirmative. Un plus petit nombre, cependant, était d'avis que les villes et les collectivités de cette région étaient trop petites pour offrir suffisamment de possibilités d'emploi et qu'ils devraient probablement déménager dans une plus grande agglomération afin de poursuivre le cheminement de carrière qu'ils avaient prévu. Plusieurs ont exprimé leur incertitude quant aux types d'emplois qui leur seraient offerts après l'obtention de leur diplôme et ne savaient pas s'ils allaient demeurer dans l'est de l'Ontario.

Interrogés sur les facteurs qu'ils jugeaient les plus importants au moment de postuler ou d'accepter un nouvel emploi, les participants ont fourni un large éventail de réponses. Celles-ci comprenaient notamment la rémunération, les avantages sociaux, le lieu de travail, la possibilité de travailler à domicile, un juste équilibre entre le travail et la vie privée, le fait de trouver un sens et une importance à leur travail, la possibilité de se réaliser et d'acquérir de nouvelles compétences, et le partage de valeurs communes avec leur employeur et l'entreprise. Un petit nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils n'accepteraient qu'un poste syndiqué, estimant que cela était très important. À la question de savoir s'il était essentiel qu'un employeur éventuel fasse preuve de responsabilité environnementale, les participants ont exprimé des avis partagés. Plusieurs ont répondu par l'affirmative, indiquant qu'ils souhaiteraient sincèrement travailler pour une entreprise qui encourage la durabilité et des pratiques plus écologiques. Cependant, un nombre similaire a déclaré que même si elle constituait un avantage supplémentaire, la politique environnementale d'un employeur serait probablement secondaire par rapport à d'autres facteurs, comme la rémunération et le type de travail offert. Quelques-uns ont estimé que cela était relativement peu important, tant que leur employeur ne prenait pas part à des pratiques qui nuisaient activement à l'environnement. Interrogés à savoir s'il était essentiel qu'un employeur éventuel fasse preuve de responsabilité sociale, les participants ont à nouveau exprimé des avis partagés. Plusieurs ont déclaré que de telles pratiques leur procureraient un sentiment de fierté à l'égard de l'entreprise et qu'il s'agissait d'un aspect important pour eux au moment de déterminer où postuler. D'autres ont indiqué que, s'il fallait prendre cet élément en considération, il était peu probable que ce soit le principal facteur de décision quant à l'acceptation ou au refus d'un poste. Un petit nombre d'entre eux ont indiqué qu'il était peu probable qu'ils tiennent compte de la responsabilité sociale d'un employeur dans leur processus de décision.

Les participants ont pris part à un exercice au cours duquel ils ont comparé les termes *bon emploi* et *bonne carrière*. Réagissant à la notion de *bon emploi*, les participants ont répondu dans une large mesure que ces termes désignaient un poste qui les stimulerait et qu'ils aimeraient occuper. Il a été suggéré qu'un *bon emploi* était celui où les participants se sentaient valorisés, épanouis et bénéficiaient d'un salaire décent, d'avantages sociaux et d'un bon équilibre entre le travail et la vie privée. Pour ce qui est de la définition d'une *bonne carrière*, les participants ont affirmé que ces termes étaient davantage liés à la capacité d'une personne d'atteindre des objectifs à long terme, de parvenir à une stabilité financière, de s'épanouir sur le plan personnel et de contribuer à quelque chose de

significatif ou de plus grand que soi. À la question de savoir en quoi ces termes étaient similaires ou différents, les participants ont suggéré qu'un *bon emploi* décrivait des conditions positives dans l'immédiat, tandis qu'une *bonne carrière* se rapportait davantage aux objectifs à long terme et à une vie épanouissante.

Enjeux à l'approche de la retraite (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite)

Dans un groupe de personnes de la Colombie-Britannique qui sont en fin de carrière, les participants ont engagé une discussion sur un certain nombre de questions concernant la retraite. Pour commencer, les participants ont été invités à indiquer les enjeux qui, selon eux, nécessitaient le plus d'attention de la part du gouvernement fédéral. Les domaines mentionnés comprenaient l'environnement et les changements climatiques, le bien-être collectif, la précarité du logement et l'itinérance, les soins de santé et l'augmentation perçue du coût de la vie à l'heure actuelle.

En se concentrant plus spécifiquement sur la question de la retraite, plusieurs participants ont exprimé des inquiétudes quant à leur sécurité financière dans l'avenir, surtout à la lumière du taux d'inflation élevé qui prévaut actuellement. Les participants célibataires ont estimé que la retraite était une perspective particulièrement sombre, étant donné qu'ils n'avaient qu'un seul revenu pour vivre, ne pouvant compter sur un partenaire avec qui partager les dépenses. Quelques participants ont déclaré avoir déjà essayé de prendre leur retraite, mais l'augmentation des frais médicaux et du logement, ainsi que la hausse générale des prix des produits de première nécessité, comme l'épicerie et l'essence, les ont poussés à revenir sur le marché du travail. Certains ont exprimé leur incertitude quant à leur capacité à subsister uniquement sur le revenu fixe de leur pension et des avantages sociaux. Quelques-uns étaient également inquiets de perdre les avantages (comme les soins dentaires) qu'ils recevaient actuellement de leur employeur s'ils devaient choisir de prendre leur retraite. La plupart des participants ont indiqué que l'augmentation du coût de la vie à l'heure actuelle avait compliqué les choses au moins dans une certaine mesure. Certaines personnes ont déclaré avoir pris la décision de réduire leurs déplacements en voiture en raison de la hausse du prix de l'essence, et de reporter éventuellement leurs projets de retraite de plusieurs années afin d'acquérir suffisamment d'économies pour s'adapter à la hausse des dépenses. D'autres craignaient de ne jamais pouvoir prendre leur retraite et de devoir continuer à travailler d'une manière ou d'une autre pour le reste de leur vie.

Dans le cadre d'une discussion sur les mesures qu'ils ont prises pour préparer leur retraite, les participants ont mentionné une série d'activités. Celles-ci comportaient notamment les éléments qui suivent :

- investir à long terme dans des actions, notamment dans le cadre de programmes fédéraux enregistrés, comme le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER);
- augmenter le montant des versements afin de rembourser plus rapidement leur prêt hypothécaire;
- accueillir des locataires résidents comme moyen de gagner un revenu supplémentaire;

- rechercher un emploi à temps partiel (en plus de leur emploi actuel) pour augmenter leur revenu.

Les participants ont ensuite été invités à faire part de leurs points de vue concernant l'importance des différents programmes gouvernementaux, comme le Régime de pensions du Canada (RPC), la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) dans leurs plans de retraite respectifs. Bien que la plupart des participants aient généralement convenu que ces mesures comportaient d'importants avantages, beaucoup étaient d'avis qu'elles ne suffiraient pas à elles seules à satisfaire leurs besoins financiers à la retraite. Interrogés également sur les REER, beaucoup ont estimé qu'ils étaient essentiels, même si plusieurs personnes étaient d'avis que l'efficacité de ces programmes dépendait en grande partie du montant du revenu excédentaire que l'on pouvait consacrer à l'investissement dans de tels programmes. Les participants ont ensuite reçu des renseignements supplémentaires sur les prestations de la SV, du SRG et du RPC :

Le montant de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) est payable aux personnes âgées de 65 ans et plus qui ont résidé au Canada pendant au moins 10 ans depuis l'âge de 18 ans. Ce revenu est imposable et est assujéti à un impôt de récupération si le revenu annuel net est supérieur au seuil du revenu net de toutes provenances fixé pour l'année en question (79 845 \$ pour 2021).

Le Supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation supplémentaire non imposable payable aux pensionnés de la SV à faible revenu. Le montant de l'Allocation qu'une personne recevra est établi en fonction de son état matrimonial et de son revenu. Le SRG est recalculé chaque année en juillet en fonction de son revenu net de l'année civile précédente. Les paiements peuvent augmenter, diminuer ou même cesser en fonction de la variation de son revenu net annuel.

La pension de retraite du Régime de pensions du Canada (RPC) est une prestation mensuelle imposable qui assure un remplacement partiel du revenu au moment de la retraite. Le montant de vos prestations mensuelles est établi en fonction de la moyenne des revenus tout au long de votre vie active, de vos cotisations au RPC, et de l'âge auquel vous décidez de commencer à recevoir votre pension de retraite du RPC. Plus tôt vous faites votre demande, moins vous recevrez mensuellement. Pour recevoir une pension de retraite, vous devez avoir au moins 60 ans et avoir versé au moins une cotisation valide au RPC.

Les prestations de la SV, du SRG et du RPC sont ajustées chaque année en fonction des variations dans l'indice des prix à la consommation (la SV et le SRG sont révisés en janvier, avril, juillet et octobre; les augmentations des taux des prestations du Régime de pensions du Canada [RPC] sont calculées une fois par année et entrent en vigueur en janvier) afin de s'assurer qu'elles suivent le coût de la vie.

Les participants ont réagi de diverses manières à cette information. Certains ont déclaré que, si le rajustement annuel de ces prestations au coût de la vie constituait une évolution positive, ces prestations ne seraient probablement pas suffisantes pour assurer leur subsistance. Quelques-uns ont déclaré ne pas connaître le SRG et étaient curieux de savoir s'il leur serait accessible. Un petit groupe se demandait comment le seuil du revenu net de toutes provenances était calculé, tandis que d'autres critiquaient le fait que le RPC soit un avantage imposable, estimant que cela était injuste étant donné qu'ils avaient l'impression d'avoir déjà payé de l'impôt sur ce revenu. Les participants ont également été informés qu'une bonification du RPC avait commencé à être introduite progressivement en 2019 et

qu'elle permettrait d'augmenter le montant des prestations à la retraite en échange de cotisations plus élevées au RPC. Bien que certains aient estimé que cette mesure pourrait s'avérer avantageuse, plusieurs participants ont jugé qu'elle n'apportait pas de solution à ce qu'ils considéraient comme le problème fondamental, à savoir que de nombreux Canadiens qui sont sur le point de prendre leur retraite n'ont pas de revenu supplémentaire à consacrer à des cotisations plus élevées à ce programme. Les participants ont ensuite été informés qu'à compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus verront une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse. La plupart en avaient entendu parler et pensaient que cela aiderait les personnes âgées dans une certaine mesure, mais beaucoup étaient d'avis que cette augmentation devrait être accordée à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus, au lieu de fixer le seuil à 75 ans.

Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus pour soutenir les personnes qui planifient leur retraite, les participants ont formulé notamment les suggestions suivantes :

- soutenir davantage les jeunes Canadiens et permettre ainsi aux parents de consacrer davantage de revenus à leur propre retraite plutôt qu'à l'aide aux enfants;
- augmenter l'imposition des grandes entreprises et utiliser ces recettes fiscales pour soutenir les personnes âgées en leur offrant des avantages supplémentaires;
- offrir davantage de soutien et investir des sommes plus importantes pour promouvoir l'autonomie des aînés, notamment en améliorant les options de soins à domicile et de longue durée.

Armes à feu (jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Les participants de ce groupe composé de jeunes adultes résidant dans l'Ouest canadien ont pris part à une brève discussion sur les armes à feu et le programme fédéral de rachat prévu pour les armes d'assaut interdites au Canada. Tous les participants ont estimé que le contrôle des armes à feu était une question importante et devait être une priorité pour le gouvernement du Canada. Dans le cadre d'une discussion sur la réglementation actuelle concernant les armes à feu, le nombre de participants qui pensaient que les lois au Canada devraient être plus strictes était à peu près égal à celui des participants qui estimaient qu'elles devraient rester les mêmes. Ceux qui étaient en faveur d'une réglementation plus poussée en matière d'armes à feu pensaient que les crimes à main armée au Canada constituaient un problème croissant, que les simples citoyens avaient peu de raisons de posséder de telles armes et que rien ne justifiait que celles-ci ne soient pas interdites à un degré plus élevé. Les participants qui croyaient que les lois sur les armes à feu étaient suffisantes à leur niveau actuel ont fait remarquer que, s'il était important de s'attaquer aux crimes à main armée, il n'était pas nécessaire d'introduire de nouvelles mesures qui entraîneraient des répercussions sur les propriétaires d'armes respectueux des lois en les empêchant de participer à des activités comme la chasse ou le tir sportif récréatif. Aucun participant ne pensait que la réglementation sur les armes à feu devrait être assouplie par le gouvernement du Canada.

La plupart pensaient que le gouvernement fédéral était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne le contrôle des armes à feu, et de nombreux participants avaient l'impression qu'un certain

nombre de nouvelles mesures avaient été introduites ces dernières années pour réduire la criminalité par arme à feu au Canada. Si peu d'entre eux connaissaient les détails précis de ces mesures, certains se souvenaient avoir vu des manchettes concernant le récent gel national de l'achat, de la vente et du transfert d'armes de poing et l'interdiction antérieure des armes à feu de type assaut. Si aucun d'entre eux ne pensait que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie en matière de contrôle des armes à feu, quelques-uns (y compris ceux qui avaient eux-mêmes été soumis au processus pour la délivrance de leur permis) ont suggéré que les exigences en matière de certification pour l'utilisation d'armes à feu devraient être plus strictes, affirmant qu'il était actuellement trop facile d'obtenir un permis de port d'arme. Un petit nombre d'entre eux ont également exprimé la nécessité de procéder à des contrôles de santé mentale plus approfondis pour les futurs propriétaires, afin de s'assurer que ces personnes ne représentent pas une menace pour elles-mêmes ou pour les autres si elles obtiennent une autorisation de posséder une arme à feu.

En ce qui concerne plus particulièrement les règlements sur les armes à feu de type assaut, les participants ont été informés que, depuis le 1^{er} mai 2020, plus de 1 500 modèles d'armes à feu de type assaut ont été classés comme prohibés par le gouvernement du Canada, y compris l'AR-15. Certains participants ont réagi en remettant en question l'efficacité de cette initiative, étant donné qu'ils avaient l'impression que les crimes à main armée s'étaient poursuivis sans relâche au cours des deux années suivant cette annonce. Bien que certains aient vu des articles à la une sur l'annonce d'un programme fédéral de rachat d'armes interdites de type assaut, peu d'entre eux se souvenaient de détails précis. Pour clarifier la situation, les participants ont été informés que le gouvernement fédéral lancerait un programme de rachat pour assurer le retrait sûr et permanent de ces armes, tout en cherchant à dédommager équitablement les propriétaires d'armes à feu et les entreprises qui avaient subi un préjudice financier en raison de cette interdiction. La plupart ont affirmé que, dans la mesure où l'indemnisation offerte aux propriétaires d'armes à feu et aux entreprises touchées par l'interdiction représentait une juste valeur pour leurs biens, il s'agissait d'une mesure positive qui contribuerait probablement à assurer la sécurité des Canadiens dans l'avenir. Quelques-uns avaient une opinion divergente, estimant que cette mesure était injuste pour les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi qui détenaient toutes les certifications nécessaires et avaient acheté leurs armes légalement. Ceux-ci ont estimé qu'en plus d'empiéter sur les droits de propriété personnelle des propriétaires d'armes à feu, cette mesure serait inefficace pour lutter contre les crimes à main armée, ceux qui cherchent à obtenir ces armes pouvant toujours le faire par des moyens illégaux.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – November 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT/EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues., November 1 st	6:00-8:00 (EDT)	6:00-8:00 (EDT)	Eastern Ontario	Post-Secondary Students	TBW
2	Wed., November 2 nd	5:00-7:00 (EDT)	6:00-8:00 (ADT)	Prince Edward Island	General Population	MP
3	Tues., November 8 th	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST) 7:00-9:00 (AST) 7:30-9:30 (NST)	Eastern Canada (Atlantic Region & ON)	Young adults, aged 25-30	TBW
5	Thurs., November 10 th	6:00-8:00 (EST)	6:00-8:00 (EST)	City of Toronto	Iranian Canadians	DN
6	Tues., November 15 th	9:00-11:00 (EST)	6:00-8:00 (PST)	British Columbia	People Nearing Retirement	TBW
7	Wed., November 16 th	8:00-10:00 (EST)	6:00-8:00 (MST)	Mid-size and Major Centres Alberta	Prospective Vehicle Buyers/Lessees	DN
9	Tues., November 22 nd	9:00-11:00 (EST)	6:00-8:00 (PST)	Metro Vancouver – British Columbia	Not Received 4 th Dose of COVID-19 Vaccine	TBW
10	Wed., November 23 rd	8:00-10:00 (EST)	7:00-9:00 (CST) 6:00-8:00 (MST) 5:00-7:00 (PST)	Western Canada (SK, MB, AB, BC)	Young adults, aged 18-24	DN

12	Mon., November 28 th	8:00-10:00 (EST)	7:00-9:00 (CST)	Mid-size and Major Centres Prairies	Working Mothers	TBW
----	---------------------------------	------------------	-----------------	----------------------------------------	-----------------	-----

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END

A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes	THANK AND END
No	CONTINUE

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Eastern Ontario	<p>Cities include (but are not limited to): Ottawa, Kingston, Belleville, Cornwall, Brockville, Prince Edward, Russell, Greater Napanee, Pembroke, Rockland, Hawkesbury, Smiths Falls, Embrun, Renfrew, Arnprior, Prescott, Perth.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Prince Edward Island	<p>Cities could include (but are not limited to): Charlottetown, Summerside, Stratford, Cornwall.</p> <p>MAX 4 PARTICIPANTS FROM CHARLOTTETOWN. NO MORE THAN TWO PER OTHER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Eastern Canada (Atlantic Region & ON)	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p><u>NS</u>: Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney.</p> <p><u>NB</u>: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston.</p> <p><u>PEI</u>: Charlottetown, Summerside.</p> <p><u>N&L</u>: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook.</p> <p><u>ON</u>: Toronto, Ottawa-Gatineau, Hamilton, Kitchener, London, Oshawa, Thunder Bay, Sudbury, Peterborough, Belleville, Stratford, Bolton, Collingwood, Owen Sound, Brockville, Cobourg, Fort Erie, Simcoe.</p>	CONTINUE – GROUP 3

	<p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM ONTARIO. AT LEAST 1 PARTICIPANT FROM EACH ATLANTIC PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS BOTH REGIONS. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
City of Toronto	<p>City includes: City of Toronto.</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 5
British Columbia	<p>Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Surrey, Victoria, Richmond, Burnaby, Kelowna, Abbotsford, Nanaimo, Kamloops, White Rock, Chilliwack, Prince George, Vernon, Port Alberni, Squamish, Prince Rupert, Williams Lake, Kitimat, Smithers.</p> <p>MAX 3 PARTICIPANTS FROM THE LOWER MAINLAND AND 1 FROM VANCOUVER ISLAND. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Mid-size and Major Centres Alberta	<p>Major population = 100,000+ Calgary, Edmonton.</p> <p>Mid-size population = 50,000-99,999 Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie.</p> <p>ENSURE AT LEAST ONE EACH FROM CALGARY AND EDMONTON. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Metro Vancouver – British Columbia	<p>Cities/towns include: Vancouver, Surrey, Burnaby, Richmond, Coquitlam, Township of Langley, Delta, Maple Ridge, District of North Vancouver, New Westminister, Port Coquitlam, City of North Vancouver, West Vancouver, Port Moody, City of Langley, White Rock, Pitt Meadows, Bowen Island, Anmore, Lions Bay, Belcarra.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/TOWNS ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 3 FROM CITY OF VANCOUVER & 1 PER OTHER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 9

<p>Western Canada (SK, MB, AB, BC)</p>	<p>Cities include (but are not limited to): <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan. <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden. <u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake. <u>British Columbia</u>: Vancouver, Victoria, Kelowna, Abbotsford, Surrey, Kamloops, Chilliwack, Prince George, Vernon, Penticton, Parksville, Duncan, Tsawwassen, Ladner, Squamish, Fort St. John.</p> <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 10</p>
<p>Mid-size and Major Centres Prairies</p>	<p>Cities include: <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson. <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 12</p>

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

<p>Less than two years</p>	<p>THANK AND END</p>
<p>Two years or more</p>	<p>CONTINUE</p>
<p>Don't know/Prefer not to answer</p>	<p>THANK AND END</p>

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

<p>Under 18 years of age</p>	<p>IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.</p>
<p>18-24</p>	<p>IF WESTERN CANADA = GROUP 10 IF EASTERN CANADA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE</p>
<p>25-30</p>	<p>IF EASTERN CANADA = GROUP 3</p>

	IF WESTERN CANADA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
31-40	IF EASTERN CANADA = THANK AND END IF WESTERN CANADA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
41-50	
51-64	
65+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.
GROUP 1 MAY SKEW YOUNGER (18-30).
GROUP 6 MAY SKEW OLDER-MIDDLE AGED (50s/60s).
GROUP 9 MAY SKEW OLDER (60s).**

4. **ASK ONLY IF GROUP 1** Are you currently enrolled in a post-secondary program?

Yes	CONTINUE TO Q.4a
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

- 4a. **ASK ONLY IF GROUP 1** Which of the following post-secondary institutions are you enrolled in?

University – Undergraduate	CONTINUE
University – Postgraduate	
College	
Technical/Trade School	
Fine Arts School	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY POST-SECONDARY INSTITUTION.

5. **ASK ONLY IF GROUP 5** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Iranian?

Yes **CONTINUE TO Q.5a**
No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

- 5a. **ASK ONLY IF GROUP 5** Were you born in Canada?

Yes **CONTINUE = GROUP 5**
No **CONTINUE TO Q.5b**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA IF POSSIBLE.

- 5b. **ASK ONLY IF GROUP 5** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE – GROUP 5
5 to 9 years	
10 to 19 years	
20 to 29 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF YEARS LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

6. **ASK ONLY IF GROUP 6** Which of the following categories best describes your current employment status?

Working full-time (35 hours or more per week) **CONTINUE**

Working part-time (less than 35 hours per week) **CONTINUE**

Self-employed **CONTINUE**

Unemployed **THANK AND END**

Student **THANK AND END**

Retired **THANK AND END**

Not in the workforce [Full-time homemaker, not looking for work] **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BY THOSE WORKING FULL-TIME, PART-TIME, AND SELF-EMPLOYED.

6a. **ASK ONLY IF GROUP 6** Are you planning on retiring in the next 5 years?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7. **ASK ONLY IF GROUP 7** Are you planning to purchase or lease a new vehicle in the next 5 years?

Yes **CONTINUE TO Q.7a**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. **ASK ONLY IF GROUP 7** Which of the following types of vehicles are you planning to purchase or lease in the next 5 years? (Please select all that apply).

IF CLARIFICATION IS REQUIRED: Plug-in hybrid vehicles (PHEV) carry two types of fuel on board (gas or diesel and electrical energy stored in a battery), whereas battery electric vehicles (BEV) which are 100% electric.

Gasoline or diesel-powered vehicle **CONTINUE**

Plug-in hybrid electric vehicle (PHEV) **CONTINUE**

Battery electric vehicle (BEV) **CONTINUE**

AT LEAST 2 PARTICIPANTS PLANNING TO PURCHASE/LEASE A BATTERY ELECTRIC VEHICLE (BEV) AND AT LEAST 2 PARTICIPANTS PLANNING TO PURCHASE/LEASE A (PHEV). ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF VEHICLE.

7b. **ASK ONLY IF GROUP 7** And, when do you anticipate making this/these purchase(s)?

Within in the next year **CONTINUER**

Within the next 2-3 years **CONTINUER**

Within the next 4-5 years **CONTINUER**

ENSURE A GOOD MIX BY ANTICIPATED PURCHASE TIMELINE.

8. **ASK ONLY IF GROUP 9** Which of the following statements best describes your current COVID-19 vaccination status?

I have not received any doses of a COVID-19 vaccine yet

THANK AND END

I have received my first dose of a COVID-19 vaccine

THANK AND END

I have received two doses of a COVID-19 vaccine

THANK AND END

I have only received three doses of a COVID-19 vaccine

CONTINUE

I have received four doses or more of a COVID-19 vaccine

THANK AND END

Prefer not to answer

THANK AND END

- 8a. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you plan to get a fourth dose of COVID-19 vaccine?

Yes

CONTINUE

No

CONTINUE

Don't know/not sure

CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF THOSE PLANNING/NOT PLANNING TO GET 4TH DOSE.

9. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Construction

Educational Services

Finance and Insurance

Health Care

Social Assistance

Information and Cultural Industries

Management of Companies and Enterprises

Manufacturing

Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction

Other Services (except Public Administration)

Professional, Scientific and Technical Services

Public Administration

Real Estate and Rental and Leasing

Retail Trade

Transportation and Warehousing

Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed **THANK AND END IF GROUP 6 OR 12**
 Full Time Student **THANK AND END IF GROUP 6 OR 12**
 Retired **THANK AND END IF GROUP 6 OR 12**
 Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL (EXCEPTIONS FOR GROUP 6 & 12).
ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.
FOR GROUP 12, AIM FOR PARTICIPANTS IN ANY OF THE FOLLOWING INDUSTRIES: CONSTRUCTION, MANUFACTURING, MINING/QUARRYING/OIL AND GAS EXTRACTION, TRANSPORTATION AND WAREHOUSING, UTILITIES.

10. **ASK ONLY IF GROUP 12** Are you a mother of dependent children?

Yes **CONTINUE TO Q.10a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

10a. **ASK ONLY IF GROUP 12** How many children do you have?

1 **CONTINUE**
 2 **CONTINUE**
 3 or more **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
AIM FOR A GOOD MIX BY NUMBER OF CHILDREN.

11. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

12. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2021?
 That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes.

Under \$20,000
 \$20,000 to just under \$40,000
 \$40,000 to just under \$60,000
 \$60,000 to just under \$80,000
 \$80,000 to just under \$100,000
 \$100,000 to just under \$150,000
 \$150,000 and above **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
CONTINUE ALL GROUPS.

ENSURE A GOOD MIX IN ALL GROUPS.

13. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 5** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

14. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

15. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

16. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

17. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

18. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

19. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

20. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.24**

21. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

22. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

23. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

24. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

EDUCATION LEVEL WILL SKEW LOWER FOR GROUP 10.

25. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – novembre 2022 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
4	9 novembre	18 h-20 h	18 h-20 h	Québec	Diaspora haïtienne	MP
8	17 novembre	18 h-20 h	18 h-20 h	Région de la Mauricie et Centre-du-Québec	Jeunes adultes de 18 à 30 ans	MP
11	24 novembre	18 h-20 h	18 h-20 h	Région du Saguenay – Lac-Saint-Jean	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Québec City, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>Taille moyenne = Population 50 000-99 999 <u>Pour les villes de taille moyenne</u> : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>Petites villes = Population > 49 999 <u>Pour les petites villes</u> : Saint-Georges, Val-d’Or, Sept-Îles, Varennes, Alma.</p> <p>ESSAYER DE RECRUTER AU MOINS DEUX RÉSIDENTS DANS CHAQUE CATÉGORIE DE VILLE (EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA POPULATION). PAS PLUS D’UN PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. RECRUTER DES RÉSIDENTS</p>	CONTINUER – GROUPE 4

	DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	
Région de la Mauricie et Centre-du-Québec	<p>Les villes peuvent notamment comprendre :</p> <p><u>Mauricie</u> : Trois-Rivières, Shawinigan, La Tuque, Louiseville, Saint-Tite, Saint-Luc-de-Vincennes</p> <p><u>Centre-du-Québec</u> : Drummondville, Victoriaville, Bécancour, Nicolet, Plessisville. Princeville, Warwick, Daveluyville, Kingsey Falls</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.</p>	CONTINUER – GROUPE 8
Région du Saguenay – Lac-Saint-Jean	<p>Les villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Alma, Dolbeau-Mistassini, Normandin, Roberval, Saguenay, Saint-Ambroise, Saint-Félicien, Saint-Honoré</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE TROIS PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</p>	CONTINUER – GROUPE 11
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	+ RÉGION MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC = GROUPE 8 TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
25 à 30 ans	
31 à 44 ans	+ RÉGION MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC = REMERCIER ET CONCLURE
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Est-ce que vous considérez que votre principal patrimoine culturel ou ethnique est haïtien?

Oui **POSER LA Q.5a**
 Non **REMERCIER ET CONCLURE**
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

- 5a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Êtes-vous né(e) au Canada?

Oui **PASSER À LA Q.6 = GROUPE 4**
 Non **POSER LA Q.5b**
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

ASSURER UN BON ÉQUILIBRE ENTRE LES RÉPONDANTS NÉS AU CANADA ET LES RÉPONDANTS NON NÉS AU CANADA, SI POSSIBLE.

- 5b. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Depuis combien d'années habitez-vous au Canada?

Depuis moins de 5 ans	CONTINUER – GROUPE 4
Depuis 5 à 9 ans	
Depuis 10 à 19 ans	
Depuis 20 à 29 ans	
Depuis 30 ans ou plus	REMERCIER ET CONCLURE
Ne sais pas/préfère ne pas répondre	

POUR LES RÉPONDANTS NON NÉS AU CANADA, ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES VÉCUES AU CANADA.

6. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
 20 000 \$ à moins de 40 000 \$
 40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

7. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques
Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Arts, spectacle et loisirs
Autres services, sauf les administrations publiques
Commerce de détail
Commerce de gros
Construction
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication
Finance et assurances
Gestion de sociétés et d'entreprises
Hébergement et services de restauration
Industrie de l'information et industrie culturelle
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE.**
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS. GROUPE 8 PAS PLUS DE TROIS RÉPONDANTS AUX ÉTUDES À TEMPS PLEIN.

19. **DEMANDER À TOUS LES GROUPES SAUF AU GROUPE 4** Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

22. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – November 2022 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- **Quebec Haitian Diaspora, City of Toronto Iranian Canadians** Inform participants that we will be discussing the [current] situation in [Haiti/Iran, as well as Flight 752]; emphasize that their participation is voluntary, and they can take a break or ask to move past a question if anything is triggering.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-30 minutes) All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **Quebec Haitian Diaspora, City of Toronto Iranian Canadians** Where did you hear it?
 - **Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lessees** Do you remember where you heard this news?
 - **Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine, Western Canada Young Adults, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec** IF NOT MENTIONED: What about any news about recent international summits?
 - **Western Canada Young Adults, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec** IF NOT MENTIONED: What about any news on the Government of Canada strengthening ties with Southeast Asian nations?
 - **Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec** IF NOT MENTIONED: What about any news about the Francophonie Summit in Tunisia?

Ties with Southeast Asia **British Columbia People Nearing Retirement, Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine, Western Canada Young Adults, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec**

- **British Columbia People Nearing Retirement, Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine** Have you seen, read, or heard anything recently about the Government of Canada strengthening ties with Southeast Asian nations? If yes, what have you heard?

British Columbia People Nearing Retirement, Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine **SHOW ON SCREEN:**

The Government of Canada will enhance engagement with Southeast Asian nations through Canada's upcoming Indo-Pacific Strategy. The Indo-Pacific Strategy will focus on the following objectives:

- Strengthening Canada's role as a reliable and engaged partner to the Indo-Pacific;
 - Ensuring resilience, peace, and security;
 - Expanding trade, investment, and supply chain resilience;
 - Investing in and connecting people; and
 - Building a sustainable and green future.
- **British Columbia People Nearing Retirement, Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine, Western Canada Young Adults** What are your reactions to hearing these objectives?
 - How important, if at all, is enhancing engagement with Southeast Asia?
 - What impacts, if any, will this have in British Columbia?
 - AS NEEDED: What about for expanding trade, investment, and supply chain resilience?
 - **British Columbia People Nearing Retirement, Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine, Western Canada Young Adults** What other information would you like to have on the Indo-Pacific Strategy to help inform your opinion?
 - Generally speaking, would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track on managing international relations? Why?
 - What impacts, if any, do international relations have on Canadians living in Canada?
 - **Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine, Western Canada Young Adults, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec** Do you have any [questions or] concerns about Canada increasing engagement with countries in Southeast Asia? If yes, what are your concerns?
 - What should the Government of Canada do to address these concerns?

- **Western Canada Young Adults, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec** PROMPT: The Government of Canada will enhance engagement with Southeast Asian nations through Canada's upcoming Indo-Pacific Strategy.
 - FOR MODERATOR'S REFERENCE IF PARTICIPANTS ASK: The Indo-Pacific Strategy will focus on...
 - Strengthening Canada's role as a reliable and engaged partner to the Indo-Pacific;
 - Ensuring resilience, peace, and security;
 - Expanding trade, investment, and supply chain resilience;
 - Investing in and connecting people; and
 - Building a sustainable and green future.

DIRECTION OF THE COUNTRY (10 minutes) **Eastern Ontario Post-Secondary Students, Prince Edward Island**

- In a general sense, by raise of hands, do you think that the country is going in the right or wrong direction? (NOTE: ALLOW PARTICIPANTS TO NOT RAISE HANDS FOR EITHER OPTION)
 - ASK FOR EACH: Very briefly, why do you feel the country is going in the [right/wrong] direction? (*NOTE TO MODERATOR: This is a quick go around to get their thoughts. As necessary, you can let participants know that we will get into more details on how the Government of Canada is doing specifically shortly.*)
- In the next few years, what do you hope your life will look like? Would it be similar to or different from today?
- What about the country? What do you hope Canada will look like in the next few years?

PRIORITIES AND PERFORMANCE (10-40 minutes) **Eastern Ontario Post-Secondary Students, Prince Edward Island, Quebec Haitian Diaspora, City of Toronto Iranian Canadians, British Columbia People Nearing Retirement, Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lesseees, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec, Mid-size and Major Centres Prairies Working Mothers**

- **Eastern Ontario Post-Secondary Students** In your opinion, what would you say the federal government is doing well? Why do you say that?
- **Eastern Ontario Post-Secondary Students** What areas do you think the federal government needs to improve in? Why do you say that?

- Eastern Ontario Post-Secondary Students, Prince Edward Island, Quebec Haitian Diaspora, City of Toronto Iranian Canadians, British Columbia People Nearing Retirement, Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lessees, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec, Mid-size and Major Centres Prairies Working Mothers In your opinion, what are the top issues [that the federal government/impacting Prince Edward Island that the Government of Canada/impacting British Columbians that the Government of Canada/Albertans are facing that the federal government/impacting Quebecers that the Government of Canada/impacting mothers that the Government of Canada] should be prioritizing?
 - Prince Edward Island (NOTE: If Hurricane Fiona is mentioned, assure participants that we will be discussing the hurricane in depth later on in the group).
- Eastern Ontario Post-Secondary Students In your opinion, what are the top issues for students specifically that the federal government should be prioritizing?
- Eastern Ontario Post-Secondary Students, Quebec Haitian Diaspora, City of Toronto Iranian Canadians, Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lessees What news have you [ever] seen, read, or heard about the Government of Canada's [past] work on any of these issues?
- Eastern Ontario Post-Secondary Students Where do you typically look for news?
- Eastern Ontario Post-Secondary Students Thinking about Government of Canada information in general, including policies or measures it implements, do you actively seek out this kind of information?
 - IF YES: Where do you seek it out?
 - IF NO: Where would you think to look?
- Eastern Ontario Post-Secondary Students Are you aware of any other work the Government of Canada has done, or is planning to do, to help students?
- Eastern Ontario Post-Secondary Students On issues important to students, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

- **Eastern Ontario Post-Secondary Students** When it comes to engaging with students, like listening and responding to their issues, would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
 - What are better ways for the federal government to engage with students?
- **Prince Edward Island, Quebec Haitian Diaspora, City of Toronto Iranian Canadians, British Columbia People Nearing Retirement, Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lessees, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec, Mid-size and Major Centres Prairies Working Mothers** [Thinking about these priorities/On these priorities], is the [federal government/Government of Canada] generally on the right track or wrong track? [Why do you say that?/Why?]
 - For those who say they are on the wrong track, what could the [federal government/Government of Canada] do to get on the right track?
- **Quebec Haitian Diaspora, City of Toronto Iranian Canadians, Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lessees** What work, if any, is the federal government planning to do on these files?

Healthcare **British Columbia People Nearing Retirement, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec, Mid-size and Major Centres Prairies Working Mothers**

- [How important is health care, compared to the issue you mentioned earlier, regarding the issues the Government of Canada should be focusing on the most?/Thinking back on the issues you originally mentioned, how important is health care as the issue the Government of Canada should be focusing on the most?] Would you say health care is more important for the Government of Canada to focus on, just as important, or less important? Why?
- Thinking about health care, would you say things in your area are generally getting better, getting worse, or staying the same? What makes you say that?
 - IF GETTING WORSE: What should the Government of Canada be doing to improve the situation, if anything?
- What have you seen, read, or heard the federal government say or do on health care recently?
 - Where did you hear about it?
 - PROBE: Have you heard anything about negotiations between the federal and provincial governments regarding funding for health care? What did you hear? What were your impressions of the negotiations?

- When it comes to health care, would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

British Columbia People Nearing Retirement, Mid-size and Major Centres Prairies Working Mothers

SHOW ON SCREEN:

During these negotiations, the Government of Canada has said that it is ready to increase healthcare spending to the provinces and territories through the Canada Health Transfer.

However, the Government of Canada has said it would like agreement from the provinces and territories on a few key initiatives before proceeding.

A couple of areas of agreement the Government of Canada is seeking relate to:

- Expanding the use of pan-Canadian indicators to measure progress on priority health areas
- Building a high-quality health data system for Canada

The Government of Canada feels that this approach will tell a clearer story about access to care across the country, identify where there are gaps in services, and ensure Canadians can access their own health records.

- **British Columbia People Nearing Retirement, Mid-size and Major Centres Prairies Working Mothers** What is your reaction to the Government of Canada's position?
 - PROMPT AS NEEDED:
 - Is improving health data management something the Government of Canada should be prioritizing in these negotiations?
 - How important is it, if at all, for Canadians to be able to see where there are gaps in health care?
 - How important is it to you, if at all, to have access to your personal health information?

POST-SECONDARY ISSUES (30 minutes) Eastern Ontario Post-Secondary Students

Now I'd like to focus on post-secondary issues specifically...

- How did you go about choosing the type of post-secondary education you're currently pursuing? What factors did you consider?
 - Did anyone help you make this decision? If so, who?
 - Where did you look for information on your post-secondary options?

POLL: I'm going to show you some things the Government of Canada could do related to post-secondary education. I'd like you to select any that you think stand out as being a really good initiative. You can select all of them, none of them, or anywhere in between.

- Allow new parents to pause repayment of their federal student loans until their youngest child reaches the age of five
- Continue scaling up youth and student skills and employment programming, opportunities, and initiatives for Canadian youth
- Create a new stream of the Youth Employment and Skills Strategy for Canadians with disabilities
- Expand pathways to Permanent Residence for international students through the Express Entry system (used to manage immigration applications from skilled workers)
- Increase the repayment assistance threshold to \$50,000 for Canada Student Loan borrowers who are single and make appropriate adjustments to the thresholds for other family sizes
- Permanently eliminate federal interest on Canada Student Loans and Canada Apprentice Loans

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Is there anything else that you think the Government of Canada should do related to post-secondary education?

ENTERING THE WORKFORCE (30 minutes) Eastern Ontario Post-Secondary Students

- What do you hope to do once you complete your post-secondary education? (PROMPT IF NECESSARY: Will you be looking for a job? Continuing your schooling?)
 - IF JOB HUNTING: What field would you like to work in?
 - Where and/or how do you search for job opportunities?
 - Are there enough job opportunities in your area? In other words, do you anticipate that you will have to move to find a job, or will you be able to find one where you live now?
- What are the most important things you would look for before applying for or accepting a new job? (PROMPT IF NECESSARY: Other than wages, what would you look for?)

- How important is it to you for a prospective employer to be environmentally responsible? (For example, having a plan to reduce their emissions, becoming more energy efficient, adopting more sustainable practices, etc.)
 - If a company did not have any plan to be more environmentally responsible, would that deter you from applying or accepting a position with them?
- How important is it to you for a prospective employer to be socially responsible? (For example, investing in their communities, providing broad benefits to their employees, etc.)
 - If a company did not have any commitments to social responsibility, would that deter you from applying or accepting a position with them?

Now, I have two different terms I'd like you to consider:

- A good job
- A good career

- What do each of these terms mean to you? How are they similar/different?

COVID-19 BOOSTERS (15 minutes) Eastern Ontario Post-Secondary Students, Prince Edward Island

I'd like to talk about COVID-19 now...

- How concerned, if it all, are you about contracting COVID-19?
- How many of you have been vaccinated against COVID-19? (SHOW OF HANDS)
 - Have you received any recent boosters? Why/why not?
 - IF YES: Do you know what kind of booster you've received? What kind?
- Are you familiar with Health Canada's newly approved "bivalent" boosters?
 - What do you know about them?

Eastern Ontario Post-Secondary Students CLARIFY AS NEEDED/SHOW ON SCREEN:

Early in September, Health Canada authorized an adapted version of a COVID-19 vaccine, which some of you may know as the Moderna "bivalent" vaccine, which targets the originals SARS-CoV-2 virus from 2019 and the Omicron (BA.1) variant and is authorized for use as a booster dose. In early October, it has since also approved a Pfizer bivalent vaccine, available for individuals aged 12 and up.

These vaccines have a similar profile to the previously approved Moderna Spikevax booster and the Pfizer-BioNTech Comirnaty vaccines with the same mild adverse reactions that quickly subside.

- Do you have any concerns about these booster doses? If so, what are they?
 - What factors are stopping you from getting a booster dose? (PROBE FOR: Side effects, effectiveness, type of booster [such as the original versus the bivalent vaccine])
- For those who have received a booster dose, do you plan on staying on top of your vaccinations with future booster doses?
- Do you think that vaccinations are an effective way to protect families, communities, and yourselves against COVID-19?
- What sort of impact do you think the new bivalent vaccines will have on families, communities, and yourselves?
 - What sort of impacts do you think it will have on the healthcare system?

Prince Edward Island CLARIFY AS NEEDED: Health Canada recently approved the use of bivalent COVID-19 vaccines as a booster dose. These target the original virus as well as the Omicron (BA.1) variant or Omicron BA.4 and BA.5 subvariants.

HURRICANE FIONA (30 minutes) Prince Edward Island

- Have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada's response to Hurricane Fiona?
 - Did they do or are they doing anything to help the affected provinces?
 - Based on what you've heard/read/seen, would you say the Government of Canada is on the right track or the wrong track when it comes to their response to Hurricane Fiona?

SHOW ON SCREEN:

In response to Hurricane Fiona, the Government of Canada did or is doing the following:

- The Government Operations Centre worked with staff in the region and is coordinating the federal government's response to tropical storm Fiona.
- In response to Requests for Federal Assistance from Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland and Labrador, the Government of Canada provided support with recovery and clean up.

- The Canadian Armed Forces mobilized resources and personnel to provide on-the-ground support to local authorities where needed.
- The Government of Canada established a donation-matching program with the Canadian Red Cross to support Canadians impacted by Hurricane Fiona. Donations will support the range of emergency services the Red Cross is delivering to those in need including interim housing, clothing, food, and other essential supplies.
- The Government of Canada created the Hurricane Fiona Recovery Fund. The Fund will provide up to an additional \$300 million over two years, starting this year, to help those impacted by the storm and to support long-term recovery efforts.
- What are your initial thoughts about these actions?
 - Are they doing enough to help the affected communities?
 - What else could they be doing?

Now, I'd like to talk about the Hurricane Fiona Recovery Fund in a bit more detail.

SHOW ON SCREEN:

The Hurricane Fiona Recovery Fund (HFRF) was set up to support recovery efforts such as:

- Helping local communities and businesses rebuild and recover more quickly from the impacts of Hurricane Fiona.
- Restoring the economic activity that local communities depend on by beginning to repair and rebuild critical infrastructure, including fishing wharves and small craft harbours that were damaged or destroyed by the storm. Repairs will ensure that the infrastructure is better able to withstand any future damage.
- Ensuring the safety of navigation and protecting marine wildlife.
- After hearing more about the Fund, what are your thoughts about it?
 - In your view, are these the right initiatives to prioritize?
 - What else would you like to see the Government of Canada do?

CLIMATE CHANGE IMPACTS & ADAPTATION (30 minutes) Prince Edward Island

- Would you say climate change is having a major, minor or no impact on your community?
 - IF YES: What have you noticed?
 - Have these changes impacted your daily life?

- In the future, do you think climate change will have a major, minor or no impact on your community?
 - IF YES: What impacts are you most concerned about? (PROBE FOR: More extreme weather events, impacts on housing, economy, health)
- When you hear the statement that “climate change is leading to more extreme weather, like Hurricane Fiona,” would you say you agree or disagree with it?
- Is your community prepared to deal with the impacts of climate change? What about your household?
 - What have you or your community done to prepare?
- What would you like to see your community do to prepare for the impacts of climate change that has not been done yet?
- Is it important for the federal government to help communities prepare for the impacts of climate change?
 - Before this evening, had you heard of anything the federal government is doing?
 - What would you want them to do?

FALL ECONOMIC STATEMENT (30 minutes) Eastern Canada Young Adults, Quebec Haitian Diaspora, Mauricie and Centre-du-Québec Region Young Adults

- Has anyone heard anything about the Government of Canada’s Fall Economic Statement (FES)?
 - IF YES, PROBE IN-DEPTH:
 - What did you hear?
 - What are your overall impressions of the Fall Economic Statement?
 - What do you think the overall focus of the Fall Economic Statement is?
 - What specific initiatives are in it?
 - Is there anything in there you like?
 - IF YES, PROBE:
 - What do others think about (ITEMS MENTIONED)?
 - Anything you don’t like?
 - IF YES, PROBE:
 - What do others think about (ITEMS MENTIONED)?

CLARIFY AS NEEDED:

Last week, the Government of Canada released its Fall Economic Statement. As some of you may know, the federal government typically issues an annual budget, but it's normally preceded in the fall with an economic update, known as the Fall Economic Statement. I'm going to show you some measures included in the FES.

SHOW ON SCREEN:

The following are some of the measures included in the Fall Economic Statement:

- Permanently **eliminating interest on federal student and apprentice loans**;
- Creating a **new, quarterly Canada Workers Benefit with automatic advance payments** so workers get their refund in chunks throughout the year, rather than as a lump sum after filing their taxes (*the Canada Workers Benefit is a refundable tax credit to help individuals and families who are working and earning a low income*);
- Delivering on a plan to **make housing more affordable**, including the creation of a **new Tax-Free First Home Savings Account**, a **doubling of the First-Time Home Buyers' Tax Credit**, and **ensuring that property flippers pay their fair share**;
- **Lowering credit card transaction fees for small business**; and
- **Creating a Sustainable Jobs Training Centre**, which will help workers upgrade or gain new skills for jobs in a low-carbon economy. The Centre would **focus on specific areas in high demand**, starting with the sustainable battery industry and low-carbon building and retrofits.

POLL: Now I'd like you to select which one of these measures is the most important. Please select just one; if you don't think any of these are important, don't select any.

- Permanently eliminating interest on federal student and apprentice loans;
- Creating a new, quarterly Canada Workers Benefit with automatic advance payments;
- Delivering on a plan to make housing more affordable (*includes new TFFHSA; doubling FTHBTC; ensuring property flippers pay their fair share*);
- Lowering credit card transaction fees for small business; and
- Creating a Sustainable Jobs Training Centre, which will focus on specific areas in high demand.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Do you have any questions about any of these measures? If so, what are they?
- Overall, what is your reaction to these measures?

- Do you feel that these are the sorts of things the Government of Canada should be doing right now, or not? What makes you say that?
- Now that we've discussed it for a bit, how would you describe the Fall Economic Statement in a sentence to someone who hadn't heard about it? What do you think the overall focus of the Fall Economic Statement is?
- Taken together, what do the proposed measures in the Fall Economic Statement tell you about the Government of Canada's priorities?

FEDERAL IDENTITY PROGRAM (20 minutes) Eastern Canada Young Adults, Mauricie and Centre-du-Québec Region Young Adults, Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lessees

- When you notice information from the Government of Canada (e.g., online, on paper, on billboards, on TV, etc.), how do you know it is from the Government of Canada?
 - PROBE: Is it clear to you that this is information that comes from the Government of Canada? Why? Why not?
 - IF NOT, PROBE: Can you give me an example of an instance when you weren't sure?
- When you hear information, on the radio for instance, how do you know it's from the Government of Canada?
 - PROBE: Where do you hear this? Radio? TV?
 - PROBE: Are there specific statements or sounds that are used to identify information from the Government of Canada?

SHOW "CANADA" WORDMARK ON SCREEN

- Have you seen this symbol before? If so, where?
- What does this symbol mean in general?
 - IF NOT MENTIONED, PROBE: Do you think that the symbol represents the Government of Canada? Why? Why not?
- What does it mean to you personally?
 - PROBE IF NECESSARY: What are you most likely to associate this symbol with? How does it make you feel? Why?

- Does the symbol represent positive or negative feelings/ideas? Why?
- Why do you think the Government of Canada uses this symbol in its communications and information?
- Where do you expect this symbol to be displayed?
- IF TRUST/CREDIBILITY/CONFIDENCE NOT MENTIONED YET, ASK: When you notice this symbol, do you trust the information that comes along with it? Do you have confidence that the information is credible? Why? Why not?

TECH SUPPORT TO PLAY O-CANADA MUSICAL SIGNATURE

- Have you heard this jingle before? If so, where?
- The Government of Canada uses this jingle in its communications. Why do you think they do that?

MISINFORMATION (45 minutes) Eastern Canada Young Adults, Mauricie and Centre-du-Québec Region Young Adults, Western Canada Young Adults

In this next section, I'm going to ask you some questions about social media use and the information you're likely to encounter online...

- Which social media websites or apps do you use? How frequently do you use them?
 - Which of these social media, websites or apps do you use to answer health-related questions?
 - FOR THOSE WHO USE SPECIFIC APPS: Why do you prefer to use these apps to answer your health-related questions over your other apps?
- How often do you come across information online that you're not sure about, in terms of whether it is true or false?
 - Can you share an example?
 - Where did you see this information? Do you remember where the information came from?
 - Did you take any steps to find out whether it was true or not? What steps did you take?

- **Mauricie and Centre-du-Québec Region Young Adults, Western Canada Young Adults** IF SAY USE PEER-REVIEWED SOURCES: What do you mean when you say, “peer-reviewed sources”?
- When I say “misinformation,” what comes to mind?

Now, I’m going to show you four different headlines. Imagine you encountered them online. For each of these statements, I would like you to rate them on a scale from True to False, where 1 is false, 3 is neutral or unsure, and 5 is true. **NOTE TO MODERATOR: WATCH FOR PARTICIPANTS CHECKING ACCURACY OF STATEMENTS ONLINE AND UNDERScore THAT THIS IS MEANT TO BE A SPONTANEOUS, NOT RESEARCHED, EXERCISE. IT IS NOT A TEST OF THEIR KNOWLEDGE.**

- *MODERATOR TO GO THROUGH TRUE/FALSE RATING. AFTER EACH STATEMENT/SHARE POLL RESULTS AND ASK:*
 - What are your general reactions to this statement? Did you find this statement believable?
 - What made them believable or not?
 - If you had to guess, what do you think the original sources were for these posts?

SHOW ON SCREEN:

New evidence shows that monkeypox is a side effect of the COVID-19 vaccines.

POLL:

Now I would like you to rate this statement on a scale from True to False, where 1 is false, 3 is neutral or unsure, and 5 is true.

SHOW ON SCREEN:

Genetically modified foods are less safe than traditional varieties.

POLL:

Now I would like you to rate this statement on a scale from True to False, where 1 is false, 3 is neutral or unsure, and 5 is true.

SHOW ON SCREEN:

Mental health disorders can be traced to changes in brain [activity/chemistry].

POLL:

Now I would like you to rate this statement on a scale from True to False, where 1 is false, 3 is neutral or unsure, and 5 is true.

SHOW ON SCREEN:

Antibiotics cannot be used to treat the cold and flu.

POLL:

Now I would like you to rate this statement on a scale from True to False, where 1 is false, 3 is neutral or unsure, and 5 is true.

- Can you describe your thought process as you decided whether the statement was true or false?
 - What sources of information or people would you likely turn to in order to help you make your decision?
 - Do you think that the social media platform [on which you read this statement] would affect your initial true/false judgement?
 - PROMPT: For instance, do you judge headlines like these differently depending on if you read them on Facebook, Reddit, Twitter, or any other social media you use?
 - IF USE OTHER SOCIAL MEDIA: What other platforms do you use?
- How certain are you about your true/false evaluation? Why?
 - [Is there anything that might change how you evaluated the credibility of the statement?] What, if anything, would change your sense of your accuracy?
- Let's look again at the first statement: "New evidence shows that monkeypox is a side effect of the COVID-19 vaccines." If you were asked to verify whether this statement was true or false, how would you go about doing it?

CLARIFY AS NEEDED:

Generally, misinformation is information that is proven to be false or inaccurate, regardless of whether it was intended to cause harm or not.

- Are you concerned about the spread of misinformation online? What makes you say that?

Debrief on Statements

- [In line with everything we've discussed, I will briefly go through some of the statements we mentioned earlier to describe which ones are considered to be supported by evidence by the scientific community and which ones are considered to be false or unverified./I'd like to debrief quickly on the statements you just reviewed. First, I'd like to acknowledge that there are various ways in which these statements could be interpreted, so we encourage you to conduct your research if you are unsure about what follows. But, secondly, general headlines like these have either been confirmed or debunked by various, reputable sources. I'm going to show you which ones have been confirmed or debunked, along with a brief explanation. We will follow up with each of you by email tomorrow with this information, along with links to sources cited and information about each of these sources.]

SHOW ON SCREEN:

"New evidence shows that monkeypox is a side effect of the COVID-19 vaccines."

- This is **false**.
- Doctors, health professionals, and medical researchers say monkeypox cannot be contracted via COVID-19 vaccination.
- **Mauricie and Centre-du-Québec Region Young Adults** According to l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM, which is the national agency for the safety of medicines and health products in France), the AstraZeneca vaccine was developed from a chimpanzee adenovirus encoding the SARS-CoV-2 Spike protein. However, this adenovirus and the monkeypox virus have nothing to do with each other.
- **Western Canada Young Adults** According to the AFP, a leading global fact-checking organisation, the virus is not a side effect of the shot.

"Genetically modified foods are less safe than traditional varieties."

- This is **false**.
- **Eastern Canada Young Adults, Western Canada Young Adults** [According to the Alliance for Science,] Genetically Modified (GMO) foods have a long and safe track record during their more than 20 years on the market. Eating GMO foods has the same level of risk as eating the same non-GMO food with ingredients from plants modified by older plant breeding techniques.
- **Mauricie and Centre-du-Québec Region Young Adults** According to a Quebec government website which provides information on genetically modified organisms, not all GMOs developed and possibly approved end up on the market as each GMO must comply with a number of laws and regulations before it can be marketed. In Canada, the approval process put in place by the federal government can take up to ten years.

"Mental health disorders can be traced to changes in brain [activity/chemistry]."

- This is **true**.
- **Eastern Canada Young Adults** Many factors contribute to mental health problems, including brain chemistry.
- **Mauricie and Centre-du-Québec Region Young Adults** According to a Canadian study published in JAMA Psychiatry, depressive individuals suffer from brain inflammation.
- **Western Canada Young Adults** According to the Mayo Clinic, many factors contribute to mental health problems, including brain chemistry.

“Antibiotics cannot be used to treat the cold and flu.”

- This is **true**.
- **Eastern Canada Young Adults** When it comes to viruses—such those that cause COVID-19, colds, or influenza (flu), and other viral illnesses— antibiotic medicines don’t work.
- **Mauricie and Centre-du-Québec Region Young Adults** According to le ministère des Solidarités et de la Santé est l’administration française (the French Ministry of Solidarity and Health), antibiotics are not active against viruses. For example, they have no effect on the common cold or the flu.
- **Western Canada Young Adults** According to John Hopkins Medicine, when it comes to viruses— such those that cause COVID-19, colds or influenza (flu), and other viral illnesses— antibiotic medicines don’t work.
- Do you have any comments on the information/clarification that I have just provided to you?

SITUATION IN HAITI (45 minutes) Quebec Haitian Diaspora

- What is the most recent information, if any, that you have heard about the situation in Haiti?
 - Where have you been getting news about the developments in Haiti?

MODERATOR SHOULD FEEL FREE TO GIVE PARTICIPANTS THE TIME THEY NEED TO EXPRESS THEMSELVES HERE

- What, if anything, have you heard the Government of Canada say about the situation?
- To the best of your knowledge, what has the Government of Canada done in response to the situation in Haiti?

CLARIFY AS NEEDED:

Haiti is facing a humanitarian crisis which has been worsened by gang violence. Gangs recently blocked the main fuel terminal road as well as the seaports. There has also been increased looting and gun battles between gangs and police.

SHOW ON SCREEN:

The following are some of the measures the Government of Canada has taken in response to the situation:

- **Conducting an assessment mission in Haiti** to consult with stakeholders on options to support Haitian people in resolving the humanitarian and security crises and how Canada can contribute to the international response.
- **Contributed \$10 million to the new United Nations Development Program (UNDP) multi-donor fund** to improve security in Haiti. This is in addition to **\$22.5 million Canada has already committed** (2021 to 2026) to Haiti's security sector.
- **Coordinated delivery of Haitian National Police Equipment** (in partnership with the United States), including tactical and armoured vehicles, and supplies (purchased by Haiti).
- **Imposed targeted sanctions against 2 Haitian political elites** who provide illicit financial and operational support to armed gangs.

- Has anyone heard of these measures?
 - Will they be helpful to people in Haiti?

- Are these the sorts of measures the Government of Canada should be taking?

- Is there more the federal government should do in response to the situation in Haiti?
 - IF YES: What specifically?
 - IF NO: Why do you feel that way?

- Do you feel personally impacted by the recent events in Haiti? If yes, in which ways?

- In your opinion, what are some of the long-term impacts of this crisis? What do you expect to see happen?

IMMIGRATION (15-40 minutes) Quebec Haitian Diaspora, Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec

- **Quebec Haitian Diaspora** In general, is the Government of Canada generally on the right track or wrong track on immigration? What makes you say that?
- **Quebec Haitian Diaspora** Last week, the Government of Canada announced that it plans to increase the number of immigrants admitted to Canada, aiming to admit roughly 500,000 immigrants annually by the year 2025. Do you feel that this would be too many, too few, or just about the right amount of immigrants coming to Canada? What makes you say that?
- **Quebec Haitian Diaspora** Do you have any questions or concerns about the immigration system? What are they?
 - IF HAVE CONCERNS: What would you like to see the Government of Canada do to address your concerns about the immigration system?

Federal Government Immigration Efforts Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine, Saguenay and Lac-Saint-Jean Region Quebec

- How would you describe the current state of the immigration system in Canada?
 - Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to immigration?
- What are some of the benefits that welcoming new immigrants has for Canada?
- Does anyone have any concerns about welcoming new immigrants? If yes, what are these concerns?
 - Are you concerned at all about the impact of immigration on the health care system? What about on the housing/rental market?
- Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
 - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?
- What have you seen, read, or heard recently about Canada's immigration levels?
 - PROMPT: The Government of Canada has recently announced it will increase the number of new immigrants from 405,000 in 2021 to 465,000 in 2023; increasing gradually until reaching 500,000 new immigrants in 2025.

- What are your reactions to this news?
 - Do you think these numbers are too high, too low, or sound about right?
 - Does hearing these numbers change the way you see the impacts of welcoming new immigrants into Canada?
 - Would you feel differently knowing that the immigration rate will continue to be roughly 1% of Canada's total population? Why?
- Thinking now about the economy, how big of an issue, if at all, are labour shortages? Why?
- To what extent do you agree or disagree with the following statement: "Canada needs to welcome more new immigrants in order to fill job vacancies and grow the economy."

PROMPT: Employers across all sectors in Canada were actively seeking to fill nearly one million vacant positions in the second quarter, the highest quarterly number on record.

- What are your reactions to this?
- Does knowing this change the way you see the increase in the number of new immigrants welcomed into Canada?

SITUATION IN IRAN (85 minutes) City of Toronto Iranian Canadians

- What is the most recent news you have heard, if anything, about what is happening in Iran?
 - Where do you typically get news about Iran?

MODERATOR SHOULD FEEL FREE TO GIVE PARTICIPANTS THE TIME THEY NEED TO EXPRESS THEMSELVES HERE.

- What, if anything, have you heard the Government of Canada say or do about Iran in recent weeks?

PROVIDE OVERVIEW:

Recently, protests have been taking place nationwide in Iran since September 16, 2022, following the death of Mahsa Zhina Amini, a 22-year-old woman arrested by police in Tehran on September 13 for allegedly violating Iran's rules requiring women to cover their hair with a hijab, or headscarf. Security forces have used force to disperse crowds which has resulted in numerous deaths and injuries.

- IF NOT MENTIONED BEFORE: What have you heard or seen the Government of Canada do in response to this situation?

PROVIDE OVERVIEW:

In response to the situation in Iran, the Government of Canada has imposed sanctions on individuals and entities, including members of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and the regime's security, intelligence, and economic apparatus. These sanctions prohibit dealings with the listed individuals and entities, effectively freezing any assets they may hold in Canada. Individuals listed in response to gross and systematic violations of human rights are also rendered inadmissible to Canada under the *Immigration and Refugee Protection Act*. The Government of Canada also intends to strengthen Canada's capacity to implement sanctions and ensure it can move more quickly to freeze and seize sanctioned individuals' assets.

- Has anyone heard of these measures?
- Are these the sorts of measures the Government of Canada should be taking?
- Is there more the federal government should do in response to the situation in Iran?
- Do you feel personally impacted by the recent events in Iran? If yes, in which ways?
- In your opinion, what are some of the long-term impacts of these recent events? What do you expect to see happen?

Turning now to a slightly different topic, but still related to Iran...

As you may know, on January 8, 2020, Ukraine International Airlines Flight 752 was shot down minutes after taking off from Tehran, Iran, by an Iranian surface-to-air missile. 55 Canadian citizens and 30 permanent residents were among the 176 people killed. 138 had ties to Canada.

- In the years since this tragedy, have you heard, read, or seen anything about the Government of Canada's response?
 - IF AWARE: What did you think about these measures? Are you satisfied or dissatisfied with the Government of Canada's response to date?

SHOW ON SCREEN:

The following are some of the measures the Government of Canada has taken specifically in response to the downing of Flight 752:

- **Creating a coordination group with countries that lost citizens in the downing of Flight 752 and working to hold Iran accountable for its violations of international law**, demanding that it provides a full, transparent, and credible explanation of the downing of Flight 752;
- **Called for accountability for those responsible for the Flight 752 tragedy;**
- **Establishing the Safer Skies Initiative** which brings together the global civil aviation community to work toward enhancing the safety and security of aviation operations in higher-risk areas and to prevent future tragedies like PS752 from ever happening again; and
- Providing regular updates to families and loved ones of the victims via calls, emails, and updates to an online portal. The Government of Canada also provided mental-health and post-traumatic-stress counselling services after the tragedy to help families.
- Has anyone heard of these measures?
- Are these the sorts of measures the Government of Canada should have taken?
- Is there more the federal government could have done or should do?

NEARING RETIREMENT ISSUES (40 minutes) British Columbia People Nearing Retirement

Moving on to a different topic...

- What is the most important issue for you personally that you think the Government of Canada should be focusing on the most? What makes you say that?
- And what's the most important issue facing those nearing retirement more broadly right now that the Government of Canada should be paying more attention to? What makes you say that?
- When thinking about retirement, what are your biggest concerns?
 - What about the cost of living?
 - How much of an impact, if at all, does the cost of living have on your retirement plans? If it has an impact, where are you noticing these impacts the most?
- How big of a priority, if at all, is retirement planning in your daily life? What, if anything, are you doing to prepare for your retirement?

- How important, if at all, are government programs like the Canada Pension Plan (CPP), Old Age Security (OAS), and the Guaranteed Income Supplement (GIS) in your retirement plans?

SHOW ON SCREEN:

Canada Pension Plan (CPP)

Old Age Security (OAS)

Guaranteed Income Supplement (GIS)

- What about Registered Retirement Savings Plans (RRSPs)?
- How familiar, if at all, are you with each of these programs?

CLARIFY EACH PROGRAM/SHOW ON SCREEN:

The Old Age Security (OAS) pension amount is payable to seniors 65 and over who have a minimum of 10 years of residence in Canada after age 18. It is considered taxable income and is subject to a recovery tax if your individual net annual income is higher than the net world income threshold set for the year (\$79,845 for 2021).

The Guaranteed Income Supplement (GIS) is an additional non-taxable benefit payable to low-income OAS pensioners. A person's entitlement is based on their marital status and level of income. The GIS is re-calculated each July based on your net income in the previous calendar year. Payments can increase, decrease, or even stop according to changes in your annual net income.

The Canada Pension Plan (CPP) retirement pension is a monthly, taxable benefit that replaces part of your work earnings income in retirement when you retire. The amount you receive each month is based on your average earnings throughout your working life, your contributions to the CPP, and the age you decide to start your CPP retirement pension. The earlier you apply, the less you will receive on a monthly basis. To receive a retirement pension, you must be at least 60 years old and have made at least one valid contribution to the CPP.

OAS, GIS, and CPP benefits are adjusted each year to reflect changes in the Consumer Price Index (*OAS and GIS are reviewed in January, April, July, and October; CPP rate increases are calculated once a year and come into effect each January*) to ensure that they keep up with the cost of living.

- What are your reactions to this? Is there any information that you were unaware of before today?

Over the last few years, there have been some changes to these programs. We will review two of these now.

SHOW ON SCREEN ONE AT A TIME:

The CPP enhancement began being phased-in in 2019. It will provide higher benefits in retirement in exchange for making higher CPP contributions.

As of July 2022, seniors who are 75 years old or older receive an automatic 10% increase of their Old Age Security pension.

MODERATOR TO GO THROUGH EACH AND ASK:

- What is your reaction to this?
- Does this change impact you in any way? If so, how?
- Do you think that programs like the CPP, OAS, and GIS will help you live comfortably in retirement?
- What else should the Government of Canada do to help support those planning for retirement?

PLANNING TO PURCHASE A VEHICLE (15 minutes) Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lessees

- What are your current means of transportation? For you, for your family?
 - Probe for transportation used most frequently on a day-to-day basis (e.g., personal vehicle, public transit, bicycle/e-bike, etc.)
- Do you have access to any other means of transportation? If so, what are they?

I understand that everyone in this group may be looking to purchase or lease a new vehicle sometime in the next 5 years.

- What are your main reasons for wanting to purchase or lease a vehicle?
- When you are looking to purchase or lease this vehicle, what are your main considerations? (e.g., price, model, etc.)
 - NOTE TO MODERATOR: Allow time to explore in some detail.

- How important, if at all, is fuel efficiency to you? Are current gas prices impacting your decision in any way? If yes, how so?
- How big of a concern are gas prices in your community? What's causing the recent increases in gas prices?
 - What do you expect the future of gas prices to be?
 - What can be done in response to rising gas costs?

ZERO-EMISSION VEHICLES (35 minutes) Mid-size and Major Centres Alberta Prospective Vehicle Buyers/Lesseees

- Does anyone know what zero-emission vehicles (ZEVs) are? Can you provide a brief description?
 - Does anyone currently own or lease a ZEV?

CLARIFY AS NEEDED:

A ZEV is a vehicle that has the potential to produce no tailpipe emissions. They can still have a conventional internal combustion engine, but they are also able to operate without using it. Examples of ZEVs include battery-electric, plug-in hybrid electric and hydrogen fuel cell vehicles. So essentially, an electric vehicle is a type of ZEV; hydrogen fuel cell is another type of ZEV.

- IF NOT RAISED EARLIER: Is anyone considering or looking to purchase or lease a ZEV, such as an electric vehicle that is either fully electric, hybrid or plug-in hybrid? What are your main reasons for doing so?
 - Does the rising cost of gas make you more interested or less interested in purchasing or leasing a ZEV?

FOR THOSE NOT CONSIDERING:

- Do you see yourselves ever buying or leasing a ZEV?
 - IF YES: When do you think you would make this purchase? In 5 years, 10 years, longer?
 - IF NOT: What is holding you back?
 - What are the most important things that would sway you to consider buying a zero-emission vehicle?
- What are the biggest barriers to purchasing a ZEV?

- PROMPT AS NEEDED: Are ZEVs affordable? Is there the charging infrastructure to support ZEVs? Is there a good selection of ZEV makes/models to choose from? Do you think they are reliable given the weather/climate in your area?
- What, if anything, should the GC be doing to make ZEVs more accessible to Canadians like you?
- How important is it that ZEVs and/or ZEV parts be made in Canada?
 - Is 'made-in-Canada' an important attribute when making this type of purchase?
 - What impacts would it have if ZEVs and/or ZEV parts were made in Canada?
 - PROMPT AS NEEDED: For example, on cost, on jobs, etc.
 - Should the federal government be prioritizing ZEVs and the manufacturing of ZEVs in Canada? Why/why not?

COVID-19 OUTLOOK/VACCINES (30 minutes) Metro Vancouver BC Not Received 4th Dose of COVID-19 Vaccine

When we invited you to this group, all of you indicated you had received 3 doses of a COVID-19 vaccine.

- Is that still the case?
 - IF NO: Have you since gotten a 4th dose?
- What made you decide to get vaccinated?
- Overall, are you comfortable with your decision to be vaccinated with 3 doses? What makes you say that?
- Do any of you have an appointment to get a fourth dose of the COVID-19 vaccine?
 - IF YES: Why did you decide to get a 4th dose?
 - IF NOT: Do you plan to get a 4th dose, or not?
 - IF YES: When do you plan on getting a 4th dose? Is there a reason why you are holding off/haven't booked your appointment yet?
 - IF NO: What hesitations do you have about getting a 4th dose?
- For those of you who are holding off or are hesitant about getting a 4th dose, are there questions about COVID-19 vaccines in general, or about your next booster dose specifically, that you would like answers to?

- What other information, if any, do you need to help you decide about getting a 4th dose?
- Are you familiar with Health Canada’s newly approved “bivalent” COVID-19 booster doses?
 - What do you know about them?

CLARIFY AS NEEDED: Health Canada recently approved the use of bivalent COVID-19 vaccines as a booster dose. These target the original virus as well as the Omicron (BA.1) variant or Omicron BA.4 and BA.5 subvariants.

- Do you have any concerns about these booster doses? If so, what are they?
- Are you concerned about the potential long-term impacts of vaccines?
 - PROBE FOR: What concerns you the most?
- Do you think that vaccinations are an effective way to protect families, communities, and yourselves against COVID-19? Why do you say that?
- What sort of impact do you think the new bivalent vaccines will have on families, communities, and yourselves?
 - What sort of impacts do you think it will have on the healthcare system?

Moving to a slightly different topic, have you heard, read, or seen anything about flu season in Canada this year?

- Have you received a flu shot this year?
 - IF NOT: Do you intend to get a flu shot? Why/why not?
 - IF YES: What made you decide to get one?

SERVICE DELIVERY (15 minutes) Western Canada Young Adults

- What are the most important services the Government of Canada delivers to Canadians?
- How would you describe the Government of Canada’s current ability to deliver these services?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to passport services, managing airports, and processing immigration applications?
 - Has the Government of Canada gotten better, worse, or been consistent in terms of delivering any of these services? Why?

- How confident are you, if at all, that the Government of Canada can improve its service delivery?
 - IF NOT CONFIDENT: What would you like to see the Government of Canada do to improve service delivery?

BUYBACK PROGRAM (20 minutes) Western Canada Young Adults

- How important of an issue, if at all, is gun control?
- When it comes to gun control in Canada, should the Government of Canada make laws more strict, less strict, or should they stay about the same?
- Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to gun control? Why?
- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada and gun control?
 - IF NEEDED: What about the Government of Canada banning over 1,500 different models of assault-style rifles?

PROMPT: As of May 1, 2020, the Government of Canada has prohibited over 1,500 models of assault-style firearms, including the AR-15.

- What is your reaction to this ban? What impact do you expect this ban to have on gun crime in Canada?
- Who has seen, read, or heard anything about the Government of Canada's plan to buyback these banned assault-style rifles from their current owners?
 - IF AWARE: What have you heard about the buyback program?

PROMPT: The Government will launch a buyback program to ensure these weapons are safely and permanently removed and will provide compensation to owners and businesses impacted by the May 1, 2020 ban.

- What is your reaction to the buyback program? What impact do you expect this buyback program to have?

- Does anyone have any questions or concerns about this program? If yes, what are you most concerned about?
- Are there any other measures you'd like to see alongside the buyback program?

PARENTS – COST OF LIVING (40 minutes) Mid-size and Major Centres Prairies Working Mothers

- In one word, how would you describe the Canadian economy of today?
- How do you think the economy will be in the next few years? Do you think things will get better, worse, or stay about the same by next year? What about in five years? Why?
 - How would you know if things were getting better or worse? What are the signs?
- Generally, how would you describe the Government of Canada's management of the economy? Are they generally on the right track or the wrong track? Why?
- As a parent, which economic issues are you most worried about and impacted by?
 - Does the Government of Canada understand the economic issues you're most worried about and impacted by? Why/why not?
 - PROMPT AS NEEDED: What about on affordability and the cost of living?
- What is the Government of Canada doing to address the rising cost of living?
- What are examples of things that have become less affordable in your day-to-day life?
 - PROMPT AS NEEDED: What about when it comes to groceries or gas?
 - Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- What do you think is causing prices to go up?
- Is the increase in the cost of living a "made in Canada" problem or is it a global problem? How do you know?
 - What can the Government do about the rising cost of living?
- Are you aware of any Government of Canada policies, programs, services, or benefits that benefit parents?

- IF THERE IS ENOUGH TIME:
 - Who here is aware of the Canada Child Benefit, \$10 a Day Childcare, or the Canada Dental Benefit?
 - PROMPT AS NEEDED: The Canada Child Benefit (CCB) is a means-tested income support program for Canadian families. It is delivered as a tax-free monthly payment available to eligible Canadian families to help with the cost of raising children.
 - PROMPT AS NEEDED: The Government of Canada is working with provinces and territories to make progress towards a Canada-wide Early Learning and Child Care system that will reduce costs to families, reducing fees by 50% this year and bringing fees down to on average \$10 a day by 2026.
 - PROMPT AS NEEDED: The Government of Canada is implementing a Dental Benefit to help lower dental costs for eligible families earning less than \$90,000 starting this year.
 - When it comes to affordability and the cost of living, how big of an impact, if any, will these programs have on you and your family?
 - Would you consider the Canada Child Benefit, \$10 a Day Child Care, and the Canada Dental Benefit as important affordability measures for parents? Why/why not?
 - What else should the Government of Canada do to help support parents?

CARBON PRICING (15 minutes) Mid-size and Major Centres Prairies Working Mothers

- Have you heard anything about the Government of Canada’s Climate Action Incentive? What can you tell me about it?
 - Whether you’ve heard about the Climate Action Incentive or not, what do you think of when hearing the phrase “Climate Action Incentive”?

CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

In 2016, the Government of Canada announced a plan to ensure a price on carbon pollution across the country, giving each province and territory the flexibility to develop a system that works for their circumstances, provided it meets the federal standard. In the four provinces that currently do not meet this standard – Ontario, Saskatchewan, Manitoba, and Alberta – the federal pricing system is in place. As of July 2023, it will also come into effect in Newfoundland and Labrador, Nova Scotia, and Prince Edward Island.

All proceeds collected from the federal system in a province stay in that province – using Alberta as an example – 90% of proceeds are returned directly to residents in the form of the Climate Action Incentive payment, with a typical household receiving about \$1,544. Since July 2022, individuals receive these payments quarterly.

- What do you think about this plan?
- To the best of your knowledge, have you received the Climate Action Incentive?
 - IF YES: How did you receive it?

CONCLUSION (5-10 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Quebec Haitian Diaspora, City of Toronto Iranian Canadians *NOTE TO MODERATOR: Take a few minutes to decompress with participants before letting them go.*

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR — NOVEMBRE 2022 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.
- **Diaspora haïtienne québécoise, Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto** Informer les participantes et participants que nous allons discuter de la situation [actuelle] en [Haïti/Iran ainsi que le vol 752] ; insister sur le fait que leur participation est volontaire, et qu'elles ou qu'ils peuvent prendre une pause ou demander à ce qu'on passe à une autre question si quelque chose constitue un élément déclencheur.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-30 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
 - **Diaspora haïtienne québécoise, Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto** Où l'avez-vous entendu ?
 - **Potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta** Vous souvenez-vous où vous avez entendu cette nouvelle ?
 - **Personnes n'ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B., jeunes adultes de l'Ouest canadien, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de nouvelles en lien avec les récents sommets internationaux ?
 - **Jeunes adultes de l'Ouest canadien, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de nouvelles concernant le renforcement des liens entre le gouvernement du Canada et les nations de l'Asie du Sud-Est ?

- **Région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean** SI CE N’EST PAS MENTIONNÉ : Qu’en est-il de nouvelles en lien avec le Sommet de la Francophonie en Tunisie ?

Liens avec l’Asie du Sud-Est Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, personnes n’ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B., jeunes adultes de l’Ouest canadien, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean

- Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, personnes n’ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B. Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du renforcement des liens entre le gouvernement du Canada et les nations du Sud-Est asiatique ? Si oui, qu’avez-vous entendu ?

Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, personnes n’ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B. **AFFICHER À L’ÉCRAN :**

Le gouvernement du Canada va intensifier son engagement avec les nations de l’Asie du Sud-Est dans le cadre de sa Stratégie pour l’Indopacifique qu’il dévoilera prochainement. La Stratégie pour l’Indopacifique s’articulera autour des objectifs suivants :

- Renforcer le rôle du Canada en tant que partenaire fiable et engagé dans la région indopacifique ;
 - Assurer la résilience, la paix et la sécurité ;
 - Accroître le commerce, l’investissement et la résilience de la chaîne d’approvisionnement ;
 - Investir dans les gens et les rapprocher ;
 - Bâtir un avenir durable et vert.
- Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, personnes n’ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B., jeunes adultes de l’Ouest canadien Quelles sont vos réactions après avoir entendu ces objectifs ?
 - Quelle est l’importance, le cas échéant, d’intensifier notre engagement avec l’Asie du Sud-Est ?
 - Quels impacts, le cas échéant, cela aura-t-il en Colombie-Britannique ?
 - AU BESOIN : Qu’en est-il pour ce qui est de l’accroissement des échanges commerciaux, des investissements et de la résilience des chaînes d’approvisionnement ?

- **Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, personnes n'ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B., jeunes adultes de l'Ouest canadien** Quelles autres informations souhaiteriez-vous obtenir sur la Stratégie pour l'Indo-Pacifique afin d'éclairer votre opinion ?
- De manière générale, diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou la mauvaise voie en ce qui concerne la gestion des relations internationales ? Pourquoi ?
 - Quels impacts, le cas échéant, les relations internationales ont-elles pour les Canadiennes et les Canadiens vivant au Canada ?
- **Personnes n'ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B., jeunes adultes de l'Ouest canadien, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean** Avez-vous des [questions ou des] préoccupations quant à l'intention du Canada d'accroître son engagement auprès des pays de l'Asie du Sud-Est ? Si oui, quelles sont vos préoccupations ?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour répondre à ces préoccupations ?
- **Jeunes adultes de l'Ouest canadien, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean**
 MENTIONNER : Le gouvernement du Canada va intensifier son engagement avec les nations de l'Asie du Sud-Est dans le cadre de sa Stratégie pour l'Indopacifique qu'il dévoilera prochainement.
 - À TITRE DE RÉFÉRENCE POUR LE MODÉRATEUR SI LES PARTICIPANT(E)S POSENT LA QUESTION : La Stratégie pour l'Indopacifique s'articulera autour des objectifs suivants...
 - Renforcer le rôle du Canada en tant que partenaire fiable et engagé dans la région indopacifique ;
 - Assurer la résilience, la paix et la sécurité ;
 - Accroître le commerce, l'investissement et la résilience de la chaîne d'approvisionnement ;
 - Investir dans les gens et les rapprocher ;
 - Bâtir un avenir durable et vert.

ORIENTATION QUE PREND LE PAYS (10 minutes) **Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien, l'Île-du-Prince-Édouard**

- De manière générale, en levant la main, pensez-vous que le pays se dirige dans la bonne ou dans la mauvaise direction ? (NOTE : PERMETTRE AUX PARTICIPANT[E]S DE NE PAS LEVER LA MAIN POUR L'UNE OU L'AUTRE DES OPTIONS)
 - DEMANDER À CHAQUE PERSONNE : Très brièvement, pourquoi estimez-vous que le pays se dirige dans la [bonne/mauvaise] direction ? (NOTE AU MODÉRATEUR : Il s'agit d'un tour de table rapide pour recueillir leurs avis. Au besoin, faire savoir aux participant[e]s que nous allons bientôt examiner plus en détail la performance comme telle du gouvernement du Canada.)
- Dans les quelques prochaines années, à quoi souhaitez-vous que votre vie ressemble ? Serait-elle similaire ou différente de celle que vous avez aujourd'hui ?
- Qu'en est-il du pays ? À quoi souhaitez-vous que le Canada ressemble dans quelques années ?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE (10-40 minutes) Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien, l'Île-du-Prince-Édouard, diaspora haïtienne québécoise, Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto, personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail des centres de taille moyenne et grande des Prairies

- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien À votre avis, que fait de bien le gouvernement fédéral ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien Selon vous, sur quels plans le gouvernement fédéral doit-il s'améliorer ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien, l'Île-du-Prince-Édouard, diaspora haïtienne québécoise, Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto, personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail des centres de taille moyenne et grande des Prairies À votre avis, quels sont les principaux enjeux [auxquels le gouvernement fédéral/qui ont un impact sur l'Île-du-Prince-Édouard et auxquels le gouvernement du Canada/qui ont un impact sur la population britanno-colombienne et auxquels le gouvernement du Canada/auxquels la population albertaine est confrontée et auxquels le gouvernement fédéral/qui ont un impact sur la

population québécoise et auxquels le gouvernement du Canada/qui ont un impact sur les mères et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité ?

- L'île-du-Prince-Édouard (NOTE : Si l'on mentionne l'ouragan Fiona, assurez les participantes et les participants que nous discuterons de l'ouragan de manière approfondie plus tard dans le groupe).
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien À votre avis, quels sont les principaux enjeux qui concernent spécifiquement les étudiantes et les étudiants et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité ?
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien, diaspora haïtienne québécoise, Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto, potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta Quelles nouvelles avez-vous [déjà] vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada [dans le passé] sur l'un de ces dossiers ?
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien Où cherchez-vous habituellement pour obtenir les actualités ?
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien En ce qui concerne l'information relative au gouvernement du Canada en général, y compris les politiques ou les mesures qu'il met en œuvre, cherchez-vous activement ce genre d'information ?
 - SI OUI : Où cherchez-vous pour trouver ce genre d'information ?
 - SI NON : Où penseriez-vous chercher ?
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien Êtes-vous au courant de tout autre travail que le gouvernement du Canada a fait ou prévoit de faire pour aider les étudiantes et étudiants ?
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien En ce qui concerne les enjeux qui sont importants pour les étudiantes et étudiants, le gouvernement fédéral est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?
- Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien Pour ce qui est d'échanger avec la population étudiante, c'est-à-dire d'écouter et de traiter les enjeux qui la concerne, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ?

- Quelles sont de meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'échanger avec la population étudiante ?
- L'Île-du-Prince-Édouard, diaspora haïtienne québécoise, Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto, personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail des centres de taille moyenne et grande des Prairies [En ce qui concerne ces priorités/Pour ce qui est de ces priorités], le gouvernement [fédéral/du Canada] est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? [Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?/Pourquoi ?]
 - Pour les personnes qui affirment qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement [fédéral/du Canada] pour se mettre sur la bonne voie ?
- Diaspora haïtienne québécoise, Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto, potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers ?

Soins de santé Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail des centres de taille moyenne et grande des Prairies

- [Quelle est l'importance des soins de santé, par rapport à l'enjeu que vous avez mentionné plus tôt, relativement aux enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus ?/Si l'on revient sur les enjeux que vous avez mentionnés initialement, quelle est l'importance des soins de santé comme enjeu sur lequel le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus ?] Diriez-vous que c'est un enjeu plus important, tout aussi important ou moins important sur lequel le gouvernement fédéral devrait se concentrer ? Pourquoi ?
- En ce qui concerne les soins de santé, diriez-vous que les choses dans votre région, de manière générale, s'améliorent, se détériorent ou restent les mêmes ? Pourquoi ?
 - SI « SE DÉTÉRIORENT » : Que devrait faire le gouvernement fédéral pour améliorer la situation, le cas échéant ?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu le gouvernement du Canada dire ou faire en matière de soins de santé récemment ?
 - Où en avez-vous entendu parler ?

- SONDER : Avez-vous entendu quelque chose au sujet de négociations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux sur le financement des soins de santé ? Qu'avez-vous entendu ? Quelles ont été vos impressions de ces négociations ?
- En ce qui concerne les soins de santé, direz-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi dites-vous cela ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?

Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, mères au travail des centres de taille moyenne et grande des Prairies AFFICHER À L'ÉCRAN :

Au cours de ces négociations, le gouvernement du Canada a déclaré qu'il était prêt à augmenter les investissements en soins de santé versés aux provinces et aux territoires dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé.

Toutefois, le gouvernement du Canada a dit souhaiter obtenir l'accord des provinces et des territoires sur quelques initiatives clés avant d'aller de l'avant.

Voici quelques domaines pour lesquels le gouvernement du Canada souhaite parvenir à un accord :

- Élargir l'usage d'indicateurs pancanadiens pour mesurer les progrès dans des domaines prioritaires de la santé
- Mettre sur pied un système de données sur la santé de haute qualité pour le Canada

Le gouvernement du Canada estime que cette approche permettra de dresser un portrait plus clair de l'accès aux soins dans l'ensemble du pays, d'identifier les lacunes dans les services, et de faire en sorte que les Canadiens puissent accéder à leurs propres dossiers de santé.

- **Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique, mères au travail des centres de taille moyenne et grande des Prairies** Quelle est votre réaction à l'égard de la position du gouvernement du Canada ?
 - DEMANDER AU BESOIN :
 - Est-ce que l'amélioration de la gestion des données en santé devrait être une priorité pour le gouvernement du Canada dans ces négociations ?
 - Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, que les Canadiennes et les Canadiens puissent voir où se trouvent les lacunes dans les soins de santé ?
 - Dans quelle mesure est-il important pour vous, le cas échéant, d'avoir accès à vos renseignements personnels sur la santé ?

ENJEUX POSTSECONDAIRES (30 minutes) Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre plus particulièrement sur les enjeux postsecondaires...

- Comment vous y êtes-vous pris ou prise pour choisir le type d'études postsecondaires que vous poursuivez actuellement ? Quels sont les facteurs que vous avez pris en compte ?
 - Avez-vous obtenu l'aide de quelqu'un pour prendre cette décision ? Si oui, qui ?
 - Où avez-vous cherché pour obtenir des informations sur vos options d'études postsecondaires ?

SONDAGE : Je vais vous montrer certaines choses que le gouvernement du Canada pourrait faire en lien avec l'éducation postsecondaire. J'aimerais que vous choisissiez celles qui, selon vous, se démarquent comme étant de très bonnes initiatives. Vous pouvez les sélectionner toutes, aucune, ou un nombre qui se situe entre ces deux extrêmes.

- Permettre aux nouveaux parents de suspendre le remboursement de leurs prêts étudiants jusqu'à ce que leur plus jeune enfant ait cinq ans
- Continuer à élargir les initiatives, les occasions et les programmes axés sur les compétences et l'emploi qui sont destinés aux jeunes et aux étudiants canadiens
- Créer un nouveau volet de la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap
- Élargir les voies d'accès à la résidence permanente pour les étudiants internationaux au moyen du système Entrée express (utilisé pour gérer les demandes d'immigration présentées par des travailleurs qualifiés)
- Faire passer à 50 000 \$ le seuil du Programme d'aide au remboursement pour les étudiants emprunteurs qui sont célibataires et apporter les modifications appropriées aux seuils pour les familles de diverses tailles
- Éliminer définitivement les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire, selon vous, en lien avec l'éducation postsecondaire ?

L'ENTRÉE DANS LA VIE ACTIVE (30 minutes) Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien

- Qu'espérez-vous faire une fois vos études postsecondaires terminées ? (DEMANDER SI NÉCESSAIRE : Allez-vous chercher un emploi ? Poursuivre vos études ?)
 - SI À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI : Dans quel domaine aimeriez-vous travailler ?
 - Où et comment faites-vous des recherches pour identifier les possibilités d'emploi ?
 - Existe-t-il suffisamment de possibilités d'emploi dans votre région ? En d'autres termes, anticipez-vous devoir déménager pour trouver un emploi, ou pourrez-vous en trouver un là où vous habitez actuellement ?
- Quelles sont les choses les plus importantes que vous recherchiez avant de poser votre candidature ou d'accepter un nouvel emploi ? (DEMANDER SI NÉCESSAIRE : À part le salaire, que recherchiez-vous ?)
- Dans quelle mesure est-il important pour vous qu'un employeur potentiel soit respectueux de l'environnement ? (Par exemple, avoir un plan pour réduire ses émissions, devenir plus écoénergétique, adopter des pratiques plus durables, etc.)
 - Si une entreprise n'avait aucun plan visant à devenir plus respectueuse de l'environnement, cela vous empêcherait-il de poser votre candidature ou d'accepter un poste au sein de celle-ci ?
- Dans quelle mesure est-il important pour vous qu'un employeur potentiel soit responsable sur le plan social ? (Par exemple, investir dans sa collectivité, offrir une gamme complète d'avantages sociaux à son personnel, etc.)
 - Si une entreprise n'avait aucune forme d'engagement sur le plan de la responsabilité sociale, cela vous empêcherait-il de poser votre candidature ou d'accepter un poste au sein de celle-ci ?

Maintenant, j'aimerais que vous considériez les deux différents termes suivants :

- Un bon emploi
- Une bonne carrière

- Que signifie chacun de ces termes pour vous ? En quoi sont-ils similaires ou différents ?

VACCINATION DE RAPPEL CONTRE LA COVID-19 (15 minutes) Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien, l'Île-du-Prince-Édouard

Je souhaite maintenant de parler de la COVID-19...

- Dans quelle mesure la possibilité de contracter la COVID-19 vous préoccupe-t-elle, le cas échéant ?
- Combien d'entre vous ont été vaccinés contre la COVID-19 ? (À MAIN LEVÉE)
 - Avez-vous récemment reçu des doses de rappel ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - SI OUI : Savez-vous quel type de dose de rappel vous avez reçue ? Quel type ?
- Êtes-vous au fait des doses de rappel des vaccins bivalents contre la COVID-19 récemment approuvés par Santé Canada ?
 - Qu'en savez-vous ?

Étudiantes et étudiants de l'Est ontarien CLARIFIER AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Au début septembre, Santé Canada a autorisé une version adaptée d'un vaccin contre la COVID-19 que vous connaissez peut-être comme le vaccin (dit « bivalent ») de Moderna, qui cible le virus original du SRAS CoV 2 de 2019 et le variant Omicron (BA.1), et son utilisation est autorisée comme dose de rappel. Au début octobre, Santé Canada a depuis également approuvé un vaccin bivalent Pfizer, destiné aux personnes âgées de 12 ans et plus. Ceux-ci ont un profil similaire au vaccin de rappel Spikevax de Moderna précédemment approuvé et aux vaccins Comirnaty de Pfizer-BioNTech, avec les mêmes effets indésirables légers qui disparaissent rapidement.

- Avez-vous des préoccupations au sujet de ces doses de rappel ? Si oui, quelles sont-elles ?
 - Quels sont les facteurs qui vous empêchent de recevoir une dose de rappel ? (SONDER POUR : Effets secondaires, efficacité, type de rappel [comme le vaccin original par rapport au vaccin bivalent])
- Pour les personnes qui ont reçu une dose de rappel, prévoyez-vous de rester à jour dans vos vaccinations et de recevoir des doses de rappel à l'avenir ?
- Pensez-vous que la vaccination est un moyen efficace de protéger les familles, les collectivités et vous-mêmes contre la COVID-19 ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Quel genre d'impact pensez-vous que les nouveaux vaccins bivalents auront sur les familles, les collectivités et vous-mêmes ?
 - Quel genre d'impact pensez-vous qu'ils auront sur le système de santé ?

L'Île-du-Prince-Édouard ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Santé Canada a récemment approuvé l'utilisation des vaccins bivalents contre la COVID-19 comme dose de rappel. Ceux-ci ciblent le virus original ainsi que le variant Omicron (BA.1) ou les sous-variants Omicron BA.4 et BA.5.

L'OURAGN FIONA (30 minutes) **L'Île-du-Prince-Édouard**

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose sur la réponse du gouvernement du Canada à l'ouragan Fiona ?
 - Qu'a-t-il fait ou que fait-il pour aider les provinces touchées par l'ouragan ?
 - D'après ce que vous avez vu, lu ou entendu, diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa réponse à l'ouragan Fiona ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Voici ce que le gouvernement du Canada fait en réponse à l'ouragan Fiona :

- Le Centre des opérations du gouvernement travaille avec le personnel de la région et coordonne l'intervention fédérale à la tempête tropicale Fiona.
- En réponse aux demandes d'aide fédérale de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, le gouvernement du Canada fournit un soutien pour le rétablissement et le nettoyage.
- Les Forces armées canadiennes ont mobilisé des ressources et du personnel afin de fournir un soutien sur le terrain aux autorités locales là où elles en ont besoin.
- Le gouvernement du Canada a établi un programme de jumelage de dons avec la Croix-Rouge canadienne pour aider les Canadiennes et Canadiens touchés par l'ouragan Fiona. Les dons appuieront la gamme de services d'urgence que la Croix-Rouge offre aux personnes qui en ont besoin, y compris du logement provisoire, des vêtements, de la nourriture et d'autres fournitures essentielles.
- Le gouvernement du Canada a créé le Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona. Le Fonds servira à verser jusqu'à 300 millions de dollars de plus sur deux ans, à compter de cette année, pour aider les gens touchés par la tempête et soutenir les efforts de rétablissement à long terme.
- Quelles sont vos premières impressions quant à ces actions ?
 - En fait-il assez pour aider les collectivités touchées par l'ouragan ?
 - Que pourrait-il faire d'autre ?

J'aimerais maintenant vous parler du Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona de manière un peu plus détaillée.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona (FROF) a été constitué pour appuyer notamment les mesures de rétablissement suivantes :

- Aide aux communautés et aux entreprises locales pour leur permettre de rebâtir et de se remettre plus rapidement des conséquences de l'ouragan Fiona.
- Relance de l'activité économique dont dépendent les communautés locales en commençant à réparer et à reconstruire les infrastructures essentielles qui ont été endommagées ou détruites par la tempête, notamment les quais de pêche et les ports pour petits bateaux. Les infrastructures seront réparées de manière à mieux résister aux futurs dommages.
- Assurance de la sécurité de la navigation et protection de la faune marine.

- Après en avoir entendu davantage sur le Fonds, qu'en pensez-vous ?
 - À votre avis, est-ce les bonnes initiatives auxquelles il faut accorder la priorité ?
 - Que souhaiteriez-vous que le gouvernement du Canada fasse d'autre ?

IMPACTS ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (30 minutes) L'Île-du-Prince-Édouard

- Diriez-vous que le changement climatique a actuellement un impact majeur, mineur ou aucun impact sur votre collectivité ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous remarqué ?
 - Ces changements ont-ils eu un impact sur votre vie quotidienne ?

- Dans le futur, pensez-vous que le changement climatique aura un impact majeur, mineur ou aucun impact sur votre collectivité ?
 - SI OUI : Quels sont les impacts qui vous préoccupent le plus ? (SONDER : Impacts sur le logement, l'économie, la santé)

- Lorsque vous entendez l'affirmation selon laquelle « le changement climatique entraîne une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes, comme l'ouragan Fiona », diriez-vous que vous êtes en accord ou en désaccord avec cette cela ?

- Votre collectivité est-elle prête à faire face aux impacts du changement climatique ? Qu'en est-il de votre ménage ?

- Qu'est-ce que vous ou votre collectivité avez fait pour vous préparer ?
- Qu'est-ce que vous souhaiteriez voir votre collectivité faire pour se préparer aux impacts du changement climatique qui n'a pas encore été fait ?
- Est-il important que le gouvernement fédéral aide les collectivités à se préparer aux impacts du changement climatique ?
 - Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement fédéral à cet égard ?
 - Que voudriez-vous qu'il fasse ?

ÉNONCÉ ÉCONOMIQUE DE L'AUTOMNE (30 minutes) Jeunes adultes de l'Est canadien, diaspora haïtienne québécoise, jeunes adultes des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec

- Est-ce que quelqu'un a entendu quelque chose au sujet de l'Énoncé économique de l'automne (ÉÉA) du gouvernement du Canada ?
 - SI OUI, SONDER DE MANIÈRE APPROFONDIE :
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Quelles sont vos impressions globales de l'Énoncé économique de l'automne ?
 - Que pensez-vous de l'orientation globale de l'Énoncé économique de l'automne ?
 - Quelles mesures précises contient-il ?
 - Contient-il des choses qui vous plaisent ?
 - SI OUI, SONDER :
 - Qu'en pensent les autres (DES ÉLÉMENTS MENTIONNÉS) ?
 - Y a-t-il des choses qui vous déplaisent ?
 - SI OUI, SONDER :
 - Qu'en pensent les autres (DES ÉLÉMENTS MENTIONNÉS) ?

PRÉCISER SI NÉCESSAIRE :

La semaine dernière, le gouvernement du Canada a publié son Énoncé économique de l'automne. Comme certains d'entre vous le savent peut-être, le gouvernement fédéral présente généralement un budget annuel, mais celui-ci est habituellement précédé à l'automne d'une mise à jour économique, connue sous le nom d'Énoncé économique de l'automne. Je vais vous montrer quelques mesures contenues dans l'ÉÉA.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Voici quelques-unes des mesures qui figurent dans l'Énoncé économique de l'automne :

- **Éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis** de façon permanente ;
- **Créer une nouvelle Allocation canadienne pour les travailleurs trimestrielle pourvue de paiements anticipés automatiques** afin que les travailleurs reçoivent leur remboursement par tranches tout au long de l'année, plutôt qu'en un versement unique après avoir produit leur déclaration de revenus (*l'Allocation canadienne pour les travailleurs est un crédit d'impôt remboursable offert aux personnes et aux familles qui travaillent, mais qui gagnent un revenu faible*) ;
- Donner suite au plan visant à **rendre le logement plus abordable**, y compris la création d'**un nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CÉLIAPP)**, le **doublage du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH)** et **l'assurance que ceux qui procèdent à la revente précipitée de propriétés paient leur juste part** ;
- **Réduire les frais de transactions liés aux cartes de crédit pour les petites entreprises** ;
- **Créer le Centre de formation pour les emplois durables**, qui permettra d'aider des travailleurs à améliorer leurs compétences ou à en acquérir de nouvelles en vue d'occuper un emploi dans une économie à faibles émissions de carbone. Le Centre **se concentrera sur des secteurs précis recherchés**, à commencer par l'industrie des batteries durables et la construction et les rénovations à faibles émissions de carbone.

SONDAGE : Maintenant, j'aimerais que vous choisissiez la mesure la plus importante. Veuillez n'en choisir qu'une ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'aucune n'est importante.

- Éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis de façon permanente ;
- Créer une nouvelle Allocation canadienne pour les travailleurs trimestrielle pourvue de paiements anticipés automatiques ;
- Donner suite au plan visant à rendre le logement plus abordable (*y compris le nouveau CÉLIAPP ; le doublement du CIAPH ; l'assurance que ceux qui procèdent à la revente précipitée de propriétés paient leur juste part*) ;
- Réduire les frais de transactions liés aux cartes de crédit pour les petites entreprises ;
- Créer le Centre de formation pour les emplois durables, qui se concentrera sur des secteurs précis recherchés.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Avez-vous des questions concernant l'une de ces mesures ? Si oui, quelles sont-elles ?

- Dans l'ensemble, quelle est votre réaction à ces mesures ?
 - Êtes-vous d'avis que c'est le genre de choses que le gouvernement du Canada devrait faire en ce moment, ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Maintenant que nous en avons discuté un peu, comment décririez-vous l'Énoncé économique de l'automne en une phrase à quelqu'un qui n'en avait pas entendu parler ? Que pensez-vous de l'orientation globale de l'Énoncé économique de l'automne ?
- Prises dans leur ensemble, que vous disent les mesures proposées dans l'Énoncé économique de l'automne sur les priorités du gouvernement du Canada ?

PROGRAMME FÉDÉRAL DE L'IMAGE DE MARQUE (20 minutes) Jeunes adultes de l'Est canadien, jeunes adultes des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec, potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta

- Lorsque vous voyez de l'information du gouvernement du Canada (p. ex. en ligne, sur papier, sur des panneaux d'affichage, à la télévision, etc.), comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada ?
 - SONDER : Est-il clair pour vous qu'il s'agit d'une information qui provient du gouvernement du Canada ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?
 - SI NON, SONDER : Pouvez-vous me donner un exemple d'un cas où vous n'aviez pas la certitude ?
- Lorsque vous entendez de l'information, à la radio par exemple, comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada ?
 - SONDER : Où l'entendez-vous ? À la radio ? À la télévision ?
 - SONDER : Y a-t-il des phrases ou des sons spécifiques qui servent à identifier l'information provenant du gouvernement du Canada ?

AFFICHER À L'ÉCRAN LE MOT-SYMBOLE « CANADA »

- Avez-vous déjà vu ce symbole auparavant ? Si oui, où ?
- Que signifie ce symbole de manière générale ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ, SONDER : Pensez-vous que ce symbole représente le gouvernement du Canada ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?

- Que signifie-t-il pour vous personnellement ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : À quoi est-il le plus probable que vous associiez ce symbole ? Que vous fait-il ressentir ? Pourquoi ?
 - Le symbole représente-t-il des idées ou des sentiments positifs ou négatifs ? Pourquoi ?
- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada utilise ce symbole dans ses communications et informations ?
- Où vous attendez-vous à voir ce symbole affiché ?
- SI L'ON A TOUJOURS PAS MENTIONNÉ LA CONFIANCE/LA CRÉDIBILITÉ/LA CERTITUDE, DEMANDER : Lorsque vous apercevez ce symbole, faites-vous confiance aux informations qui l'accompagnent ? Avez-vous la certitude que l'information est crédible ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?

LA PERSONNE RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE FERA JOUER LA SIGNATURE MUSICALE « Ô Canada »

- Avez-vous déjà entendu cet indicatif sonore ? Si oui, où ?
- Le gouvernement du Canada utilise cet indicatif sonore dans ces communications. Pourquoi pensez-vous qu'il le fait ?

LA MÉSINFORMATION (45 minutes) Jeunes adultes de l'Est canadien, jeunes adultes des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec, jeunes adultes de l'Ouest canadien

Dans la section qui suit, je vais vous poser quelques questions sur l'utilisation des médias sociaux et les informations que vous êtes susceptible de rencontrer en ligne...

- Quels sites ou applications de médias sociaux utilisez-vous ? À quelle fréquence les utilisez-vous ?
 - Lesquels de ces médias sociaux, sites web ou applications utilisez-vous pour répondre à des questions liées à la santé ?
 - POUR LES PERSONNES QUI UTILISENT DES APPLICATIONS SPÉCIFIQUES : Pourquoi préférez-vous utiliser ces applications pour répondre à vos questions liées à la santé plutôt que d'autres applications ?

- Combien de fois tombez-vous sur des informations en ligne dont vous n'avez pas la certitude qu'elles sont vraies ou fausses ?
 - Pouvez-vous nous donner un exemple ?
 - Où avez-vous vu cette information ? Vous souvenez-vous d'où provenait l'information ?
 - Avez-vous employé des moyens pour savoir si elle était véridique ou non ? Quels moyens avez-vous employés ?
 - Jeunes adultes des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec, jeunes adultes de l'Ouest canadien SI L'ON DIT AVOIR RECOURS À DES SOURCES ÉVALUÉES PAR DES PAIRS : Qu'entendez-vous par « sources évaluées par des pairs » ?
- Lorsque je dis « mésinformation », qu'est-ce qui vous vient à l'esprit ?

Maintenant, je vais vous montrer quatre grands titres différents. Pour chacune de ces affirmations, je voudrais que vous les évaluiez à l'aide d'une échelle allant de vrai à faux, où 1 est faux, 3 est neutre ou incertain, et 5 est vrai. **NOTE AU MODÉRATEUR : SURVEILLER SI LES PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS VÉRIFIENT L'EXACTITUDE DES AFFIRMATIONS EN LIGNE ET INSISTER SUR LE FAIT QU'IL S'AGIT D'UN EXERCICE SPONTANÉ ET NON DE RECHERCHE. CE N'EST PAS UN TEST DE LEURS CONNAISSANCES.**

- *LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES ÉVALUATIONS « VRAI-FAUX ». APRÈS CHACUNE DES AFFIRMATIONS DEMANDER/AFFICHER LES RÉSULTATS DU SONDAGE ET DEMANDER :*
 - Quelles sont vos réactions générales à cette affirmation ? Avez-vous trouvé cette affirmation crédible ?
 - Qu'est-ce qui le rendait crédible ou non ?
 - Si vous deviez deviner, quelle était, selon vous, la source originale de cette publication ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

De nouvelles preuves montrent que la variole simienne est un effet secondaire des vaccins contre la COVID-19.

SONDAGE :

Maintenant, je voudrais que vous évaluiez cette affirmation à l'aide d'une échelle allant de vrai à faux, où 1 signifie faux, 3 signifie neutre ou incertain et 5 signifie vrai.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les aliments génétiquement modifiés sont moins sûrs que les variétés traditionnelles.

SONDAGE :

Maintenant, je voudrais que vous évaluiez cette affirmation à l'aide d'une échelle allant de vrai à faux, où 1 signifie faux, 3 signifie neutre ou incertain et 5 signifie vrai.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les troubles de santé mentale peuvent être attribués à des modifications [de la chimie/de l'activité] du cerveau.

SONDAGE :

Maintenant, je voudrais que vous évaluiez cette affirmation à l'aide d'une échelle allant de vrai à faux, où 1 signifie faux, 3 signifie neutre ou incertain et 5 signifie vrai.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les antibiotiques ne peuvent pas être utilisés pour traiter le rhume et la grippe.

SONDAGE :

Maintenant, je voudrais que vous évaluiez cette affirmation à l'aide d'une échelle allant de vrai à faux, où 1 signifie faux, 3 signifie neutre ou incertain et 5 signifie vrai.

- Pouvez-vous décrire votre processus de réflexion qui vous a permis de décider si l'affirmation était vraie ou fausse ?
 - Vers quelles sources d'information ou vers quelles personnes vous tourneriez-vous pour vous aider à prendre votre décision ?
 - Pensez-vous que la plateforme de médias sociaux [sur laquelle vous avez lu cette affirmation] affecterait votre évaluation initiale du point de vue vrai-faux ?
 - DEMANDER : Par exemple, évaluez-vous différemment les grands titres comme ceux-ci selon que vous les lisez sur Facebook, Reddit, Twitter ou tout autre média social que vous utilisez ?
 - SI L'ON UTILISE D'AUTRES MÉDIAS SOCIAUX : Quelles autres plateformes utilisez-vous ?
- Quel est votre degré de certitude quant à votre évaluation vrai-faux ? Pourquoi ?
 - [Y a-t-il quelque chose qui pourrait changer la façon dont vous avez évalué la crédibilité de l'affirmation ?] Qu'est-ce qui, le cas échéant, changerait votre sentiment d'exactitude ?

- Revoyons la première affirmation : « De nouvelles preuves montrent que la variole simienne est un effet secondaire des vaccins contre la COVID-19. » Si l'on vous demandait de vérifier si cette affirmation est vraie ou fausse, comment vous y prendriez-vous ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Généralement, les fausses informations sont des informations qui ont été prouvées comme étant fausses ou inexactes, sans égard à l'intention de causer du tort ou non.

- La diffusion de fausses informations en ligne vous préoccupe-t-elle ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Débriefage sur les affirmations

- [J'aimerais faire un débriefage rapide sur les affirmations que vous venez de passer en revue. Tout d'abord, j'aimerais reconnaître que ces affirmations peuvent être interprétées de différentes façons et nous vous encourageons donc à effectuer vos recherches si vous doutez de ce qui suit. Mais, deuxièmement, de grands titres comme ceux-ci ont été soit confirmés soit déboulonnés par diverses sources fiables. Je vais vous montrer lesquels ont été confirmés ou déboulonnés, accompagné d'une brève explication. Nous vous ferons parvenir ces mêmes informations, ainsi que des liens vers les sources citées et des informations sur chacune de ces sources par courriel demain.]

AFFICHER À L'ÉCRAN :

« De nouvelles preuves montrent que la variole simienne est un effet secondaire des vaccins contre la COVID-19. »

- Ceci est **faux**.
- Les médecins, les professionnels de la santé et les chercheurs en médecine affirment que la variole simienne ne peut pas être contractée par le biais de la vaccination contre la COVID-19.
- **Jeunes adultes des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec** Selon l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), le vaccin d'AstraZeneca est constitué d'un adénovirus de chimpanzé codant pour la glycoprotéine Spike du SARS-CoV-2. Il ne contient pas le virus lui-même et ne peut pas provoquer la COVID-19.
- **Jeunes adultes de l'Ouest canadien** Selon l'AFP, un chef de file mondial en matière de vérification des faits, le virus n'est pas un effet secondaire de la vaccination.

« Les aliments génétiquement modifiés sont moins sûrs que les variétés traditionnelles. »

- Ceci est **faux**.
- **Jeunes adultes de l'Est canadien, jeunes adultes de l'Ouest canadien** [Selon l'organisation *Alliance for Science*,] Les aliments génétiquement modifiés (OGM) ont fait leurs preuves, y compris en matière de sécurité, après plus de 20 ans de présence sur le marché. Consommer des aliments OGM présente le même niveau de risque que de consommer le même aliment non OGM dont les ingrédients proviennent de plantes modifiées par des techniques de sélection végétale plus anciennes.
- **Jeunes adultes des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec** Selon un site officiel du gouvernement du Québec qui contient de l'information sur les organismes génétiquement modifiés, tous les OGM développés et éventuellement approuvés ne se retrouvent pas sur le marché. En effet, chaque OGM doit satisfaire à un certain nombre de lois et de règlements avant de pouvoir être commercialisé. Au Canada, le processus d'approbation mis en place par le gouvernement fédéral peut s'échelonner sur une dizaine d'années.

« Les troubles de santé mentale peuvent être attribués à des modifications de la chimie du cerveau. »

- Ceci est **vrai**.
- **Jeunes adultes de l'Est canadien** De nombreux facteurs contribuent aux problèmes de santé mentale, y compris la chimie du cerveau.
- **Jeunes adultes des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec** Selon une étude canadienne publiée dans le *JAMA Psychiatry*, les personnes dépressives souffrent d'une inflammation cérébrale.
- **Jeunes adultes de l'Ouest canadien** Selon la *Mayo Clinic*, de nombreux facteurs contribuent aux problèmes de santé mentale, y compris la chimie du cerveau.

« Les antibiotiques ne peuvent pas être utilisés pour traiter le rhume et la grippe. »

- Ceci est **vrai**.
- **Jeunes adultes de l'Est canadien** Lorsqu'il s'agit de virus — comme ceux qui causent la COVID-19, le rhume ou la grippe, et d'autres maladies virales —, les antibiotiques ne fonctionnent pas.
- **Jeunes adultes des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec** Selon le ministère des Solidarités et de la Santé du gouvernement de France, les antibiotiques ne sont pas actifs contre les virus. À titre d'exemple, ils n'ont pas d'effet sur le rhume ou sur la grippe.
- **Jeunes adultes de l'Ouest canadien** Selon *John Hopkins Medicine*, Lorsqu'il s'agit de virus — comme ceux qui causent la COVID-19, le rhume ou la grippe, et d'autres maladies virales —, les antibiotiques ne fonctionnent pas.

- Avez-vous des commentaires sur les informations ou les clarifications que je viens de vous fournir ?

LA SITUATION EN HAÏTI (45 minutes) Diaspora haïtienne québécoise

- Quelle est l'information la plus récente, le cas échéant, que vous avez entendue sur la situation en Haïti ?
 - Où obtenez-vous des nouvelles sur l'évolution de la situation en Haïti ?

LE MODÉRATEUR DOIT SE SENTIR LIBRE DE DONNER AUX PARTICIPANTES ET AUX PARTICIPANTS LE TEMPS NÉCESSAIRE POUR S'EXPRIMER À CE STADE-CI.

- Qu'avez-vous entendu le gouvernement du Canada dire, le cas échéant, à propos de la situation ?
- Au meilleur de vos connaissances, qu'a fait le gouvernement du Canada en réponse à la situation en Haïti ?

PRÉCISER SI NÉCESSAIRE :

Haïti est confronté à une crise humanitaire qui a été aggravée par la violence des gangs. Les gangs ont récemment bloqué la route principale menant au terminal de carburant ainsi que les ports maritimes. Il y a également eu une augmentation des actes de pillage et des échanges de coups de feu entre les gangs et la police.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Voici quelques-unes des mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse à la situation :

- **Mène une mission d'évaluation en Haïti** pour consulter les intervenants afin d'explorer différents moyens d'aider le peuple haïtien à résoudre les crises humanitaires et de sécurité, ainsi que déterminer de quelle façon le Canada peut contribuer à la réponse internationale.
- **A contribué 10 millions de dollars au nouveau fonds multidonateurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)** pour améliorer la sécurité en Haïti. Cette somme s'ajoute aux **22,5 millions de dollars que le Canada a déjà engagés** (de 2021 à 2026) pour le secteur de la sécurité en Haïti.
- **A coordonné la livraison d'équipement à la Police nationale d'Haïti** (en partenariat avec les États-Unis), y compris des véhicules tactiques et blindés, ainsi que des provisions (achetés par Haïti).

- **A imposé des sanctions ciblées visant deux élites politiques haïtiennes** qui fournissent un soutien financier et opérationnel illicite aux gangs armés.
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de ces mesures ?
 - Aideront-elles la population haïtienne ?
- Est-ce le genre de mesures que le gouvernement du Canada devrait être en train de prendre ?
- Que pourrait faire de plus le gouvernement fédéral en réponse à la situation en Haïti ?
 - SI OUI : Quoi en particulier ?
 - SI NON : Pourquoi êtes-vous de cet avis ?
- Vous sentez-vous touché(e) personnellement par les événements récents en Haïti ? Si oui, de quelle manière ?
- À votre avis, quels sont les impacts à long terme de cette crise ? Que se produira-t-il, selon vous ?

L'IMMIGRATION (15-40 minutes) **Diaspora haïtienne québécoise, personnes n'ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B., région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean**

- **Diaspora haïtienne québécoise** Dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'immigration ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Diaspora haïtienne québécoise** La semaine dernière, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il prévoyait d'augmenter le nombre d'immigrants admis au Canada, dans le but d'accueillir environ 500 000 immigrants par an d'ici 2025. Pensez-vous qu'il s'agirait d'un nombre trop élevé, trop faible ou à peu près juste d'immigrants arrivant au Canada ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Diaspora haïtienne québécoise** Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant le système d'immigration ? Quelles sont-elles ?
 - SI L'ON A DES PRÉOCCUPATIONS : Que souhaiteriez-vous voir le gouvernement du Canada faire pour répondre à vos préoccupations relatives au système d'immigration ?

Efforts du gouvernement fédéral en matière d'immigration Personnes n'ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B., région québécoise du Saguenay–Lac-Saint-Jean

- Comment décririez-vous l'état actuel du système d'immigration au Canada ?
 - Dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'immigration ?
- Quels sont certains des avantages pour le Canada d'accueillir de nouveaux immigrants ?
- Est-ce que quelqu'un a des préoccupations concernant l'accueil de nouveaux immigrants ? Si oui, quelles sont ces préoccupations ?
 - L'impact de l'immigration sur le système de santé vous préoccupe-t-il du tout ? Qu'en est-il du marché du logement ou de la location ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau ? Pourquoi ?
 - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada, que ce soit sur le plan social ou économique ?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet des niveaux d'immigration du Canada ?
 - MENTIONNER : Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait faire passer le nombre de nouveaux immigrants de 405 000 en 2021 à 465 000 en 2023, puis l'augmenter progressivement jusqu'à ce qu'il atteigne 500 000 nouveaux immigrants en 2025.
- Quelles sont vos réactions à cette nouvelle ?
 - Pensez-vous que ces nombres sont trop élevés, trop faibles ou vous semblent-ils à peu près justes ?
 - Le fait d'entendre ces chiffres change-t-il votre façon de voir les impacts liés à l'accueil de nouveaux immigrants au Canada ?
 - Seriez-vous d'un avis différent si vous saviez que le taux d'immigration va continuer à représenter environ 1 % de la population totale du Canada ? Pourquoi ?
- Si l'on pense maintenant à l'économie, quelle est l'importance des pénuries de main-d'œuvre en tant qu'enjeu, le cas échéant ? Pourquoi ?

- À quel point êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant : « Le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants afin de combler les emplois vacants et de faire croître l'économie. »

MENTIONNER : Les employeurs de tous les secteurs au Canada cherchaient activement à pourvoir près d'un million de postes vacants au deuxième trimestre, le nombre trimestriel le plus élevé jamais enregistré.

- Quelles sont vos réactions à cela ?
- Le fait de savoir cela change-t-il votre façon de percevoir l'augmentation du nombre de nouveaux immigrants accueillis au Canada ?

LA SITUATION EN IRAN (85 minutes) Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto

- Quelles sont les plus récentes nouvelles que vous ayez entendues, le cas échéant, au sujet de ce qui se passe en Iran ?
 - Où obtenez-vous habituellement les actualités sur l'Iran ?

LE MODÉRATEUR DEVRAIT SE SENTIR LIBRE DE DONNER AUX PARTICIPANTS ET AUX PARTICIPANTES LE TEMPS NÉCESSAIRE POUR LEUR PERMETTRE DE S'EXPRIMER À CE STADE.

- Qu'avez-vous entendu, le cas échéant, le gouvernement du Canada dire ou faire concernant l'Iran au cours des dernières semaines ?

FOURNIR L'APERÇU SUIVANT :

Récemment, des manifestations ont lieu à travers l'Iran depuis le 16 septembre 2022, à la suite de la mort de Mahsa Zhina Amini, une femme de 22 ans arrêtée par la police à Téhéran le 13 septembre pour avoir prétendument contrevenu aux règles iraniennes exigeant que les femmes couvrent leurs cheveux avec un hijab, ou foulard. Les forces de sécurité ont fait usage de la force pour disperser les foules, entraînant de nombreux morts et blessés.

- SI CELA N'A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ AVANT : Qu'avez-vous vu ou entendu au sujet de ce que le gouvernement du Canada a fait en réponse à cette situation ?

PRÉSENTER L'APERÇU SUIVANT :

En réponse à la situation en Iran, le gouvernement du Canada a imposé des sanctions à des individus et à des entités, y compris des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) et l'appareil économique, de sécurité et de renseignement du régime. Ces sanctions imposent une interdiction des transactions avec les personnes et les entités figurant sur la liste, gelant ainsi tous les avoirs qu'elles pourraient détenir au Canada. Les personnes inscrites sur la liste en raison de violations graves et systématiques des droits de la personne sont également interdites de territoire au Canada au titre de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Le gouvernement du Canada a aussi l'intention de renforcer la capacité du Canada à instaurer des sanctions et à agir plus rapidement pour geler et saisir des biens de personnes faisant l'objet de sanctions.

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de ces mesures ?
- Est-ce le genre de mesures que le gouvernement du Canada devrait adopter ?
- Que pourrait faire de plus le gouvernement fédéral en réponse à la situation en Iran ?
- Diriez-vous que les récents événements en Iran vous affectent personnellement ? Si oui, de quelles manières ?
- À votre avis, quels sont certains des impacts à long terme de ces récents événements ? Que se produira-t-il, selon vous ?

Passons maintenant à un sujet légèrement différent, mais toujours lié à l'Iran...

Comme vous le savez peut-être, le 8 janvier 2020, le vol 752 d'Ukraine International Airlines a été abattu par un missile sol-air iranien quelques minutes après avoir décollé de Téhéran, Iran. Il y avait 55 citoyens canadiens et 30 résidents permanents parmi les 176 personnes qui sont mortes, 138 avaient des liens avec le Canada.

- Dans les années qui ont suivi cette tragédie, avez-vous entendu, lu ou vu quelque chose au sujet de la réponse du gouvernement du Canada ?
 - SI AU COURANT : Qu'avez-vous pensé de ces mesures ? Êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) de la réponse du gouvernement du Canada à ce jour ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Voici quelques-unes des mesures que le gouvernement du Canada a prises spécifiquement en réponse à l'écrasement du vol 752 qui a été abattu :

- **Création d'un groupe de coordination avec des pays qui ont perdu des citoyens dans l'écrasement du vol 752 qui a été abattu et travaille afin que l'Iran soit tenu responsable de sa violation du droit international**, exigeant que l'Iran fournisse une explication exhaustive, transparente et crédible de la destruction du vol 752 ;
- **Formulation d'une demande qui vise à ce que les responsables de la tragédie du vol 752 rendent des comptes ;**
- **Mise sur pied de l'Initiative sur la sécurité aérienne**, qui rassemble la communauté mondiale de l'aviation civile pour travailler à l'amélioration de la sécurité et de la sûreté des opérations aériennes dans les régions comportant des risques plus élevés et pour empêcher que des tragédies comme celle du vol PS752 ne se reproduisent
- Notifications régulières au moyen d'appels, de courriels et de mises à jour, par l'entremise d'un portail en ligne pour les familles des victimes. Le gouvernement du Canada a également proposé des services de counselling en matière de santé mentale et de stress post-traumatique après la tragédie pour aider les familles.
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de ces mesures ?
- Sont-elles le genre de mesures que le gouvernement du Canada aurait dû prendre ?
- Y a-t-il d'autres mesures que le gouvernement fédéral aurait pu ou devrait prendre ?

ENJEUX À L'APPROCHE DE LA RETRAITE (40 minutes) Personnes qui approchent de la retraite de la Colombie-Britannique

Passons à un autre sujet...

- Quel est l'enjeu le plus important pour vous personnellement et celui sur lequel, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Et quel est l'enjeu le plus important auquel sont confrontées les personnes qui approchent de la retraite plus largement à l'heure actuelle et auquel le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Lorsque vous pensez à la retraite quelles sont vos plus grandes préoccupations ?
 - Qu'en est-il du coût de la vie ?

- Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact, le cas échéant, sur vos plans de retraite ? Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact, le cas échéant, sur vos plans de retraite ? Si cela a un impact, où le remarquez-vous le plus ?
- Dans quelle mesure la planification de la retraite est-elle une priorité, le cas échéant, dans votre vie quotidienne ? Que faites-vous, le cas échéant, pour préparer votre retraite ?
- Quelle est l'importance, le cas échéant, des programmes gouvernementaux comme le Régime de pensions du Canada (RPC), la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) dans vos plans de retraite ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Régime de pensions du Canada (RPC)

La pension de la Sécurité de la vieillesse (SV)

Supplément de revenu garanti (SRG)

- Qu'en est-il des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) ?
- Dans quelle mesure ces programmes vous sont-ils familiers, le cas échéant ?

ÉCLAIRCIR CHAQUE PROGRAMME/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le montant de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) est payable aux personnes âgées de 65 ans et plus qui ont résidé au Canada pendant au moins 10 ans depuis l'âge de 18 ans. Ce revenu est imposable et est assujéti à un impôt de récupération si le revenu annuel net est supérieur au seuil du revenu net de toutes provenances fixé pour l'année en question (79 845 \$ pour 2021).

Le Supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation supplémentaire non imposable payable aux pensionnés de la SV à faible revenu. Le montant de l'Allocation qu'une personne recevra est établi en fonction de son état matrimonial et de son revenu. Le SRG est recalculé chaque année en juillet en fonction de son revenu net de l'année civile précédente. Les paiements peuvent augmenter, diminuer ou même cesser en fonction de la variation de son revenu net annuel.

La pension de retraite du Régime de pensions du Canada (RPC) est une prestation mensuelle imposable qui assure un remplacement partiel du revenu au moment de la retraite. Le montant de vos prestations mensuelles est établi en fonction de la moyenne des revenus tout au long de votre vie active, de vos cotisations au RPC, et de l'âge auquel vous décidez de commencer à recevoir votre pension de retraite du RPC. Plus tôt vous faites votre demande, moins vous recevrez mensuellement.

Pour recevoir une pension de retraite, vous devez avoir au moins 60 ans et avoir versé au moins une cotisation valide au RPC.

Les prestations de la SV, du SRG et du RPC sont ajustées chaque année en fonction des variations dans l'indice des prix à la consommation (*la SV et le SRG sont révisés en janvier, avril, juillet et octobre ; les augmentations des taux des prestations du Régime de pensions du Canada (RPC) sont calculées une fois par année et entrent en vigueur en janvier) afin de s'assurer qu'elles suivent le coût de la vie.*

- Quelles sont vos réactions à cela ? Y a-t-il des informations dont vous n'étiez pas au courant avant aujourd'hui ?

Au cours des dernières années, certains changements ont été apportés à ces programmes. Nous allons maintenant en passer deux en revue.

AFFICHER À L'ÉCRAN UN À LA FOIS :

La mise en œuvre progressive du RPC bonifié a commencé en 2019. Elle entraînera le versement de prestations plus élevées à la retraite en contrepartie de cotisations plus élevées au RPC.

À compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus verront une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE CHAQUE ÉLÉMENT ET DEMANDERA :

- Quelle est votre réaction à cela ?
- Ce changement a-t-il un quelconque impact sur vous ? Si oui, comment ?
- Pensez-vous que des programmes comme le RPC, la SV et le SRG vous aideront à vivre confortablement à la retraite ?
- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour apporter un soutien aux personnes qui planifient leur retraite ?

PROJET D'ACHAT D'UN VÉHICULE (15 minutes) Potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta

- Quels moyens de transport utilisez-vous actuellement ? Pour vous-même, pour votre famille ?

- Sondez pour le moyen de transport utilisé le plus fréquemment au quotidien (par exemple, véhicule personnel, transports en commun, vélo ou vélo électrique, etc.).
- Avez-vous accès à d'autres moyens de transport ? Si oui, quels sont-ils ?

Je comprends que tout le monde dans ce groupe envisage l'achat ou la location d'un véhicule neuf d'ici cinq ans.

- Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous souhaitez faire l'achat ou la location d'un véhicule ?
- Lorsque vous envisagez l'achat ou la location de ce véhicule, quelles sont vos principales considérations ? (par exemple, le prix, le modèle, etc.)
 - NOTE AU MODÉRATEUR : Prévoir suffisamment de temps pour explorer la question en détail.
- Dans quelle mesure le rendement énergétique est-il important pour vous, le cas échéant ? Le prix actuel de l'essence a-t-il un impact quelconque sur votre décision ? Si oui, comment ?
- Dans quelle mesure le prix de l'essence est-il un sujet de préoccupation dans votre collectivité ? Quelle est la cause des récentes hausses des prix de l'essence ?
 - Selon vous, quel sera l'avenir du prix de l'essence ?
 - Que peut-on faire en réaction à la hausse des prix de l'essence ?

VÉHICULES ZÉRO ÉMISSION (35 minutes) Potentiels acheteurs et acheteuses ou locataires à long terme de véhicules des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta

- Est-ce que quelqu'un sait ce que sont les VZE ? Pouvez-vous nous donner une brève description ? Pouvez-vous en donner une brève description ?
 - Est-ce que quelqu'un est propriétaire d'un VZE ou en loue un actuellement ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Des exemples de VZE incluent les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides

électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène. Donc, en gros, un véhicule électrique est un type de VZE ; un véhicule à pile à hydrogène est un autre type de VZE.

- SI CELA N' A PAS DÉJÀ ÉTÉ SOULEVÉ : Est-ce que quelqu'un envisage ou cherche à acheter ou à louer un VZE, tel qu'un véhicule électrique qui est entièrement électrique, ou bien hybride ou encore hybride rechargeable ? Quelles sont les principales raisons qui vous motivent à le faire ?
 - L'augmentation du prix de l'essence fait-elle en sorte que vous avez plus d'intérêt ou moins d'intérêt pour l'achat ou la location d'un VZE ?

POUR LES PERSONNES QUI NE L'ENVISAGE PAS :

- Vous voyez-vous un jour acheter ou bien louer un VZE ?
 - SI OUI : Quand pensez-vous faire cet achat ? Dans cinq ans, dans dix ans, plus longtemps ?
 - SI NON : Qu'est-ce qui vous retient ?
 - Quelles sont les choses les plus importantes qui vous inciteraient à envisager l'achat d'un véhicule zéro émission ?
- Quels sont les principaux obstacles à l'achat d'un VZE ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Les VZE sont-ils abordables ? Existe-t-il l'infrastructure de recharge nécessaire pour les VZE ? Existe-t-il une bonne sélection de marques et de modèles de véhicules VZE parmi lesquels choisir ? Pensez-vous qu'ils sont fiables compte tenu des conditions météorologiques et climatiques de votre région ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire, le cas échéant, pour rendre les VZE plus accessibles pour les Canadiennes et les Canadiens comme vous ?
- Dans quelle mesure est-il important que les VZE ou les pièces de VZE soient fabriqués au Canada ?
 - La mention « fabriqué au Canada » est-elle un attribut important lorsqu'on fait ce type d'achat ?
 - Quels en seraient les impacts si les VZE ou les pièces de VZE étaient fabriqués au Canada ?
 - SONDER AU BESOIN : Par exemple, sur le coût, sur les emplois, etc.
 - Le gouvernement fédéral devrait-il faire une priorité des VZE et de la fabrication des VZE au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

PERSPECTIVES LIÉES À LA COVID-19 ET VACCINS CONTRE LA COVID-19 (30 minutes) Personnes n'ayant pas reçu une 4e dose de vaccin contre la COVID-19 de la région métropolitaine de Vancouver en C.-B.

Au moment de vous inviter à participer à ce groupe, vous avez toutes et tous indiqué avoir reçu trois doses de vaccin contre la COVID-19.

- Est-ce toujours le cas ?
 - SI NON : Avez-vous reçu une quatrième dose depuis ?
- Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de vous faire vacciner ?
- Dans l'ensemble, êtes-vous à l'aise avec votre décision de vous faire vacciner avec trois doses ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Y en a-t-il parmi vous qui ont pris un rendez-vous pour recevoir une troisième dose de vaccin contre la COVID-19 ?
 - SI OUI : Pourquoi avez-vous décidé de recevoir une quatrième dose ?
 - SI NON : Prévoyez-vous de recevoir une quatrième dose ou non ?
 - SI OUI : Quand prévoyez-vous de recevoir la quatrième dose ? Y a-t-il une raison pour laquelle vous attendez/n'avez pas encore pris de rendez-vous ?
 - SI NON : Quelles sont vos hésitations quant à recevoir une quatrième dose ?
- Pour celles et ceux d'entre vous qui attendent ou qui hésitent à recevoir une quatrième dose, y a-t-il des questions liées aux vaccins contre la COVID-19 en général, ou à votre prochaine dose de rappel en particulier, auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?
 - De quelles autres informations avez-vous besoin pour vous aider dans votre décision quant à recevoir une troisième dose ?
- Êtes-vous au fait des doses de rappel des vaccins bivalents contre la COVID-19 récemment approuvés par Santé Canada ?
 - Qu'en savez-vous ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Santé Canada a récemment approuvé l'utilisation des vaccins bivalents contre la COVID-19 comme dose de rappel. Ceux-ci ciblent le virus original ainsi que le variant Omicron (BA.1) ou les sous-variants Omicron BA.4 et BA.5.

- Avez-vous des préoccupations concernant ces doses de rappel ? Le cas échéant, quelles sont-elles ?
- Les possibles effets à long terme des vaccins vous préoccupent-ils ?
 - SONDER POUR : Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?
- Pensez-vous que la vaccination est un moyen efficace de protéger les familles, les collectivités et vous-mêmes contre la COVID-19 ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Quel genre d'impact pensez-vous que les nouveaux vaccins bivalents auront sur les familles, les collectivités et vous-mêmes ?
 - Quel genre d'impact pensez-vous qu'ils auront sur le système de santé ?

Sur un sujet légèrement différent, avez-vous entendu, lu ou vu quelque chose au sujet de la saison grippale au Canada cette année ?

- Avez-vous reçu un vaccin contre la grippe cette année ?
 - SI NON : Avez-vous l'intention de vous faire vacciner contre la grippe ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - SI OUI : Qu'est-ce qui vous a fait décider de vous faire vacciner ?

PRESTATION DES SERVICES (15 minutes) Jeunes adultes de l'Ouest canadien

- Quels sont les services les plus importants que le gouvernement du Canada fournit aux Canadiennes et aux Canadiens ?
- Comment décririez-vous la capacité actuelle du gouvernement du Canada à fournir ces services ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des services de passeport, de la gestion des aéroports et du traitement des demandes d'immigration ?
 - Le gouvernement du Canada s'est-il amélioré, détérioré ou a-t-il été constant dans la prestation de l'un ou l'autre de ces services ? Pourquoi ?
- Dans quelle mesure avez-vous confiance, le cas échéant, que le gouvernement du Canada peut améliorer sa prestation de services ?
 - SI « PAS CONFIANCE » : Que souhaiteriez-vous que le gouvernement du Canada fasse pour améliorer la prestation de services ?

PROGRAMME DE RACHAT (20 minutes) Jeunes adultes de l'Ouest canadien

- Quelle est l'importance, le cas échéant, de l'enjeu du contrôle des armes à feu ?
- En matière de contrôle des armes à feu au Canada, le gouvernement du Canada devrait-il rendre les lois plus strictes, moins strictes ou devraient-elles rester à peu près les mêmes ?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne le contrôle des armes à feu ? Pourquoi ?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada et du contrôle des armes à feu ?
 - AU BESOIN : Qu'en est-il du gouvernement du Canada et de son interdiction de plus de 1 500 modèles différents d'armes à feu de type assaut ?

MENTIONNER : En date du 1^{er} mai 2020, plus de 1500 modèles d'armes à feu de type assaut ont été classés comme prohibés, y compris l'AR-15.

- Que pensez-vous de cette interdiction ? Quel impact cette interdiction aura-t-elle, selon vous, sur les crimes commis avec des armes à feu ?
- Qui a vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du gouvernement du Canada qui prévoit de racheter à leurs propriétaires actuels ces armes à feu de style arme d'assaut devenues interdites ?
 - SI AU COURANT : Qu'avez-vous entendu au sujet du programme de rachat ?

MENTIONNER : Le gouvernement lancera un programme de rachat pour s'assurer que ces armes à feu de style arme d'assaut soient retirées de façon sécuritaire et permanente, et pour offrir une indemnisation aux propriétaires et aux entreprises touchés par l'interdiction du 1^{er} mai 2020.

- Que pensez-vous de ce programme de rachat ? Quel sera l'impact, selon vous, de ce programme de rachat ?
- Est-ce que quelqu'un a des questions ou des préoccupations au sujet de ce programme ? Si oui, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ?
- Y a-t-il d'autres mesures que vous souhaiteriez voir s'ajouter au programme de rachat ?

PARENTS — COÛT DE LA VIE (40 minutes) Mères au travail des centres de taille moyenne et grande des Prairies

- En un mot, comment décririez-vous l'économie canadienne d'aujourd'hui ?
- À votre avis, à quoi ressemblera l'économie au cours des quelques prochaines années ? Pensez-vous que les choses vont s'améliorer, se détériorer ou qu'elles resteront à peu près les mêmes d'ici l'année prochaine ? Et dans cinq ans ? Pourquoi ?
 - Qu'est-ce qui vous permettrait de savoir si les choses s'améliorent ou se détériorent ? Quels sont les signes ?
- De manière générale, comment décririez-vous la gestion de l'économie par le gouvernement du Canada ? Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
- En tant que parents, quels enjeux économiques vous préoccupent le plus et ont le plus d'impact sur vous ?
 - Le gouvernement du Canada comprend-il les enjeux économiques qui vous préoccupent le plus et qui ont le plus d'impact sur vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de l'accessibilité et du coût de la vie ?
- Que fait le gouvernement du Canada face à l'augmentation du coût de la vie ?
- Pouvez-vous me donner des exemples de choses qui sont devenues moins abordables dans votre vie de tous les jours ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il des épiceries et de l'essence ?
 - Avez-vous modifié certaines de vos habitudes quotidiennes en réaction à l'augmentation du coût de la vie ?
- À votre avis, qu'est-ce qui provoque l'augmentation des prix ?
- L'augmentation du coût de la vie est-ce un problème « fait au Canada » ou un problème mondial ? Comment le savez-vous ?
 - Que peut faire le gouvernement face à l'augmentation du coût de la vie ?
- Êtes-vous au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada qui profitent aux parents ?

- SI LE TEMPS LE PERMET :
 - Qui dans le groupe est au courant de l'Allocation canadienne pour enfants, des services de garde d'enfants à 10 \$ par jour ou de la Prestation dentaire canadienne ?
 - MENTIONNER AU BESOIN : L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants.
 - MENTIONNER AU BESOIN : Le gouvernement du Canada collabore avec les provinces et les territoires pour progresser vers un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui réduira les coûts pour les familles, en réduisant les frais de 50 % cette année et en les ramenant à 10 \$ par jour en moyenne d'ici 2026.
 - MENTIONNER AU BESOIN : Le gouvernement du Canada met en place une prestation dentaire pour aider à réduire les coûts des soins dentaires pour les familles admissibles qui gagnent moins de 90 000 \$ à compter de cette année.
 - Sur le plan de l'abordabilité et du coût de la vie, quel impact, le cas échéant, ces programmes auront-ils sur vous et votre famille ?
 - Diriez-vous que l'Allocation canadienne pour enfants, les services de garde d'enfants à 10 \$ par jour et la Prestation dentaire canadienne sont des mesures importantes quant à rendre la vie plus abordable pour les parents ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour aider à soutenir les parents ?

TARIFICATION DU CARBONE (15 minutes) Mères au travail des centres de taille moyenne et grande des Prairies

- Avez-vous entendu quelque chose au sujet de l'Incitatif à agir pour le climat du gouvernement du Canada ? Que pouvez-vous m'en dire ?
 - Que vous ayez entendu parler de l'Incitatif à agir pour le climat ou non, à quoi pensez-vous lorsque vous entendez l'expression « Incitatif à agir pour le climat » ?

CLARIFIER/AFFICHER À L'ÉCRAN :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la

souplesse nécessaire pour élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu’il respecte la norme fédérale. Dans les quatre provinces qui ne satisfont pas aujourd’hui à cette norme — l’Ontario, la Saskatchewan, le Manitoba, et l’Alberta —, le système de tarification fédéral est actuellement en place. À partir de juillet 2023, elle entrera également en vigueur à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse et à l’Île-du-Prince-Édouard.

Les produits issus du système fédéral restent dans la province dans laquelle ils ont été perçus. — En prenant l’exemple de l’Alberta — 90 p. cent des produits sont reversés directement aux résidentes et résidents sous la forme du paiement de l’Incitatif à agir pour le climat, un ménage typique recevrait environ 1 544 \$. Depuis juillet 2022, les particuliers reçoivent ces paiements tous les trois mois.

- Que pensez-vous de ce plan ?
- À votre connaissance, avez-vous reçu l’Incitatif à agir pour le climat ?
 - SI OUI : Comment l’avez-vous reçu ?

CONCLUSION (5-10 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral ? Il peut s’agir de précisions sur les sujets abordés aujourd’hui ou d’un sujet que vous jugez important, mais dont nous n’avons pas discuté.

Diaspora haïtienne québécoise, Irano-Canadien(ne)s de la ville de Toronto *NOTE AU MODÉRATEUR : Prendre quelques minutes pour décompresser avec les participantes et les participants avant de les laisser partir.*

Annexe C – Concepts publicitaires

Mot-symbole du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec)

Canada 

Dans cette image, le mot « Canada » est écrit en caractères noirs sur un fond blanc. Le « a » final est surmonté d'un drapeau canadien rouge et blanc.

Signature musicale du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec)



GC approved musical signature for FIP.wav

Ceci est un court audioclip de deux secondes où on peut entendre les premières notes de l'hymne national du Canada.